

Service Jésuite des Réfugiés
Jesuit Refugee Service



2 0 0 4

Rapport Annuel
Annual Report



Le JRS a été fondé par le père Pedro Arrupe SJ en 1980. Le JRS est un organisme catholique destiné à accompagner, servir et plaider la cause des réfugiés et des personnes déplacées de force.

Le *Rapport 2004* est publié en français, anglais, espagnol et italien.

Photo de couverture:
JRS Venezuela
Réfugiée colombienne, Venezuela

| | |
|------------------|-------------------------------|
| Editeur: | Lluís Magriñà SJ |
| Rédacteur: | James Stapleton |
| Production: | Stefano Maero |
| Àide rédacteur: | Maggie Piper |
| Aide production: | Sara Pettinella |
| Couverture: | Elena Roosen Stefano Maero |

Les articles peuvent être reproduits avec indication de la source.

Publications régulières du Bureau International du JRS

Dispatches, bulletin bi-mensuel, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et activités du JRS; il est disponible gratuitement par e-mail, en français, anglais, espagnol, et italien.

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis sur pied pour les aider. Disponible en français, anglais, espagnol, et italien.

Pour recevoir gratuitement *Dispatches* et *Servir* abonnez-vous à travers le site web <http://www.jrs.net/lists/manage.php>

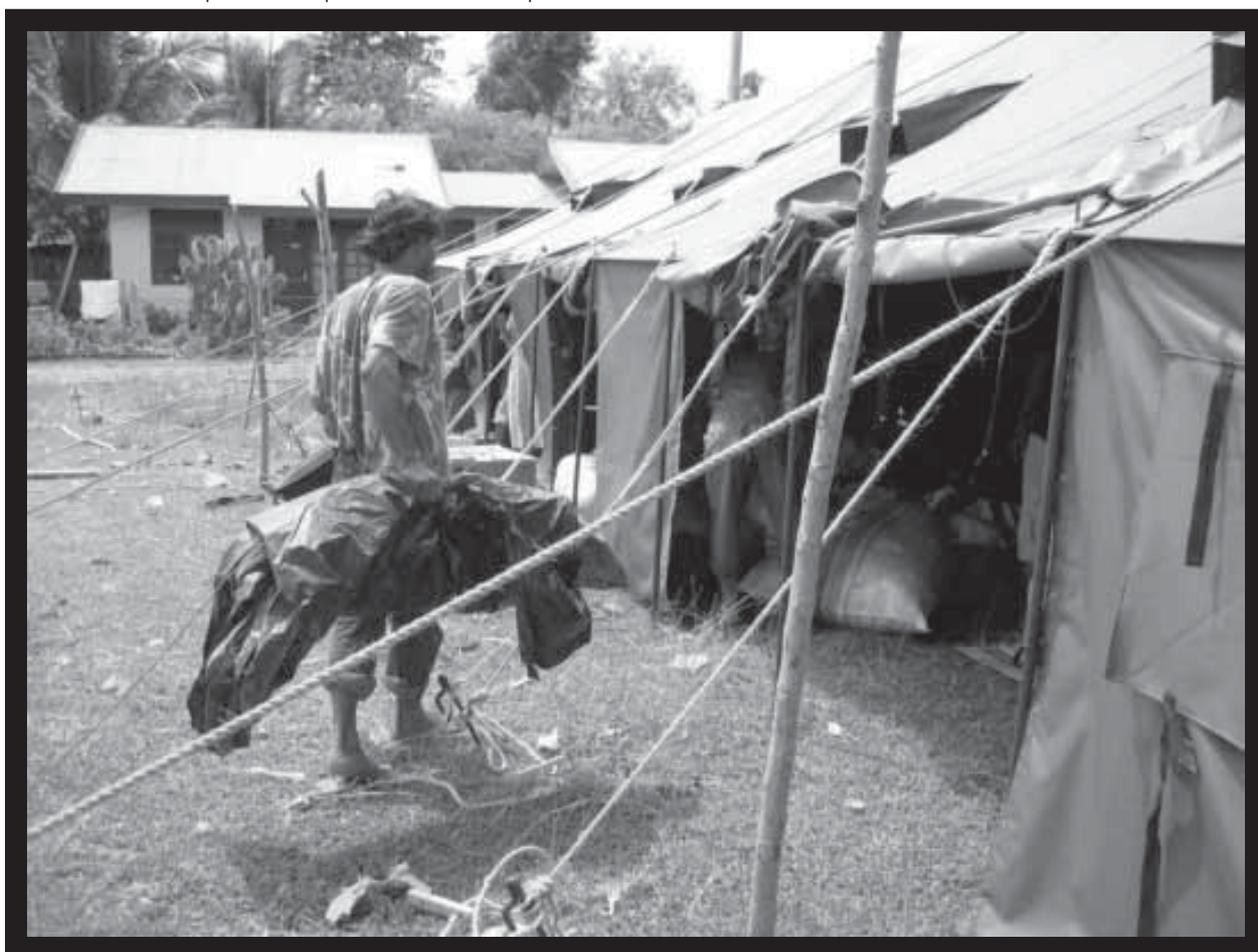


<http://www.jrs.net>

Sommaire

| | |
|------------------------------------------|----|
| Message du Directeur International | 3 |
| Le JRS et l'advocacy | 4 |
| L'Afrique: un continent en crise | 5 |
| Tchad | 6 |
| Afrique de l'Est | 7 |
| Grands Lacs | 17 |
| Afrique Australe | 25 |
| Afrique de l'Ouest | 37 |
| Asie Pacifique | 43 |
| Asie du Sud | 53 |
| Europe | 59 |
| Europe du Sud-Est | 67 |
| Amérique Latine et Caraïbes | 75 |
| États-Unis – Canada | 83 |
| Les publications du JRS | 86 |
| Les finances du JRS en 2004 | 87 |
| Pour contacter le JRS | 88 |

Réinstallation des personnes après le tsunami, camp de Seulimeum, Aceh, Indonésie



Ingviid Solvang/JRS



Deux enfants soudanais réfugiés dans un camp au Tchad

Message du Directeur International

A tout bien considérer l'année 2004 a été marquée par la joie et par la peine. Le retour de la paix en Angola, au Soudan, au Libéria, au Sri Lanka, pour ne nommer que quelques pays, a redonné espoir à des milliers de personnes déplacées dans le monde. Les récents accords de paix entre l'Armée de Libération du Peuple Soudanais et le gouvernement du Soudan ont mis fin à plusieurs décades de guerre et des millions de réfugiés et de déplacés attendent impatiemment de pouvoir recommencer à vivre au Soudan. Des programmes de rapatriement ont commencé en Angola et au Libéria, tandis que plus de 50.000 réfugiés sont rentrés d'eux-mêmes au Burundi en provenance de la Tanzanie.

Dans de nombreux pays, les réfugiés sont rentrés. Le JRS continue à surveiller la situation sur le terrain et fournit des informations aux réfugiés, en aidant par le biais d'informations justes à leur réinstallation ou à leur rapatriement. Dans ce cadre, les programmes d'éducation du JRS ont mis l'accent sur la promotion de la paix et la résolution des conflits.

Plus de 400.000 personnes réparties en une cinquantaine de pays, ont bénéficié des programmes du JRS. Les membres de nos équipes ont donné aux personnes déplacées la possibilité de défendre leurs droits, et ils leur ont proposé différents services: éducation, santé, pastorale, soutien psychologique. Cet accompagnement en direct nous a permis de voir les services nécessaires et de fixer nos priorités.

Mais, et c'est bien triste, l'année 2004 a également été marquée par la violence. En particulier au Darfour et au Soudan où les pertes sont énormes: 100.000 morts et 1,6 millions de personnes déplacées. Comme c'est souvent le cas, ce sont les plus vulnérables qui ont le plus souffert et c'est vers eux que se sont portés les soins du JRS.

Les gouvernements ont volontairement effacé toute distinction entre les divers groupes de "personnes migrantes" – migrants clandestins et réfugiés: arrêtant et mettant en prison de façon arbitraire les migrants à leur arrivée sur leur sol, renforçant les procédures d'asile et prenant des mesures destinées à empêcher leur arrivée. Face à ces situations, le JRS a continué son travail: visite aux demandeurs d'asile détenus, aux réfugiés et

autres catégories de migrants, leur offrant un accompagnement pastoral, une aide juridique et même des soins médicaux.

La vague meurtrière du 26 décembre a choqué le monde entier. On estime à 260.000 le nombre de victimes – mortes et disparues – et à plus de 2 millions le nombre de personnes déplacées. L'Indonésie et le Sri Lanka ont payé le plus lourd tribut. Les membres du JRS travaillant à Aceh, en Indonésie et au Sri Lanka ont immédiatement répondu, envoyant du personnel pour répondre aux besoins immédiats des personnes les plus touchées par la catastrophe. L'opinion publique internationale a merveilleusement répondu.

Le 14 novembre 2005, cela fera 25 ans que le JRS est au service des réfugiés et apprend beaucoup d'eux. L'heure est venue de remercier le Seigneur pour l'aide qu'il nous a apportée, de relire notre expérience et d'en tirer les leçons qui nous permettront d'envisager l'avenir avec confiance et de répondre aux changements qui nous seront demandés. Toutefois, il est clair que nous n'aurions rien pu faire sans l'engagement et le travail de notre personnel et des volontaires, des nombreux individuels, groupes et organisations qui nous soutiennent. À tous et à toutes, un grand merci. Je compte sur votre soutien pour l'année qui s'annonce.

Lluís Magriñà SJ



Le JRS et l'advocacy

Tout au long de l'année 2004, le rayon d'action des activités de représentation et de défense des réfugiés et des personnes déplacées effectuées par les bureaux du JRS s'est démarqué par sa diversité et a concerné toutes les causes pour lesquelles le JRS travaille. Par exemple, le travail d'advocacy du JRS s'est traduit par des programmations radios concernant les contributions positives faites à la société par des réfugiés en Tanzanie, ainsi que des formations de centrées sur les droits de l'homme au personnel de centres de détention en Slovénie. Cependant, malgré cette grande diversité dans ses activités, le JRS a développé un réseau international de représentation qui fonctionne selon certains principes, le plus important desquels est que le travail de représentation du JRS découle directement de l'accompagnement des réfugiés et des personnes déplacées.

Les décisions concernant les priorités et les projets de "JRS Advocacy" ne sont pas effectuées au sein du Bureau International du JRS; elles viennent des réfugiés et des personnes déplacées eux-mêmes. Mettre en œuvre cette pratique nécessite que les personnes travaillant pour les projets du JRS consultent les réfugiés, écoutent leurs problèmes, et tentent d'élaborer des plans d'action dans le but de les aider à revendiquer les droits de l'homme dont ils sont si souvent privés. Le JRS a toujours concentré ses efforts sur les réfugiés les plus marginalisés, ceux qui sont les plus oubliés. Ainsi, les consultations tentent toujours d'inclure tous les secteurs des communautés de réfugiés: les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes âgées, et toutes les personnes quelles que soient leur origine ethnique ou leur religion.

En 2004, les bureaux du JRS à travers le monde ont fait des projets de représentation basés sur les résultats de ces consultations avec les réfugiés. Il est apparu que certains problèmes communs surgissaient dans plusieurs pays dans lesquels le JRS travaille. Le travail d'advocacy du JRS s'est

concentré sur: les perceptions négatives des réfugiés; la pression exercée sur les réfugiés pour qu'ils retournent dans leur pays d'origine avant que cela ne puisse être effectué sans danger; la détention de plus en plus fréquente des réfugiés; l'accès à des procédures d'asile justes et efficaces; l'accès à une éducation de qualité pour les réfugiés et les enfants déplacés; l'accès égal à l'éducation pour les réfugiés; les violences basées sur le sexe à l'encontre de femmes et de filles; enfin, le recrutement des enfants dans les groupes armés.

Beaucoup d'advocacy du JRS est dirigé vers l'information des réfugiés quant à leurs droits et vers une aide ayant pour but de leur permettre de revendiquer leurs propres droits. Le JRS a créé des ateliers et a fourni des informations aux réfugiés concernant leurs droits et leurs responsabilités, et ceci dans la plupart des pays où le JRS est présent. Fournir aux réfugiés ce type d'informations est un premier pas vers leur autonomisation en ce qui concerne la défense de ces droits.

Une autre priorité de longue date du JRS est que les victimes des injustices doivent être entendues. Le travail du JRS concernant la campagne internationale pour l'interdiction des mines anti-personnel est un bon exemple de la mise en pratique de ce principe. Cette année, le JRS a organisé la participation de ces rescapés à la première évaluation de la Conférence d'Ottawa pour l'Interdiction des Mines Anti-Personnel à Nairobi. Le JRS a plaidé pour que la voix de ces rescapés soit entendue et contribue aux projets, à la détermination de priorités et aux décisions de financement.

Le JRS a appris que la crédibilité et l'impact de son travail d'Advocacy dépendent des réfugiés eux-mêmes: de l'écoute des réfugiés, et de leur réappropriation de leurs droits.

Melanie Teff, coordinatrice de l'advocacy

Elèves soudanaises, bénéficiaires d'un programme de discrimination positive du JRS, Adjumani, Nord de l'Ouganda



L'Afrique: un continent en crise

Dix pour cent de la population mondiale vit en Afrique, mais les deux-tiers des personnes séropositives vivent sur ce continent. Le SIDA est en train de modifier la structure des sociétés africaines. Les trois-quarts des personnes récemment infectées sont des femmes et des enfants, et les chiffres sont en hausse en Afrique. Il est peu probable que ce tableau change dans un futur proche – les pourcentages sont exacerbés par des facteurs étroitement liés: une migration importante, l'effondrement de l'économie, les gouvernements faibles et l'insécurité alimentaire.

Des nombreuses guerres et autres conflits violents ont continué à meurtrir le continent africain en 2004. Les pertes

humaines ainsi que la rupture de la structure de la société et des diverses infrastructures ont ravagé de nombreuses autres vies, et des millions d'enfants et de jeunes ont perdu tout accès à l'éducation.

Conscients que les causes du déplacement forcé en Afrique dépassent les frontières nationales et régionales, les directeurs des 4 régions du JRS en Afrique, et la vingtaine de pays qu'ils représentent, ont toujours ressenti le besoin de se rencontrer et de discuter des sujets d'intérêt commun. Ils veulent en particulier collaborer et partager leurs expériences à propos des processus de rapatriement en cours en Angola, au Burundi, au Libéria et au Soudan.

L'éducation en Afrique

Dans ce contexte, le JRS a maintenu sa conviction selon laquelle l'éducation est une priorité essentielle au retour à la normalité pour les victimes des conflits. L'éducation est un signe et une source d'espoir qui permet de développer la faculté de construire une société plus juste, une société pacifique.

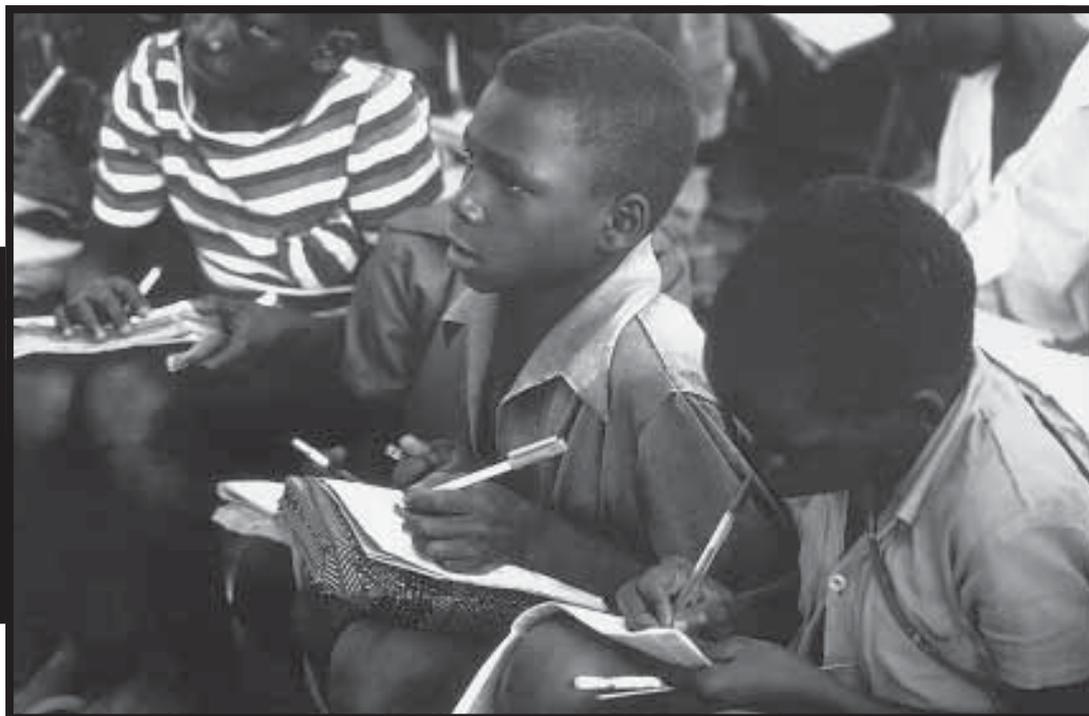
Pour mettre en œuvre cette conviction, le JRS a mis en place en 1997 le projet Éducation en Afrique. Ce projet a pour but l'amélioration de la qualité de l'enseignement des réfugiés et des personnes déplacées. Le bureau central qui coordonne les ressources de ce projet se trouve à Nairobi, au Kenya, mais le rayon d'action et la portée de ce projet inclut le personnel

d'enseignement du JRS ainsi que de nombreux projets à travers l'Afrique. En 2004, en plus des ressources rendues accessibles à tous les projets, la personne chargée de l'éducation en Afrique a visité des sites dans lesquels de tels projets se déroulent, dans 8 pays africains, dans le but de fournir du savoir-faire dans différents aspects de l'enseignement, de faciliter les rencontres éducatives, et de procéder à des consultations et des évaluations. De tels supports et collaborations ont été offerts à d'autres organismes chargés de l'éducation des réfugiés et des personnes déplacées, comme l'Église, les organes de l'ONU, d'autres ONG et des ministères de l'éducation.

<http://www.jrsafricaeducation.org>

Directeurs des régions africaines du JRS

L'éducation en Afrique, Adjumani, Nord de l'Ouganda



Michael Coyne SJ/JRS



Directeur du JRS Tchad
Patrick Samway SJ

TCHAD

Depuis le début de l'année 2003, le conflit au Darfour dans l'ouest du Tchad, a causé la fuite de milliers de réfugiés vers le Soudan. En 2004, des centaines de villages soudanais ont été détruits. Le gouvernement soudanais et des milices armées ont déplacé de force près de 2 millions de civils et plus de 100.000 personnes sont mortes pour des raisons directement liées à cette campagne. Les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ont été empêtrées par les menaces des membres permanents d'utiliser leur droit de veto. Malgré d'innombrables dénonciations et professions d'inquiétude, peu a été fait pour protéger les peuples du Darfour. Présentement, 11 camps officiels au Tchad abritent près de 150.000 réfugiés qui ont traversé la frontière entre le Soudan et le Tchad, longue de 600 km. Les camps se trouvent dans des conditions désertiques, frappés par de fréquentes tempêtes de sable et des températures allant de 4°C la nuit pendant certaines saisons jusqu'à 45°C le jour. L'accès aux camps est difficile pendant la saison des pluies (de mai à septembre) à cause de l'état des routes.

Les projets du JRS au Tchad

éducation

Camps de KOUNOUNGOU, TOULOUM et FARCHANA En 2004, le JRS a fourni du support au SECADEV, une Caritas locale, pour augmenter sa capacité à diriger les programmes d'enseignement dans 3 des camps: Kounoungou, Touloum et Farchana. Le SECADEV est responsable devant le HCR pour la direction de ces camps. À la fin de l'année 2004, la population des 3 camps atteignait 47.372 personnes, dont 9.565 étaient enregistrées dans une des 115 classes de maternelle ou de primaire. En décembre, la direction du camp de Touloum a été prise en main par CARE International pour des raisons logistiques. Le SECADEV dirige toujours deux autres camps, Kounoungou et Farchana, et prend également en charge l'enseignement et certains services pour la communauté.

La situation dans les camps s'est améliorée depuis octobre 2004. les écoles se sont stabilisées, même s'il reste un besoin constant de s'assurer que les nouveaux élèves soient inscrits, que les enseignants soient formés, que des salles de classe soient construites et que des fournitures et matériels de classes soient fournis. La classe d'âge des 3 à 18 ans représente 40% de la population du camp. Au Soudan, 58% des enfants ont été inscrits. La priorité du JRS est d'augmenter le nombre d'inscrits et de continuer à améliorer le système éducatif en place. Le HCR et l'UNICEF sont responsables pour le paiement des enseignants réfugiés et pour la fourniture de meubles et de matériel scolaire aux enfants. Le JRS a coordonné la direction des écoles et assure que les enfants âgés entre 6 et 15 ans reçoivent un enseignement, en particulier les enfants et les filles aptes à recevoir une éducation de niveau primaire.

Activités:

- 43 structures d'enseignement temporaires construites pour 9.965 enfants
- un comité de parents (12 personnes dans chaque camp) a été mis en place pour assurer la surveillance et la direction des matériels et des ressources de l'école
- fourniture de matériels d'enseignement et de récréation, dont 58 troussees scolaires, 40 kits de récréation, et 157 tapis de sol
- paiement monétaire et en nature au personnel de l'école
- 3 directeurs, 8 surveillants et 132 enseignants ont été identifiés et formés
- de jeunes adolescents ont reçu des cours de couture, de tissage et de sport

Un camp de réfugiés au Tchad

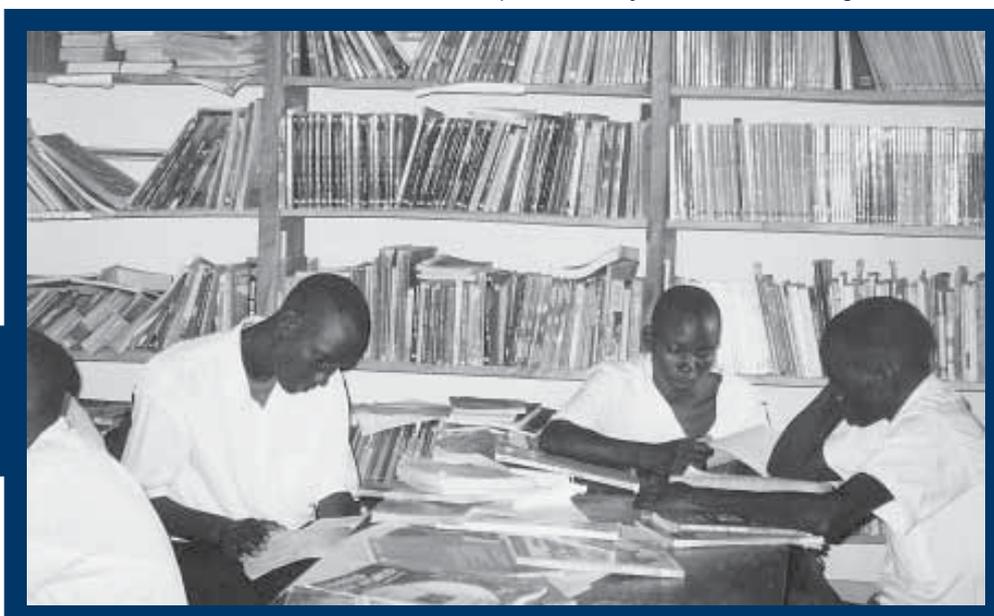


Patrick Samway SJ/JRS

AFRIQUE DE L'EST



Des enfants soudanais dans une école soutenue par le JRS, Adjudamani, Nord de l'Ouganda



James Stapleton/JRS



L'année 2004 a été une année de joie et de douleur pour les réfugiés et les déplacés internes dans la région d'Afrique de l'Est. Les récents accords de paix entre l'Armée/Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et le gouvernement du Soudan ont mis fin à des décennies de guerre, de mort et de déplacements. Avec un sentiment de grand soulagement et d'optimisme, des millions de réfugiés et de déplacés internes attendent avec impatience de commencer une nouvelle vie au Soudan.

En 2004, l'attention internationale est restée focalisée sur le génocide, comme certains l'ont décrit, dans le Darfour à l'Ouest du Soudan, où le conflit a causé plus de 100.000 morts et a déplacé plus d'1,6 millions de personnes. Le JRS Afrique de l'Est a cherché à entrer au Darfour pendant l'année 2004, et il prévoit d'aider la population du Darfour en 2005 maintenant que les restrictions d'accès ont été supprimées.

Dans le Nord de l'Ouganda, il y avait encore plus d'un million de déplacés internes à cause des activités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). Les combats entre le LRA et le gouvernement de l'Ouganda ont été marqués par des atrocités, en particulier contre les enfants. Le JRS Afrique de l'Est a achevé une évaluation des besoins dans la région et projette pour 2005 une assistance psychosociale, un soutien pour l'éducation et d'autres services d'aide pour les déplacés internes.

Cette année, il y a eu de graves explosions de violence dans le Kivu du Nord et le Kivu du Sud, dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Par conséquent, des milliers de réfugiés congolais ont continué à chercher refuge en Afrique de l'Est. Beaucoup d'entre eux, en particulier des femmes profondément traumatisées, ont cherché de l'aide auprès des projets urbains à Addis Abeba, Nairobi et Kampala.

Plus de 50.000 réfugiés ont quitté volontairement l'Ouest de la Tanzanie pour le Burundi en 2004. Toutefois, avec du retard dans le choix de la date pour le référendum sur la nouvelle constitution, le rythme du rapatriement a ralenti vers la fin de l'année. Cependant, on espère fortement qu'en 2005 tous les réfugiés pourront rentrer chez eux en liberté, en sécurité et avec dignité.

Le flux de réfugiés venant d'Éthiopie et d'Érythrée a continué en 2004. Beaucoup d'Oromos et d'Anuaks d'Éthiopie ont cherché refuge au Kenya, et malgré un accord international, les controverses sur les frontières ont continué de provoquer des tensions. Beaucoup de jeunes Érythréens ont cherché refuge hors de leur pays à cause du service militaire obligatoire et d'autres formes de répression.

L'accord de paix en Somalie a été signé et le parlement a été élu et constitué, mais à Nairobi. En 2005, le parlement, le président et le premier ministre espèrent retourner en Somalie. Cependant, à la fin de l'année 2004, les considérations sur la sécurité ont empêché de faire des projets décisifs.

John Guiney SJ, directeur du JRS Afrique de l'Est

KENYA



Directrice du JRS Kenya
Jane Munge

En 2004, le président Kibaki, après deux années au pouvoir, s'est battu pour respecter ses promesses électorales. Les engagements pris pour améliorer les conditions socio-économiques de plus de 220.000 réfugiés et pour introduire un cadre légal solide dans le but de sauvegarder les droits fondamentaux de l'homme étaient encore en cours de réalisation. La présence prolongée de réfugiés au Kenya a provoqué la lassitude des donateurs et une diminution des ressources. Les pluies battantes et la démolition de constructions illégales sur des terrains publics ont causé d'autres souffrances et déplacements. Néanmoins, des progrès significatifs ont été faits dans la recherche d'une solution régionale aux guerres civiles qui sévissent depuis longtemps au Soudan et en Somalie, redonnant espoir quant au rapatriement volontaire de 200.000 réfugiés. Ailleurs, les gouvernements kenyan et ruandais ont négocié un accord tripartite avec le HCR ayant comme but une résolution invoquant la clause de cessation du statut de réfugié, et le conséquent rapatriement de milliers de réfugiés ruandais.

Les projets du JRS au Kenya

NAIROBI En 2004, le JRS a aidé 34 élèves à poursuivre leur formation primaire, secondaire et universitaire, à travers une assistance financière, des soins médicaux, des conseils et un soutien psychologique, ainsi que des ateliers hebdomadaires sur la construction de la paix. Depuis 1991, plus de 2.000 réfugiés ont été assistés.

Camp de KAKUMA Ce projet a fourni une assistance financière à des réfugiés pour pouvoir fréquenter les écoles kenyanes et suivre l'enseignement universitaire à distance. En 2004, 36 nouveaux élèves, dont 6 handicapés, ont été inscrits à l'école primaire et 25 au lycée alors qu'un soutien financier continu a été fourni à 77 autres élèves. 4 étudiants ont obtenu leur diplôme universitaire tandis que 25 ont poursuivi leurs études et 4 ont été inscrits. Le JRS a continué d'encourager l'inscription féminine, avec quelque succès.

NAIROBI Commencé en 1991, ce projet continue de fournir chaque semaine, année 2004 comprise, à plus de 600 familles une assistance financière, matérielle et médicale. Des rations alimentaires supplémentaires ont été distribuées à 30 réfugiés malades du SIDA/VIH et à plus de 250 enfants. Plusieurs réfugiés victimes de tortures et d'autres atteints de maladies mentales ont reçu des traitements spécialisés. La collaboration avec des organisations communautaires dans le but de fournir des soins de base à domicile appropriés aux malades du SIDA a continué.

NAIROBI Commencé en 1991, le projet concernant le magasin de Mikono permet à des réfugiés vulnérables – comme les femmes avec enfants – de devenir plus autonomes grâce à des petits prêts et une formation pour commencer une activité artisanale et pour la gestion financière. Le magasin vend leurs produits à l'échelon local et international, offrant aux participants une source de revenus. En 2004, des prêts ont été consentis à 35 personnes. Les efforts pour élargir la clientèle de base à travers le marketing ont continué de faire augmenter les ventes.

KAKUMA Le projet offre une assistance psychologique et des formations aux plus vulnérables, comme les jeunes filles mères, les handicapés ou ceux atteints de maladies mentales.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 45 réfugiés ont fourni une assistance psychologique à 840 clients par semaine en moyenne
- accès à une assistance psychologique, à l'apprentissage d'un savoir-faire et aux besoins de première nécessité facilité pour 70 jeunes filles mères et 20 femmes
- les conseillers ont participé à 25 sessions et un cours de gestion de la colère
- assistance psychosociale fournie à 137 personnes atteintes de maladies mentales dans les centres d'accueil diurnes
- 49 employés ont suivi une formation de 3 semaines sur les besoins des personnes atteintes de maladies mentales

bourses d'études

*soutien
aux paroisses*

*activités
rémunératrices*

services sociaux



Directeur du JRS Ouganda
Aden Raj

OUGANDA

Le conflit dans le Nord de l'Ouganda entre les rebelles de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et les troupes du gouvernement a continué d'aggraver les crises humanitaires créées par des années d'enlèvements d'enfants, de viols, de meurtres, de pillages et de mépris de la vie humaine. Selon des rapports de l'ONU, plus de 40 raids du LRA dans des villages ont été rapportés depuis le début de l'année 2004, provoquant le déplacement de plus d'1,5 million de personnes et insufflant une peur généralisée. De tels raids ont continué d'interrompre les opérations du JRS sur le terrain. On espère que l'accord de paix au Soudan provoque une pression internationale sur les parties en conflit en Ouganda afin d'aboutir à un arrangement pacifique similaire. Le HCR a estimé que plus de 35.000 réfugiés soudanais pourraient rentrer volontairement durant les mois suivant la conclusion de l'accord de paix au Soudan. Avec de tels événements sur la scène politique en 2004, les équipes du JRS ont dû travailler particulièrement dur pour contrer les conséquences de ces processus sur les personnes déplacés.

Les projets du JRS en Ouganda

éducation

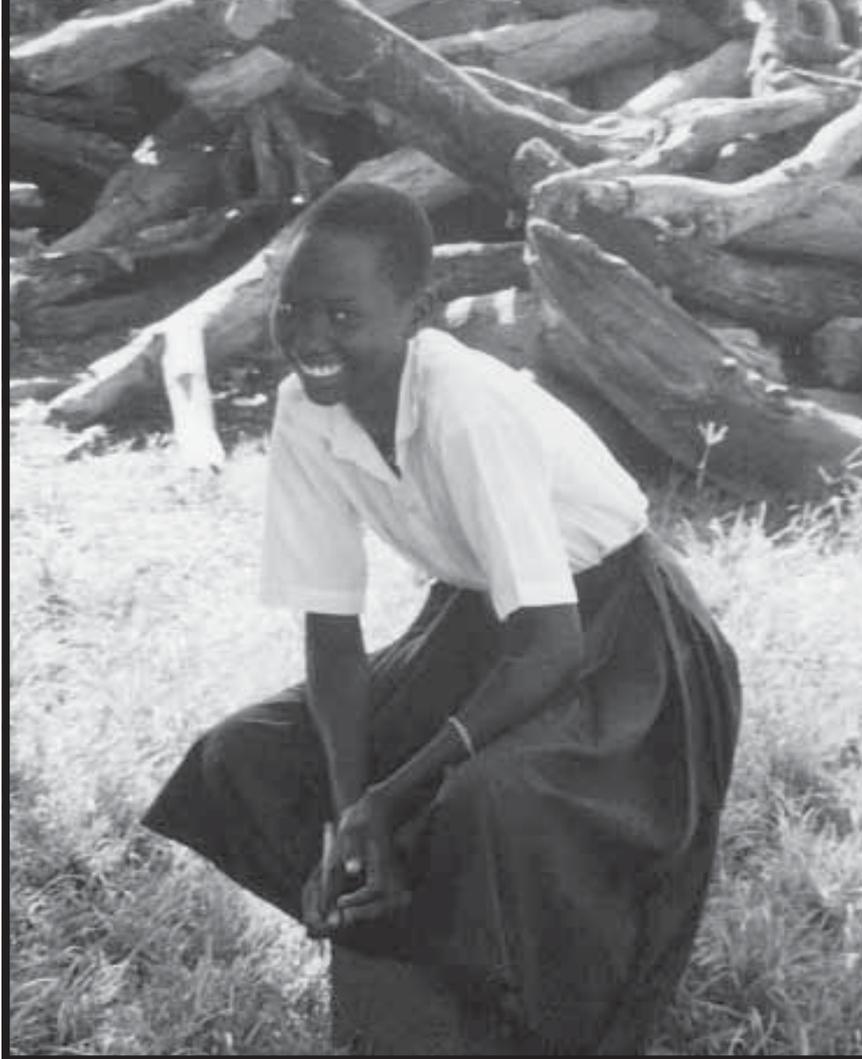
ADJUMANI, MOYO Ce programme, commencé en 1993, a pourvu aux besoins de 38% de la population réfugiée. En 2004, le JRS a fourni du matériel scolaire et une formation pour professeurs dans 48 écoles maternelles et a aidé 84 nouveaux professeurs. Plus de 23.000 élèves du primaire ont conclu l'année avec succès, avec plus de 920 élèves ayant passé l'examen de premier niveau. Les programmes d'alimentation scolaire ont été soutenus et des toilettes ont été construites. Des conseillers pour les problèmes de scolarité ont été formés et nommés dans toutes les écoles primaires et la participation du JRS à l'équipe d'intervention sur les violences et les discriminations sexuelles (SGBV) a augmenté la sensibilisation sur le sujet dans toutes les écoles. Le JRS a aussi aidé 15 écoles dans le district de Moyo à remplir les conditions requises pour faire une demande de financement au gouvernement, et 2 ont été financées pour la construction de salles de classe.

Les inscriptions d'élèves (3.363) dans les 5 écoles secondaires ont augmenté de 20% et un projet-pilote de classes spéciales pour 487 jeunes filles en mathématiques et en anglais dans le but d'améliorer leurs résultats scolaires a démarré. Le JRS est resté principalement focalisé sur l'accès à l'éducation pour les jeunes filles. Quelques 108 professeurs en apprentissage ont terminé leurs cours d'enseignement supérieur, 188 élèves ont reçu du matériel scolaire et 31 nouveaux postulants ont été sélectionnés pour débiter une formation en 2005. Les comités de direction scolaire et les associations de parents-professeurs ont été formés et assistés dans des secteurs tels que la gestion des fonds scolaires et les moyens pour la supervision des professeurs. Une formation a aussi été offerte aux administrateurs et au conseil d'établissement afin de renforcer la planification et la gestion.

pastorale

ADJUMANI, MOYO, camp de RHINO En 1993 dans la région d'Adjumani et en 2001 à Moyo, le JRS a été invité à soutenir le travail pastoral pour les populations locales et les réfugiés dans 46 paroisses. Chaque chapelle a un ou deux catéchistes. Le camp de Rhino, avec 26.500 réfugiés principalement soudanais, a été ouvert en 1994. Près de 80% de la population a moins de 25 ans. À Adjumani et à Moyo, 91 séminaires de formation ont été fournis à plus de 40 catéchistes et à plus de 300 laïcs chaque fois, avec une attention particulière sur le rôle des femmes dans la société. Presque 1.000 jeunes ont été engagés dans des activités d'émancipation de la jeunesse et des formations pour le leadership, promouvant leur rôle dans l'église et dans les communautés les plus grandes. Des rencontres régulières ont été tenues afin de maintenir un contact étroit avec des groupes communautaires et des associations pour construire une identité et une cohésion communautaires.

Dans le camp de Rhino, les programmes de 17 écoles dominicales, de groupes de jeunes et de 7 groupes chrétiens ont été commencés, à travers lesquels ont été organisés des séminaires de construction de la paix et de sensibilisation sur le SIDA pour plus de 200 jeunes. Une retraite spirituelle a été organisée pour 270 membres de communautés locales. Le JRS a aussi fourni 165 prêts à des femmes pour des activités rémunératrices, faisant bénéficier plus de 320 familles. 36 centres d'alphabétisation pour adultes ont été mis en place avec 50 instructeurs pour enseigner à plus de 1.000 étudiants.



Élève soudanaise, bénéficiaire d'un programme de discrimination positive du JRS, Adjumani, Nord de l'Ouganda

ADJUMANI, KAMPALA, MOYO Ce projet a renforcé les stratégies de construction de la paix basées sur la communauté pour les leaders des réfugiés, les femmes, les jeunes et les travailleurs. Des solutions durables pour prévenir ou minimiser les conflits et régler les litiges peuvent être trouvées en examinant les attitudes, en développant les valeurs, les connaissances et la formation communautaires. En 2004, un nombre écrasant de requêtes pour des ateliers communautaires sur l'éducation à la paix a amené à en tenir 230 pour 8.413 personnes. Cette formation a aussi été fournie à 126 membres d'autres ONG internationales. Du matériel culturellement approprié pour l'éducation à la paix à utiliser pour les activités principales et supplémentaires a été produit, renforçant la réalisation du programme dans les écoles primaires et secondaires. Les efforts d'advocacy pour intégrer l'éducation à la paix au nouveau programme scolaire ougandais a été couronné de succès et prendra effet à partir de 2006. 54 animateurs communautaires pour l'éducation à la paix ont aussi été formés en psychologie et en gestion communautaire et ont été recrutés pour améliorer l'application, la supervision, l'évaluation et l'impact du programme. Plus de 100 groupes pour la paix ont été mis en place avec près de 4.000 membres (37% de femmes). Ces groupes sont devenus de puissants avocats pour la défense des droits de l'homme, en particulier pour les groupes vulnérables, et ils sont souvent appelés, en collaboration avec d'autres organismes, par les cours locales afin d'identifier et de régler des problèmes.

éducation à la paix

KAMPALA Ce projet a été lancé en 1998 pour fournir une aide d'urgence aux demandeurs d'asile et aux réfugiés vulnérables ne recevant pas d'aide de la part d'autres organismes. En 2004, il a aussi fourni une aide légale de base, des conseils, des activités d'advocacy, des cours de langue et une assistance pastorale, ainsi qu'une aide alimentaire mensuelle pour 370 familles et une assistance bimestrielle pour les loyers pour 432 familles. Plus de 70 victimes de violences sexuelles, principalement des femmes et des enfants, ont aussi reçu des soins médicaux, et des médicaments ont été distribués à 206 autres. Une aide légale et des conseils ont été fournis à 1.100 nouveaux arrivés, lesquels ont été orientés vers les autorités compétentes pour l'inscription au processus de détermination du statut de réfugiés.

projet urbain



Directeur du JRS Soudan
Aden Raj

SOUDAN

La signature d'un accord de paix entre le gouvernement du Soudan et l'Armée/Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (SPLA/M) à la fin de l'année 2004 a laissé espérer une paix durable et l'anticipation d'une reconstruction plus que nécessaire. Des années de guerre ont laissé les infrastructures légalles, politiques, éducatives, sociales et économiques du pays en ruines. L'accès aux services élémentaires est complètement insuffisant. Les organismes d'assistance et de développement ont augmenté leurs activités à travers le Sud du Soudan en vue de l'immense travail de reconstruction et en prévision du retour de milliers de réfugiés. Malheureusement, il y a encore une agitation civile générale dans le Darfour, malgré la pression internationale croissante. Des abus choquants des droits de l'homme, qui ont provoqué le déplacement de presque 2 millions de personnes et limité l'accès des organismes d'assistance, ont continué d'être rapportés. L'avenir du Soudan dépend de la paix durable dans le pays et de la volonté des Africains et de la communauté internationale de soutenir l'effort de reconstruction.

Les projets du JRS au Soudan

éducation à la paix

NIMULE, KAJO KEJI, LABONE L'objectif du JRS a été de donner les moyens aux déplacés internes et aux personnes de retour de développer les capacités de construction de la paix et de résolution des conflits dans leurs familles et dans leurs communautés. En 2004, 33 animateurs pour l'éducation à la paix ont été recrutés pour mener 75 ateliers de sensibilisation pour 4.500 personnes. Les animateurs ont reçu une formation sur les techniques psychologiques élémentaires ainsi que des connaissances sur la gestion et la mobilisation communautaires. Plus de 400 leaders de communautés et du personnel des services sociaux et d'éducation de l'État ont bénéficié de leurs conseils. À Nimule et à Kajo Keji, des groupes pour la paix ont aidé les cours locales à identifier et à régler des conflits, comme les disputes conjugales ou concernant les terrains. Ils ont aussi aidé les déplacés internes à s'intégrer à la communauté locale. À Kajo Keji, des femmes ont formé des groupes d'advocacy pour la paix afin de défendre les droits de groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes filles et les porteurs de handicap. Le programme d'éducation à la paix a été intégré aux cours de musique, de danse, de théâtre, de sport et aux activités scolaires à Nimule, à Kajo Keji et à Labone.

éducation/pastorale

NIMULE Depuis 1997, le JRS soutient l'éducation primaire et secondaire, des formations professionnelles, l'alphabétisation pour adultes et le programme pastoral de la diocèse catholique de Torit. En 2004, du matériel scolaire a été distribué à 6.960 élèves dans 15 écoles primaires et à plus de 1.000 élèves du secondaire.

Environ 320 élèves du primaire et 88 du secondaire ont reçu une aide financière et logistique pour passer l'examen final en Ouganda. 75 nouveaux professeurs de primaire et de secondaire ont été recrutés alors que 46 professeurs ont reçu une formation supplémentaire. Les associations de parents-professeurs ont été soutenues pour développer des projets éducatifs stratégiques à court et à long terme avec le bureau local d'éducation.

Deux nouveaux centres d'alphabétisation pour adultes ont été ouverts portant à 14 le nombre total de centres soutenus par le JRS. De petits prêts ont été offerts à des coopératives et des cours de couture et de menuiserie ont été fournis. 62 instructeurs de 14 centres ont fourni du matériel et ont enseigné à lire et à écrire à 681 adultes.

La paroisse de Nimule a reçu des financements pour employer du personnel et financer ses nombreuses activités pastorales. Une assistance d'urgence a été fournie aux personnes de retour de l'Ouganda, en collaboration avec d'autres ONG dans la région.

KAJO KEJI Le programme a débuté en 2001. L'année dernière, 12 écoles primaires et 1 secondaire, assurant l'instruction de plus de 5.800 élèves, ont reçu du matériel scolaire ainsi que de l'outillage agricole et de jardinage. Des débats entre les écoles et des compétitions de théâtre et de musique ont été organisés. 136 professeurs ont reçu une formation pédagogique et des revenus réguliers, alors que 289 élèves ont reçu une aide financière pour passer l'examen final ougandais de

Des étudiants du programme d'alphabétisation pour adultes du JRS, Nimule, Soudan du Sud



James Stapleton/JRS

primaire. De plus, 25 professeurs de sexe féminin ont été recrutées pour contrecarrer le déséquilibre entre les sexes parmi le personnel et pour encourager la participation et la réussite des jeunes filles à l'école. Des ateliers de gestion ont été organisés pour les associations de parents-professeurs et pour les comités de gestion scolaire. Par conséquent, les parents ont été plus impliqués dans la maintenance, la rénovation et la reconstruction des écoles. Une bicyclette pour le personnel a été fournie à chaque école afin de faciliter la communication et la participation dans les rencontres.

YEI Ce projet encourage la participation à la maintenance, à la gestion et à la construction des écoles. De plus, une importance particulière est accordée à l'instruction des jeunes filles. En 2004, les inscriptions d'enfants âgés de 5 à 14 ans ont augmenté de 39% pour un total de 6.000 enfants. Des manuels, du matériel scolaire et des équipements sportifs ont été fournis, ainsi que des subventions pour les frais de scolarité. Une aide financière et en compétences a été offerte au bureau local d'éducation pour superviser les examens. Le taux d'abandons a diminué, grâce au soutien et à la participation des parents, indiquant un engagement croissant pour l'éducation.

LABONE Ce projet a aidé à mettre en place 10 crèches prenant en charge 2.573 enfants, 7 centres d'alphabétisation pour adultes ainsi que des écoles primaires pour plus de 3.000 enfants, dans cette région qui est la plus pauvre du Sud du Soudan. Durant l'année 2004, du matériel scolaire, des manuels et des équipements pour plus de 13,7 millions de shillings ougandais ont été distribués. 157 élèves du primaire ont passé l'examen final de primaire, leur permettant de passer à l'école secondaire, et 438 élèves du secondaire ont passé l'examen final de secondaire. La proportion totale d'élèves de sexe féminin a augmenté jusqu'à 43% et la participation des parents dans les écoles a augmenté, indiquant une satisfaction et un engagement croissants en ce qui concerne l'éducation. Près de 500 adultes ont bénéficié de cours d'alphabétisation et de calcul. Des biens non alimentaires ont aussi été distribués à 1.631 personnes de retour de l'Ouganda.



Directeur du JRS Tanzanie
Romy Cagatin SVD

TANZANIE

L'année 2004 a commencé avec le fort espoir que les accords de paix d'Arusha de 2000 permettraient à un grand nombre de réfugiés, dont certains ont attendu plus de 8 ans, de retourner chez eux. Toutefois, le climat politique au Burundi et les élections suspendues jusqu'en avril 2005 ont rendu beaucoup de personnes prudentes quant au retour. Le massacre de 159 Congolais tutsis dans le camp de réfugiés de Gatumba dans l'Ouest du Burundi les 13 et 14 août a provoqué une peur générale et l'inscription pour le rapatriement a chuté ultérieurement. Malgré un accord tripartite entre le HCR et les gouvernements du Burundi et de la Tanzanie dans le but de faciliter le rapatriement, plus de 79.000 réfugiés burundais étaient encore à Kibondo et plus de 85.000 à Ngara fin 2004. Les tactiques du gouvernement tanzanien pour forcer les réfugiés à rentrer chez eux ont continué d'être sources de préoccupations. Quelques-unes des pires tactiques employées ont compris la détention illégale et à l'aveuglette de réfugiés de sexe masculin et des cas de rapatriement forcé.

Les projets du JRS en Tanzanie

Radio Kwizera

NGARA, KIBONDO La station de radio communautaire a commencé à transmettre en 1995 après l'arrivée de réfugiés ruandais et plus tard burundais. Elle diffuse en quatre langues, fournissant des informations fiables à la communauté locale et aux réfugiés sur la situation en cours aussi bien en Tanzanie que dans leurs pays d'origine. Les programmes couvrent des sujets comme la paix et la réconciliation, des problèmes culturels et concernant les femmes, des programmes pour enfants, des pièces radiophoniques et des débats. En 2004, un équipement pour les transmissions à l'extérieur a été acquis permettant aux journalistes d'aller sur le terrain, améliorant l'accès et l'exactitude des informations. L'équipe a reçu une formation sur la construction de la paix, les communications sociales, les médias et pour une bonne gestion.

Réalisations/Bénéficiaires:

- mise en place de nouveaux programmes sur de plus amples sujets concernant le développement
- soutien à des ONG locales pour l'organisation d'un événement dans le but de sensibiliser sur le SIDA, auquel ont participé 5.000 jeunes

école maternelle

Camp de LUKOLE, Ngara Depuis 1998, le projet a répondu au souhait des parents d'avoir un programme d'instruction pour répondre aux besoins de leurs enfants âgés de 6 ans que l'on laissait souvent traîner dans les alentours des camps, étant trop âgés pour les crèches et trop jeunes pour les écoles primaires. En 2003, des services complémentaires ont été fournis aux enfants porteurs de handicaps. Le JRS a continué d'être l'unique partenaire du HCR pour fournir de tels services dans les camps. En 2004, les services bibliothécaires ont été étendus au personnel du JRS, aux professeurs, aux élèves et aux membres de la communauté et un programme d'éducation spéciale a été développé. 130 éducateurs, après avoir reçu une formation sur la paix et la réconciliation, la protection de l'environnement et des problèmes de santé, ont enseigné à plus de 2.000 enfants. 50 parents ont été élus dans les comités scolaires et des comités de parents ont été mis en place, grâce au fait que le JRS encourage l'implication des parents dans la gestion et la maintenance des écoles primaires. Par la suite, le JRS leur a fourni une formation. 14 réfugiés ont aussi été formés pour être professeurs et 6 conseillers pédagogiques, 5 superviseurs, 5 représentants scolaires et 12 professeurs spécialisés ont été recrutés.

socio-pastorale

KIBONDO Le projet a aidé de jeunes adultes réfugiés à travers l'éducation, des conseils, des opportunités de travail, des terrains de jeux et d'autres services d'aide et d'advocacy. Plus de 650 jeunes ont participé à des activités rémunératrices et sportives, ainsi qu'à une formation en leadership. Le projet a aussi fourni une assistance psychologique pour traumatisme et des activités rémunératrices à plus de 250 victimes de violences sexuelles, encourageant la confiance en soi et l'indépendance. Des ateliers sur des approches non-violentes pour la résolution des conflits et des rencontres hebdomadaires de sensibilisation sur le SIDA/VIH et la santé ont été tenus. Plus de 400 jeunes ont terminé leurs cours de calcul et d'alphabétisation.

ÉTHIOPIE



Même si des réfugiés sont rentrés chez eux ou se sont installés dans un pays tiers durant l'année, plus nombreux sont ceux qui ont afflué de tout le continent à Addis Abeba tout au long de l'année 2004, principalement à cause des violences continues en Somalie et en RDC. Durant l'année et en prévision de conclusions positives aux accords de paix en Somalie et au Soudan, les inscriptions pour le rapatriement ont été portées à terme dans deux camps dans l'Ouest de l'Éthiopie; dans les trois autres, aucune préparation n'a été faite à cause de l'insécurité qui subsiste. Le rapatriement de réfugiés somaliens, dont certains sont en Éthiopie depuis 1988, a continué des camps de Aisha et Hartesheik vers l'est. Une augmentation des réfugiés venant de l'Érythrée a aussi été remarquée, passant de 85 en 2003 à 200 en octobre 2004.

La majeure partie des nouveaux arrivés, âgés de 18 à 35 ans, ont fui le service militaire alors que des tensions de plus en plus fortes entre l'Éthiopie et l'Érythrée fin 2004 ont fait naître la peur d'un autre conflit sanglant.

Directeur du JRS Éthiopie
Stephen Power SJ (jusqu'en mars)
Seyoum Asfaw

Les projets du JRS en Éthiopie

WUKRO Le programme pilote, commencé en 2004 à Wukro dans le Nord de l'Éthiopie, s'occupe des orphelins déplacés et des personnes âgées. Jusqu'en 2003, le gouvernement et le Programme Alimentaire Mondial ont distribué de la nourriture à des personnes âgées et des jeunes vulnérables. En 2004, le JRS a fourni un soutien financier aux Missionnaires d'Afrique pour répondre aux besoins de 500 orphelins en ce qui concerne l'éducation, la santé et l'alimentation. Il a aussi soutenu la nomination de deux assistants sociaux pour accompagner, conseiller et fournir une assistance générale à 53 orphelins et pour identifier 300 autres cas. Une évaluation sur le SIDA/VIH a été faite en collaboration avec les centres sociaux locaux et un programme d'éducation a été développé comme complément à d'autres travaux de sensibilisation sur le SIDA/VIH dans la région.

groupes vulnérables

ADDIS ABEBA Le centre fournit instruction, conseils, activités rémunératrices, protection infantile, équipements de récréation et d'autres services d'aide pour les réfugiés.

Réalisations/Bénéficiaires:

- assistance d'urgence pour 86 personnes et références médicales pour 23 autres
- atelier sur le SIDA/VIH pour 30 participants et conseils à d'autres étant séropositifs
- compétitions sportives dans le but d'améliorer les relations entre les ethnies pour 50 participants
- cours d'informatique pour 52 élèves
- prêts pour 6 réfugiés dans le but de commencer de petites activités
- services de garderie diurne étendus aux familles de 75 enfants

centre communautaire

ADDIS ABEBA Ce projet, commencé en 1998 pour aider les déplacés internes éthiopiens à devenir indépendants, après que le gouvernement ait commencé à fermer les camps en 2002. Il a fourni une assistance matérielle à 300 familles et une formation élémentaire de commerce de 10 jours a été tenue pour 166 personnes.

réhabilitation

ADDIS ABEBA Depuis 1997, ce programme a fourni une assistance d'urgence aux demandeurs d'asile et aux réfugiés qui continuent de fuir guerre civile, persécution et violence. L'année dernière, 517 personnes ont reçu une aide matérielle et pour le voyage.

Réalisations/Bénéficiaires:

- aide matérielle pour plus de 500 personnes, assistance légale et conseils pour les demandeurs d'asile nouvellement arrivés
- visites à 10 demandeurs d'asile en détention, activités d'advocacy pour leur libération et un traitement correct
- 1.800 réfugiés envoyés dans des cliniques et des hôpitaux
- frais de scolarité et matériel offerts à 6 jeunes
- prière hebdomadaire et forum de soutien pour 35 réfugiés

programme d'assistance d'urgence



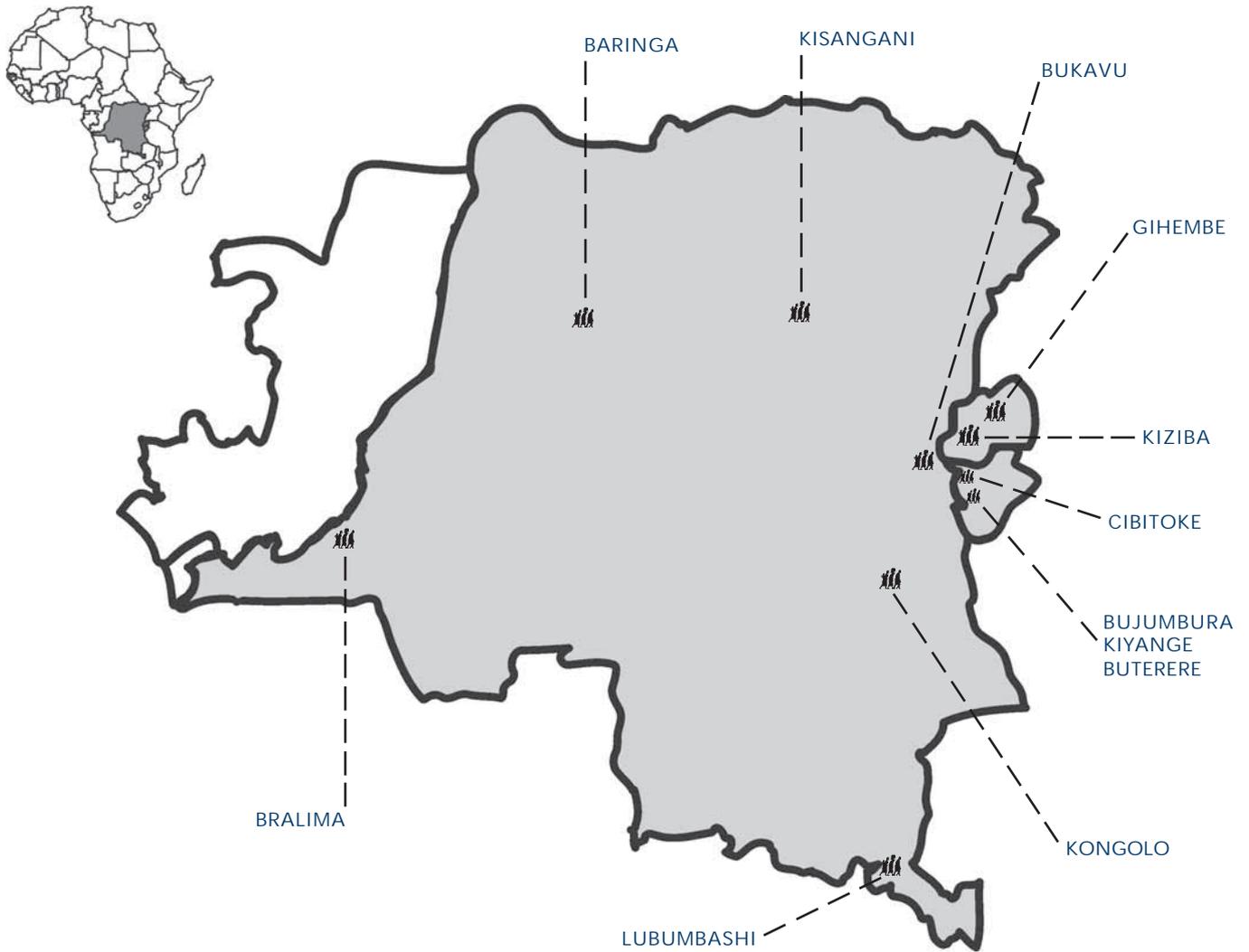
Les élèves d'une école soutenue par le JRS, Kajo Keji, Soudan du Sud

L'école primaire financée par le JRS, Nimule, Soudan du Sud



Une personne bénéficiaire du programme d'activités rémunératrices du JRS, Nairobi, Kenya

GRANDS LACS



Bukavu, Est de la République Démocratique du Congo



A photograph of a woman and a young child. The woman is in the foreground, wearing a white headwrap and a patterned top, looking directly at the camera with a serious expression. The child is behind her, also looking at the camera. The background is a plain, light-colored wall. A portion of a blue and white polka-dot fabric is visible at the top of the frame.

D'un point de vue politique, dans la région des Grands Lacs, l'année 2004 a encore été une année consacrée au soi-disant "processus de paix". La République Démocratique du Congo (RDC) et le Burundi se sont engagés dans un processus qui devrait mener à la fin de leur guerre respective. Dans ces deux pays, cependant, les progrès ont été ralentis par des délais continuels. En conséquence, la population dont la majorité est composée de civils, a été pendant encore une année victime de pillages et d'extorsions.

En fait, les politiciens des deux pays se sont comportés comme des mauvais élèves qui ont laissé les examens les plus difficiles pour la fin: le désarmement et la réintégration de nombreux combattants dans la vie civile. Au Burundi, le FDD a signé un cessez-le-feu le 16 novembre 2003. Leurs milices devaient avoir été intégrées dans l'armée régulière. Cependant, à la fin de l'année 2004, elles ont continué d'opérer comme une armée indépendante, puisque seuls 216 miliciens parmi 50.000 ont été démobilisés.

D'une façon similaire, dans la République Démocratique du Congo, la démobilisation des Ruandais "Interhamwe" a été seulement symbolique. Dans l'est du pays, le Kanya-Bayonga, des combats entre d'anciens rebelles et les soldats de Kinshasa ont révélé les tensions existant entre les soldats qui pourtant sur le papier appartiennent à la même armée. Il n'y aura pas de paix durable dans les Grands Lacs tant que la région n'aura pas été démilitarisée. Dans les deux pays les nombreuses troupes de maintien de la paix des Nations Unies – MONUC (Congo) et ONIB (Burundi) – ont cherché à imposer la paix mais l'impact de cette présence a été très réduit. Ces troupes, dont les ressources sont pourtant nombreuses, n'ont obtenu que de médiocres résultats.

En 2004, les besoins humanitaires dans la région n'ont, à nouveau, pas été satisfaits. Dans l'est de la RDC, à cause des événements en juin et des guerres de Banya-Bayonga à la fin de l'année, des milliers de personnes ont traversé des frontières internationales demandant asile en Ouganda, au Rwanda et au Burundi. Au sein de la RDC et du Burundi, des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées par des conflits. La Croix Rouge Internationale (CRI) a publié une étude sur les habitants de plusieurs enclaves en RDC soulignant les conditions épouvantables dans lesquelles plus d'un million de personnes continuent à vivre, isolées du reste du monde.

Après le désastre du tsunami, MSF France a été inondé d'offres d'aide pour les victimes du raz-de-marée. Son directeur a fait une demande publique demandant d'arrêter les dons. "Envoyez plutôt ces dons au Congo" a-t-il déclaré, très judicieusement.

Joaquín Ciervide SJ, directeur du JRS Grands Lacs

RUANDA



Directeur du JRS Ruanda
Abbé Désiré Seruhungu

Malgré une apparente stabilité en 2004, le gouvernement rwandais a continué de réprimer les opinions dissidentes et a davantage renforcé son contrôle en attaquant des organisations de la société civile, les églises et les écoles, pour disséminer les idéologies prétendument génocidaires. Lors de la réforme du système judiciaire, les autorités ont contraint des juges et du personnel judiciaire (plus de cinq cent personnes) à démissionner. Seuls 100 d'entre eux se sont vus attribuer des postes dans le nouveau système. Pendant cette année, près de la moitié des 106 maires ont aussi été contraints à démissionner. Les autorités ont invoqué un manque de compétence et la corruption comme raisons de ces renvois. En conséquence, à Bukavu, dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), les Tutsis sont devenus la cible d'attaques aveugles. Ceci, ainsi que les combats dans l'est de la RDC, à Kanya-Bayonga, et le massacre de 159 Congolais Tutsis à Gatumba, Bujumbura, au Burundi ont réduit à néant tout espoir pour les réfugiés de retourner dans leur région d'origine en 2004.

Les projets du JRS au Ruanda

Camps de KIZIBA et GIHEMBE Le JRS est le partenaire du HCR pour mettre en œuvre l'enseignement dans les camps de Kiziba et Gihembe. Les deux projets sont presque identiques. La population de réfugiés est la même: on compte 30.000 Congolais Tutsi qui ont fui en 1996. Depuis, ils ont habité dans deux camps du HCR. En 2004, le JRS a géré des écoles de maternité, ou encore des programmes universitaires pour quelques 10.000 étudiants.

GIHEMBE Des petites coopératives de 302 réfugiés ont contribué à des activités de couture, de charpenterie, de broderie et quelques 273 bénéficiaires ont été formés pendant toute l'année à la charpenterie, la pâtisserie, la couture, la construction et le design.

KIZIBA Le but des formations techniques est de développer l'autonomie des réfugiés. En 2004, 86 ont pris des cours de cordonnerie, de charpenterie, de couture, et de cuisine.

KIZIBA, GIHEMBE Le programme a continué de fournir des soins, de la nourriture et d'autres formes d'assistance à 1.893 réfugiés vulnérables, qui sont les personnes âgées, les malades, les handicapés et les orphelins. Le JRS a continué de fournir des soins pastoraux aux communautés chrétiennes des deux camps.

KIZIBA, GIHEMBE Le JRS a assisté à l'organisation d'activités théâtrales, sportives et cinématographiques avec les jeunes de ces camps.

éducation

*activités
rémunératrices*

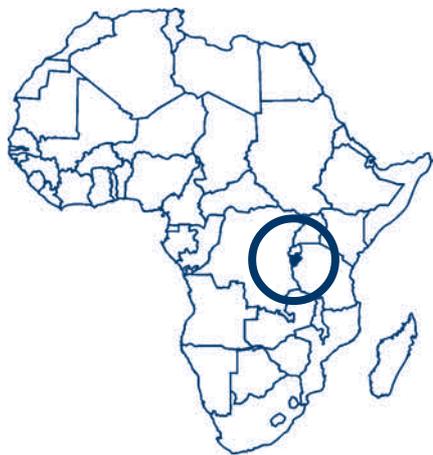
assistance

culture

Mark Raper S.J./JRS



Ruanda,
août
2000



Directeur du JRS Burundi
Vincent de Marcillac SJ (jusqu'en mars)
Nicolás Dorronsoro

BURUNDI

Pour la première fois depuis dix ans, la majorité du pays a profité d'une paix relative, à l'exception de la province rurale de Bujumbura qui est restée le terrain de conflits entre les rebelles et les forces du gouvernement. De graves violations aux droits de l'homme ont été commises des deux côtés, comme l'exécution et le viol de civils et le pillage de leur propriété. En août, les rebelles du FLN, apparemment avec l'aide d'autres groupes, ont massacré 159 réfugiés congolais dans le camp de Gatumba, près de la frontière congolaise. La police nationale du Burundi dans des casernes environnantes n'ont pas répondu aux nombreux appels à l'aide venant des civils. Le flux de rapatriation de Hutus a ralenti et a même été temporairement inversé à cause des incertitudes concernant l'instabilité pouvant résulter de l'échec de la tentative d'élections. Le gouvernement doit faire face aux problèmes concernant les moyens de réconcilier les droits à la propriété des personnes rapatriées et ceux des personnes qui occupent actuellement ces propriétés.

Les projets du JRS au Burundi

activités rémunératrices

KIYANGE Les projets Kiyange ont été créés dans le but d'assister ceux qui ont été déplacés et menacés par la guerre. Au lieu d'aider simplement les locaux, le JRS cherche plutôt à créer les conditions et la culture qui permettent aux personnes déplacées de gagner assez d'argent pour survivre, même si ceci est un processus en cours. En 2004, le JRS a fourni de l'aide financière et de l'apprentissage de techniques à 63 personnes déplacées, leur permettant de commencer des activités créatrices de revenus comme la tannerie, la charpenterie, le pâtisserie ainsi que des coopératives.

BUTERERE Les conditions de vie sont difficiles à Buterere, une difficulté accentuée en 2004 par les conflits armés dans cette zone. Le JRS a fourni de l'aide financière ainsi que des supports techniques pour aider 394 personnes déplacées à commencer des activités d'agriculture, de tissage de paniers, de couture, de fabrication de savon, de restauration et de tannerie.

éducation/advocacy

BUTERERE Quelques 116 écoliers ont été inscrits dans le programme scolaire, auquel font partie des activités extra-curriculaires dans l'après-midi, comme la culture de légumes et l'apprentissage de techniques. D'autres activités culturelles dotées d'un aspect éducatif ont aussi été fournies, comme le théâtre, la danse et la participation à des débats. Grâce à un partenariat avec l'UNICEF, le JRS a participé à l'éducation de 100 filles dans les écoles publiques de Buterere. Ce partenariat s'est aussi traduit par la création de "comités de protection" composés de jeunes membres élus, dont le rôle était d'adresser les questions concernant la violence, la discrimination, les abus et la négligence des enfants sur le site.

KIYANGE Le soutien apporté aux orphelins, aux activités de l'école primaire, au catéchisme et à la bibliothèque a continué à travers l'année 2004 sans beaucoup de changements. Un accord de partenariat avec l'UNICEF a permis au JRS de participer à l'éducation de quelques 100 écoliers dans les écoles publiques autour de Kiyange. En partenariat avec l'UNICEF, les activités éducatives étaient intégrées dans les activités culturelle. Un comité, mis en place en 2003 pour augmenter la prise de conscience des risques de protection auxquels font face les jeunes personnes à Kiyange et Buterere, a continué de fonctionner.

CIBITOKÉ Le camp de transit de Cishemere pour les réfugiés congolais, sur la frontière séparant le Burundi et le Congo, a été fermé soudainement par le HCR en mai 2004. Jusqu'à cette date, du matériel a été fourni à plus de 2.000 enfants réfugiés: des tables, des bureaux, des bâtiments, des cahiers, des stylos et des uniformes d'écoliers, etc. Les enseignants de maternelle et de primaire ont aussi reçu une formation. Des ateliers sur la paix et sur les effets de la violence sur les femmes ont aussi été mis en place au profit de 100 jeunes personnes.

prisons

BUJUMBURA Le JRS, en collaboration avec les Frères des Pauvres, a continué à fournir de la nourriture et du support psychologique aux prisonniers détenus dans la prison de Mpimba, à 90 km de la capitale. Les membres les plus vulnérables de la communauté ont aussi reçu du soutien.



Camp de Kavumu, Burundi

BUTERERE Ce projet sauve des vies et accompagne 250 personnes déplacées particulièrement vulnérables. Il met en place le transport des malades vers l'hôpital, la distribution de nourriture aux personnes souffrant de malnutrition, le paiement des loyers et la reconstruction de maisons.

BUJUMBURA Depuis l'année 2002, le JRS, en partenariat avec le HCR, rend accessible à des populations entières des soins médicaux de base: en effet, près de 8.000 réfugiés congolais profitent de ce partenariat. En 2004, 9.476 individus ont reçu de tels soins médicaux. Le JRS fournit aussi des logements et de l'aide financière à des collégiens et lycéens venant du camp de réfugiés congolais de Gasorwe dans le centre du Burundi; de l'aide financière a été également versée à des réfugiés congolais pour leur permettre de se lancer dans des activités rémunératrices.

BUJUMBURA Initié en septembre 2000 en collaboration proche avec les comités de l'église, ce projet a fourni des formations concernant la prévention et les traitements du virus HIV/SIDA à des volontaires. En 2004, le JRS a aussi fourni un support psychosocial à près de 150 réfugiés infectés.

KIYANGE Le JRS emploie une infirmière à plein temps. Cette dernière fournit des services de soins aux personnes ayant souffert de leur déplacement.

santé/assistance



Directeur du JRS R. D. du Congo
Victor Wilondja

R. D. DU CONGO

Après avoir été au pouvoir pendant 18 mois, le gouvernement de transition de la République Démocratique du Congo (RDC) est toujours fragile. Pendant l'année 2004, les soldats du gouvernement et des combattants armés ont été engagés dans de nombreux accrochages concernant le contrôle de différentes parties de l'est du pays. En mai et juin 2004, des soldats dissidents et rebelles ont repris Bukavu (dans l'est du pays) des mains des forces gouvernementales. Certains rebelles ont ensuite fui vers le Rwanda pendant que d'autres se sont retranchés dans le nord du Kivu. Les soldats de l'armée nationale et des combattants de groupes armés ont continué à commettre de sérieux abus contre les civils. Des dizaines de milliers de personnes ont fui leur foyer, et plusieurs milliers d'entre eux ont ainsi traversé des frontières internationales. Après la tentative de rébellion et le massacre de Congolais réfugiés au Burundi, la peur et la haine ethniques ont fortement augmenté. Si cette situation n'est pas prochainement réglée, elle peut potentiellement déstabiliser toute la région.

Les projets du JRS en R. D. du Congo

santé

BARINGA En novembre 2002, lors de l'arrivée du JRS à Baringa (dans le nord du pays), la population locale avait vécu pendant plus de trois ans sans aide médicale. Le JRS est venu à l'aide des personnes nécessitant le plus de soins en faisant participer l'hôpital local, en recrutant du personnel local, en fournissant des formations médicales, et en menant à bien des programmes de vaccinations, de soins et de nutrition, ainsi qu'en rétablissant plusieurs cliniques.

LUBUMBASHI Le projet se concentre sur les plus vulnérables (les malades, les enfants souffrant de malnutrition, les personnes âgées, les femmes enceintes et les orphelins) et ceux ayant besoin de soins médicaux. La clinique a été opérationnelle depuis plus de 2 ans et la présence d'une infirmière à plein temps ainsi que des accords avec une sage-femme et un centre d'analyses médicales ont permis de venir en aide à un plus grand nombre de personnes. Les personnes étant dans des conditions plus sérieuses sont transférées vers l'hôpital.

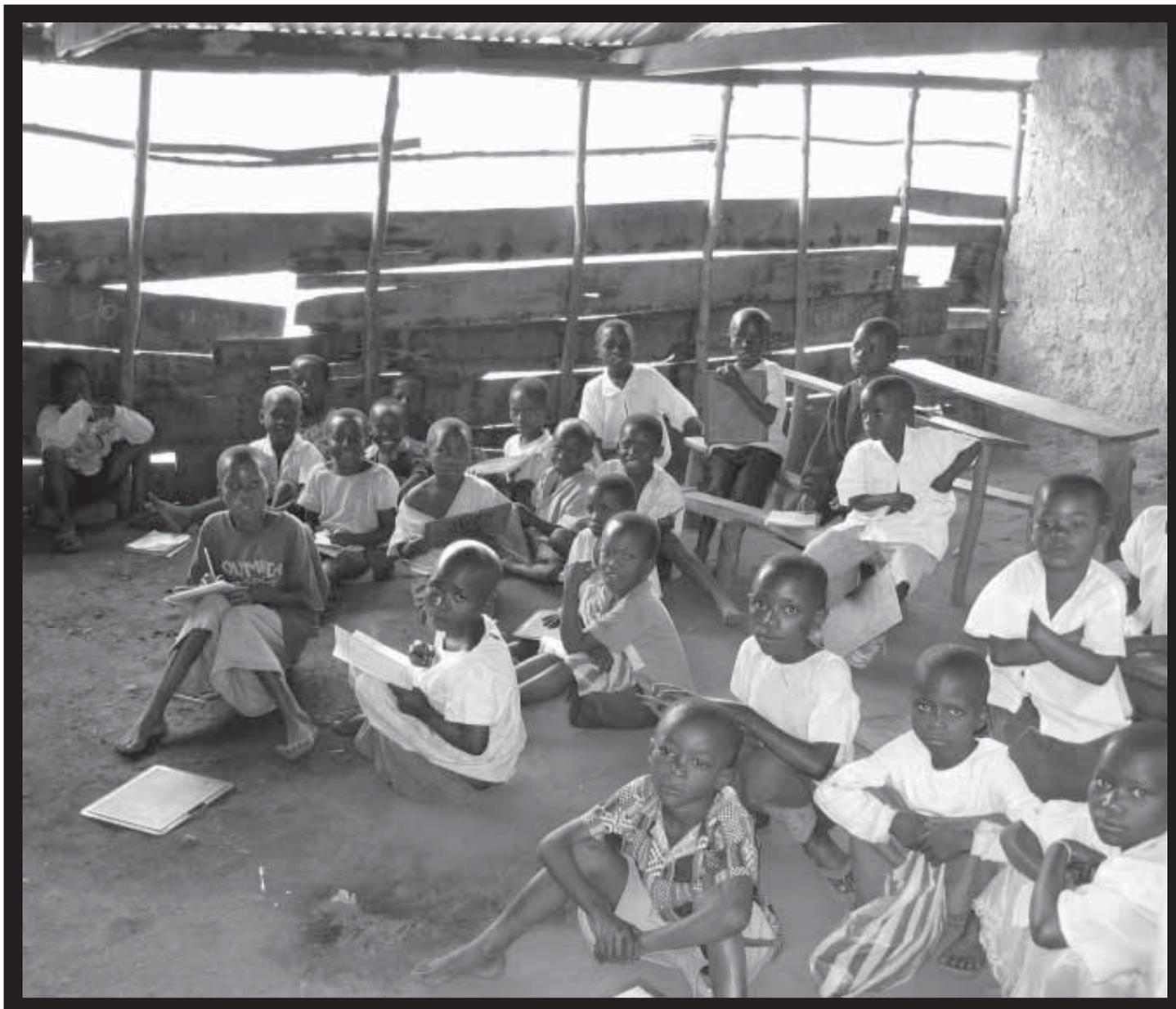
éducation

LUBUMBASHI Le projet fournit de l'enseignement allant de la maternelle au secondaire. Les élèves sont répartis dans cinq écoles primaires et cinq écoles secondaires. Cette année scolaire a commencé avec le nombre suivant d'élèves: 150 en maternelle, 456 en primaire et 126 dans le secondaire.

KONGOLO Ce projet a été initié en septembre 2003 dans une zone au nord de Katanga qui a été extrêmement isolée et gravement affectée par la guerre. Le projet fournit du soutien à l'enseignement primaire, qui a beaucoup souffert: les portes et les fenêtres de l'école ont été réparées, des bancs de classe construits, des manuels et d'autres matériels achetés. Les enseignants ont aussi été encouragés, en évaluant les besoins et les résultats des enfants, ainsi qu'en conduisant des sessions de formations pour enseignants et en se rendant régulièrement dans les écoles primaires.

BUKAVU Cette année a encore été difficile dans le Sud du Kivu, et Bukavu a été attaqué en mai et en juin. Initié en 2000, le projet du JRS a aidé 1.289 enfants déplacés à se rendre à l'école, en particulier à travers le paiement des frais de scolarité et autres dépenses. Pendant l'année, 9 nouvelles salles de classe et une bibliothèque ont été construites, 10 salles de lectures ont été meublées et 100 nouveaux bureaux ont été fournis à l'école. En plus, plusieurs séminaires d'enseignement et ateliers de formation ont été menés.

KISANGANI Initié en 2004, le projet favorise l'éducation primaire: les portes et les fenêtres de l'école ont été réparées, des bancs de classe construits, des manuels et d'autres matériels achetés. Les enseignants ont aussi été encouragés, en évaluant les besoins et les résultats des enfants, ainsi qu'en conduisant des sessions de formations pour enseignants et en se rendant régulièrement dans les écoles primaires.



Bukavu, Est de la République Démocratique du Congo

LUBUMBASHI Dans ce contexte économique difficile, le JRS a fourni un soutien psychosocial aux individus vulnérables, et diverses aides, notamment financières, à 362 familles pour que ces dernières commencent leur propre activité créatrice de revenus comme la culture de la terre, le maraîchage, la cuisson du pain, et la fabrication de vêtements.

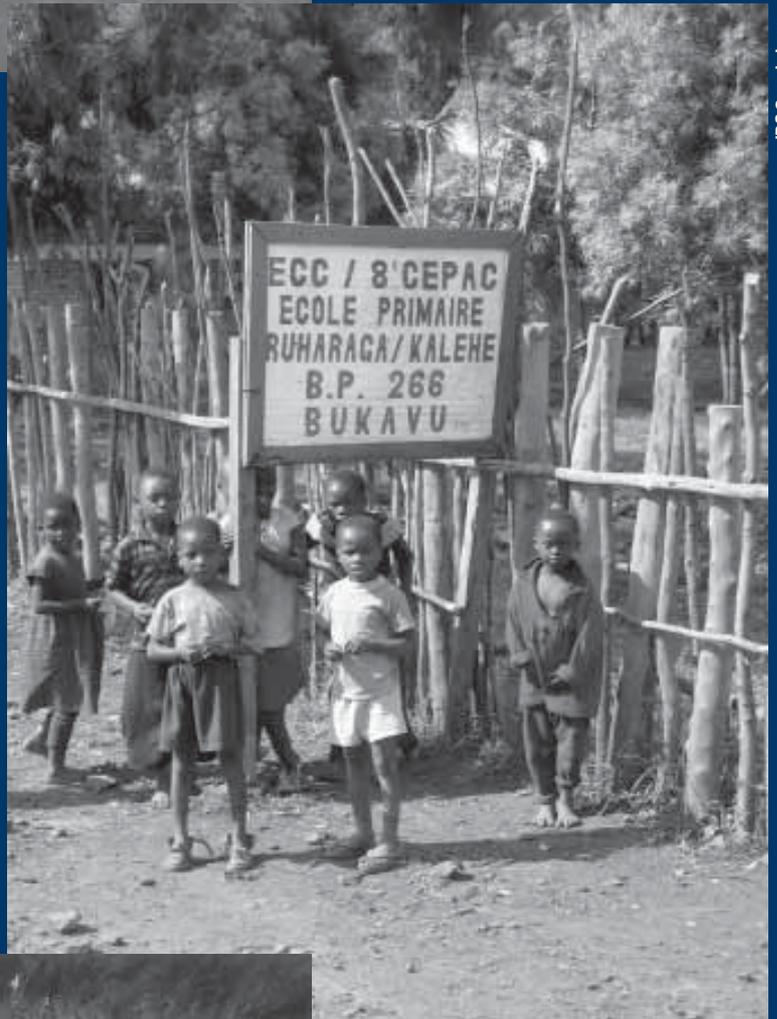
KINSHASA Le JRS a fourni du support aux personnes victimes de déplacement interne dans 3 camps près de Kinshasa. Le JRS a organisé des activités agricoles, où les personnes déplacées peuvent cultiver leur propre nourriture. D'autres activités ont été développées, dont la fabrication de savon, de sacs à main, de petites ventes, de pâtisserie. En 2004, le JRS a commencé une procédure de consultations avec les personnes victimes de déplacement interne dans le but de faciliter leur retour dans leur région d'origine en 2005.

autosuffisance



JRS Grands Lacs

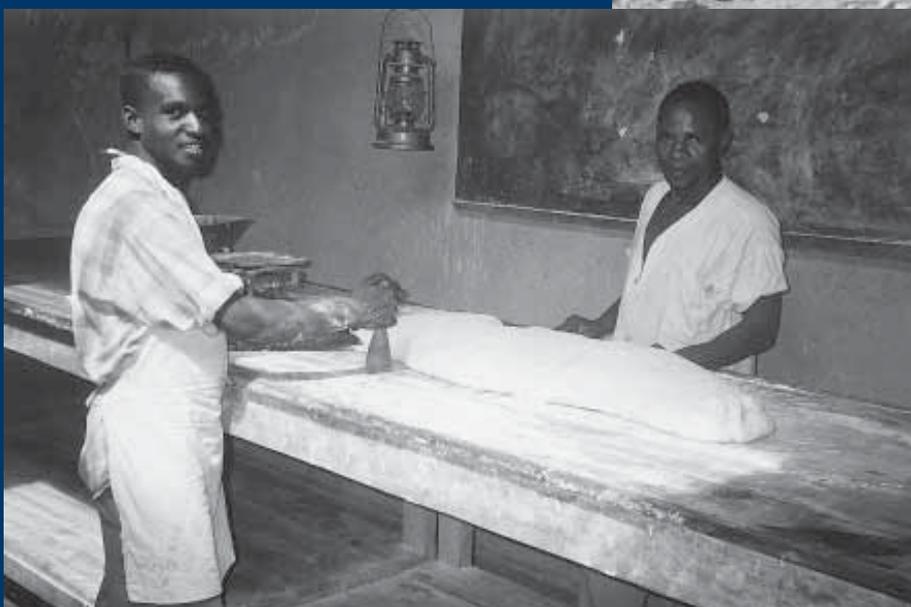
École de Guihemba, Ruanda



JRS Grands Lacs

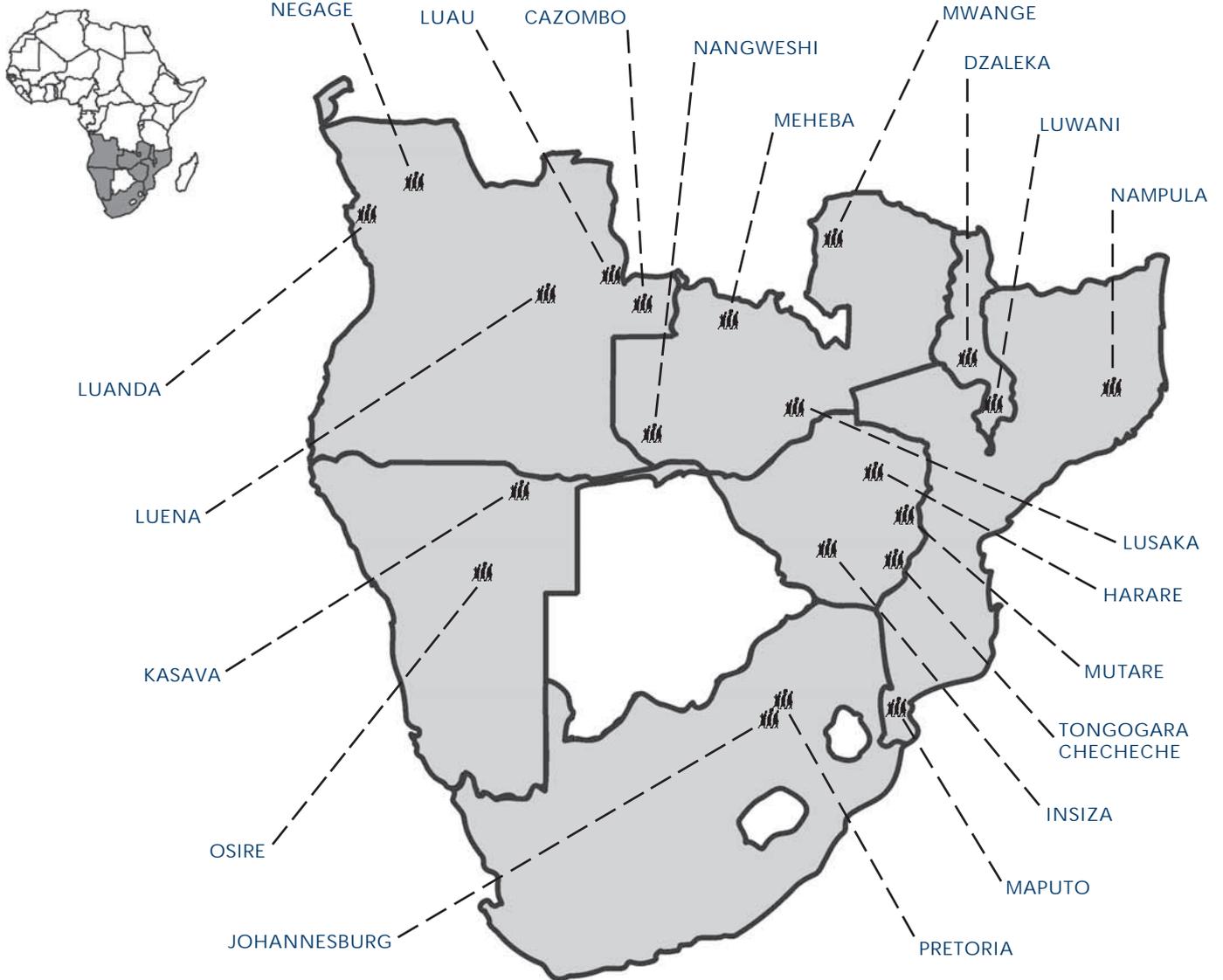
Bukavu, Est de la République
Démocratique du Congo

Kiyange, Burundi,
programme d'activités
rémunératrices du JRS



JRS Grands Lacs

AFRIQUE AUSTRALE



Malawi



Michael Coyne SJ/JRS

A group of children, mostly young boys, are gathered in a rural village setting. They are standing in front of several traditional huts with thatched roofs. The children are dressed in simple, light-colored clothing. The scene is brightly lit, suggesting a sunny day. The overall atmosphere is one of a community in a developing region.

Ces dernières années, à cause de pluies insuffisantes et par conséquent d'une maigre production agricole, la plupart des économies du Sud de l'Afrique ont brusquement régressé et les services sociaux se sont détériorés ou sont devenus inaccessibles à la majeure partie des personnes. Le nombre de personnes employées sur le marché du travail officiel continue aussi à descendre. Seules les économies de l'Afrique du Sud et du Mozambique sont en expansion, bien que la production agricole de la Zambie ait augmenté. Le conflit en cours dans la République Démocratique du Congo (RDC) continue de provoquer de nouveaux réfugiés partout dans la région, encore qu'en plus petits nombres que les années précédentes.

Toutefois, la paix ininterrompue en Angola a été une source d'espoir dans la région. Les programmes de rapatriement pour les réfugiés angolais vivant dans les pays voisins continuent, bien que ceux-ci ne disposent pas de fonds suffisants. Plus de 27.000 réfugiés sont revenus de la Namibie, 4.000 de la Zambie, 19.000 de la RDC, et en petits nombres d'autres pays dans la région. En septembre 2004, il y avait encore à peu près 190.000 réfugiés angolais et selon le gouvernement angolais, 340.000 personnes étaient encore déplacées à l'intérieur du pays.

Tout au long de l'année, le JRS a travaillé en étroite collaboration avec beaucoup de réfugiés angolais pour préparer ensemble leur retour et l'arrivée en Angola. Maintenant que la paix commence à se stabiliser et que le pays s'ouvre, de nouveaux défis prennent forme. Par le passé, les chiffres concernant le SIDA/VIH étaient bas, mais la situation devrait changer. D'après les données recueillies dans les services de consultation prénatale, on estime que le pourcentage de malades dans la région dépasse 25%. Par conséquent, toutes les initiatives du JRS concernant l'éducation incluent maintenant une attention particulière sur le problème du SIDA/VIH.

Une délégation d'importants fonctionnaires du gouvernement ruandais a visité beaucoup de pays dans la région. Conjointement avec les pays d'accueil et les fonctionnaires du HCR, ils ont tenté de persuader les réfugiés ruandais que le retour était sans danger. Malgré cela, les détails concernant le rapatriement des réfugiés ruandais, y compris ce qui arriverait à ceux qui refuseraient de rentrer, étaient encore peu clairs.

La fièvre électorale a paralysé le Mozambique, la Namibie, le Malawi et l'Afrique du Sud durant l'année. Les partis au pouvoir ont remporté des victoires décisives dans trois pays; au Malawi, le parti au pouvoir a remporté la victoire de justesse. Les discussions et les espoirs quant à des élections au Zimbabwe, en RDC et en Angola semblent avoir été repoussés à décembre. L'implosion économique du Zimbabwe reste inchangée. Le problème de la sécurité alimentaire reste préoccupant, et la brèche entre les besoins alimentaires du Zimbabwe et la croissance prévue du rendement atteint des proportions toujours plus critiques.

Joe Hampson SJ, directeur du JRS Afrique Australe

ZAMBIE



Contrairement à la plupart de ses voisins, la Zambie était en paix en 2004. Cette année a été marquée par le rapatriement de réfugiés angolais de la Zambie. Bien que la paix régnant en Angola ait encouragé plus de 27.000 réfugiés à rentrer chez eux, au fur et à mesure que l'année s'est écoulée les Angolais sont devenus plus prudents et les derniers chiffres n'atteignaient pas les 40.000 prévus par le HCR. On s'attend à ce que beaucoup de réfugiés angolais qui sont restés en Zambie rentrent en 2005, bien que les problèmes concernant les mines antipersonnel et les difficultés de transport ne soient probablement pas résolus. Avec le départ des réfugiés du camp de Meheba, dans le Nord-Ouest de la Zambie, le JRS a cessé ses programmes là-bas. Il est resté actif à Lusaka, la capitale, et dans les camps de Nangweshi et de Mwange. À cause de difficultés financières rencontrées par le Programme Alimentaire Mondial, les réfugiés restés dans les camps n'ont reçu que la moitié des rations alimentaires.

Directeur du JRS Zambie
Michael Gallagher SJ

Les projets du JRS en Zambie

LUSAKA, camps de MEHEBA et NANGWESHI L'équipe d'advocacy a beaucoup travaillé pour une plus grande sensibilisation sur les problèmes des réfugiés, à l'échelon national et local, produisant un programme pour la TV et 15 pour la radio. Les membres de l'équipe ont aussi rendu 47 visites à des migrants irréguliers détenus, et ils ont réussi à faire ouvrir 137 nouveaux cas, ce qui a porté au relâchement de 94 personnes, envoyées dans les camps de réfugiés. À Meheba, ils ont identifié les Angolais vulnérables de retour chez eux et ils ont fourni au JRS Angola les renseignements à leur disposition afin de pouvoir préparer l'accueil et l'assistance nécessaires en Angola. Ils ont organisé des séminaires d'éducation à la paix pour 2.777 réfugiés et distribué 2.100 nouveaux articles sur la situation politique en Angola. Ils se sont aussi engagés envers les leaders de communautés à propos des besoins alimentaires des réfugiés. À Nangweshi, l'équipe a donné des conférences sur les droits de l'homme et du réfugié pour 35 leaders de communautés, sur la sensibilisation concernant les mines antipersonnel pour 127 réfugiés, sur l'éducation à la paix pour plus de 2.000 réfugiés et sur les questions concernant le rapatriement pour 30 réfugiés handicapés.

advocacy/politiques

LUSAKA, NANGWESHI, MEHEBA À Lusaka, plus de 110 réfugiés ont reçu de l'aide, dont une formation commerciale, pour mettre sur pied des petites activités de couture, de restauration, d'artisanat et de fabrication de bougies et de savons. Dans le camp de Nangweshi, le JRS a apporté son soutien à 36 réfugiés handicapés et à leurs familles pour fonder des activités de menuiserie, de cordonnerie, de tricotage et de couture. À Meheba, le JRS a aidé 125 familles à développer 25 jardins potagers et 80 familles à moissonner leurs terres. Les réfugiés ont remboursé les emprunts avec de la nourriture dont le JRS a fait don au programme alimentaires des Sœurs de la Charité pour les mères avec enfants souffrant de malnutrition. L'équipe a aussi aidé à la construction de 10 maisons pour des réfugiés vulnérables.

*développement
communautaire/
activités
rémunératrices*

LUSAKA, MEHEBA, NANGWESHI, camp de MWANGE Le JRS s'est occupé de l'instruction de 360 enfants dans 8 écoles communautaires dans le camp de Meheba. Il a distribué du matériel et des équipements de sport aux écoles et a organisé un atelier de formation pédagogique de 5 jours pour les professeurs, ainsi qu'une assistance hebdomadaire pour 8 professeurs. Le programme de bourses a financé les études de 4 réfugiés à l'Université de Zambie, alors qu'une bibliothèque a été mise à disposition de 1.700 réfugiés. À Lusaka, l'équipe urbaine a fourni des bourses d'études à 32 enfants de l'école primaire et des cours de langue à 156 autres. À Nangweshi, utilisant les bénéfices des activités rémunératrices, 300 personnes handicapées ont reçu des soins médicaux, comprenant la fourniture de prothèses, une assistance psychologique et un service de physiothérapie. Des formations professionnelles ont été offertes à 67 réfugiés handicapés, des services éducatifs à 285 autres; 5.505 réfugiés ont eu accès à la bibliothèque. À Mwange, le JRS a offert des services pastoraux et sociaux dans les camps à plus de 3.100 réfugiés. L'équipe a aussi donné son soutien pour des activités sociales et culturelles pour plus de 2.000 réfugiés adultes et enfants.

*pastorale/
services sociaux*



Directrice du JRS Angola
Marlene Wildner MSCS

ANGOLA

En 2004, quelque 62.000 réfugiés angolais sont rentrés chez eux, à peine plus de la moitié de l'objectif initial et portant le nombre total de retour depuis la fin de la guerre civile en 2002 à plus de 281.000. Le retour a été pour les Angolais une lutte constante pleine d'obstacles, comme les mines antipersonnel empêchant la production agricole et menaçant leur sécurité personnelle et des infrastructures en mauvais état ou inexistantes. Dans l'un des pays les plus pauvres du monde au moins 1,2 millions d'Angolais ont reçu une aide alimentaire du Programme Alimentaire Mondial. Les droits pour la propriété et la terre, ainsi que l'obtention de la nationalité étaient encore difficilement accessibles. Beaucoup de ceux qui sont rentrés n'avaient pas de documents et ne connaissaient pas le portugais, ce qui les a empêché de travailler, d'aller à l'école et de voter. Ils ont aussi couru le risque d'être traités comme des étrangers et expulsés du pays. En dépit de la fin du conflit dans la province de Cabinda, l'armée a continué de soumettre les civils à de sérieux abus des droits de l'homme.

Les projets du JRS en Angola

éducation/activités rémunératrices

LUANDA Ce projet était principalement centré sur l'instruction formelle en école primaire, la formation de professeurs et la maintenance des infrastructures. De plus, le JRS était impliqué dans l'éducation à la paix, des formations pour la protection et l'advocacy. Le projet pour l'éducation a aidé 1.415 élèves à passer leurs examens finaux d'État et 307 autres à passer les examens de classe de quatrième. La distribution opportune de matériel didactique aux élèves et aux professeurs a assuré une instruction de bonne qualité. De surcroît, l'achat et la restauration des meubles pour les salles de classe a amélioré les lieux d'étude. La réhabilitation des écoles de Aksanti et de Kassanguluka et de leurs sanitaires a aussi amélioré l'hygiène dans ces deux écoles. De plus, environ 36 professeurs ont suivi des ateliers de formation pédagogique. Par ailleurs, le JRS a laissé avec succès la responsabilité de quelques écoles à l'État.

CAZOMBO Le JRS a donné la priorité aux classes de portugais pour environ 6.000 enfants entre 8 et 17 ans. 30 professeurs ont suivi une formation pédagogique. Tous les élèves et les professeurs dans le camp de transit ont reçu du matériel pédagogique à suffisance.

LUAU Ce projet a été mis en place avant tout pour aider les enfants rentrant de la République Démocratique du Congo et de la Zambie, et d'autres enfants hors du système éducatif, avec un cours de portugais de 3 mois afin qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour s'en sortir dans le système éducatif angolais. L'équipe du JRS a recruté 18 professeurs de portugais, et a acheté et distribué du matériel à 1.200 élèves. Un cours d'alphabétisation a été mis en place et du matériel a été fourni pour répondre aux besoins exprimés par 100 femmes.

NEGAGE Le JRS a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement, les églises locales et les leaders de communautés pour mettre en œuvre ses programmes. En 2004, le JRS a soutenu la réhabilitation de 5 écoles au bénéfice de 1.081 élèves de l'école primaire. Une formation pédagogique a été organisée pour 38 professeurs et 4 fonctionnaires du ministère de l'éducation. Le JRS, avec l'aide de la paroisse de Bungo, a fourni une formation professionnelle de couture ainsi que les machines à coudre à 19 femmes vulnérables, pour leur permettre de commencer leurs propres activités. Le JRS Negage a aussi soutenu un programme d'alphabétisation pour 554 adultes et 13 professeurs. Le JRS a géré la construction d'une nouvelle école en collaboration avec la paroisse de Negage, alors que la paroisse a offert 6 salles de classe pour les cours d'alphabétisation.

LUENA Différents types d'assistance ont été offerts à des victimes des mines. Un soutien a été apporté à 243 enfants pour leur permettre d'aller à l'école primaire et à 17 personnes pour entreprendre une formation de menuiserie et de cordonnerie. Le JRS a focalisé son aide sur l'éducation et sur les activités agricoles afin d'encourager un développement soutenable et l'autonomie de la communauté. De l'outillage agricole et des conseils ont été donnés à 150 familles et plus de 1.200 élèves ont bénéficié de l'école gérée par le JRS dans la communauté. Les personnes rentrant chez elles ont aussi eu l'opportunité d'apprendre le portugais afin d'améliorer leurs moyens d'existence à travers une meilleure intégration.



Stefano Maero/JRS

Distribution de nourriture et équipement agricole, Lunache, près de Cazombo, Angola

LUANDA Des médiateurs communautaires pour la paix ont été formés et ont travaillé efficacement dans leurs secteurs respectifs. Le JRS a organisé un certain nombre d'activités, comprenant 6 conférences et 3 présentations vidéos, afin d'encourager la paix et la réconciliation dans les écoles et dans la communauté. Pour entreprendre ce travail, le JRS a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs ONG et les autorités gouvernementales.

LUENA Le JRS a fourni un cours sur l'éducation à la paix à 243 enfants dans deux écoles. L'éducation à la paix et des services pastoraux ont aussi été offerts aux personnes dans les camps et les alentours de Luena.

NEGAGE Le JRS a travaillé au niveau local avec les chefs de communautés pour aider à promouvoir les droits de l'homme et une culture de la paix. Pour développer leurs capacités pour ce travail, le JRS a organisé des séminaires sur les droits de l'homme et sur la résolution des conflits pour 35 professeurs et 43 chefs de communautés. Ils ont réalisé une vidéo sur les droits des enfants qu'ils ont fait voir à 803 enfants dans 5 écoles, ainsi qu'une affiche pour les sensibiliser sur le danger des mines. Le JRS a soutenu la mise en place d'une assemblée consultative composée de 25 membres pour disséminer des informations sur les droits de l'homme dans leurs communautés.

LUENA Le coordinateur pastoral du JRS a rendu régulièrement visite à 607 individus des communautés du camp et a apporté son aide à travers différentes activités pastorales, comme le baptême de 11 adultes, le développement d'un programme pastoral pour les jeunes, du catéchisme pour 10 adolescents et l'organisation d'un séminaire pour catéchistes. Par ailleurs 16 catéchistes ont été sélectionnés et formés et 2 chapelles ont été rénovées.

LUENA Le programme a été centré sur l'assistance d'urgence pour les membres vulnérables des communautés dans 6 camps de personnes déplacées. Il a aussi aidé à la construction de maisons pour 5 familles. Des rencontres régulières ont été tenues avec les chefs de communautés, les personnes âgées et la population affectée, dans toutes les zones prises en compte pour encourager le soutien communautaire aux personnes vulnérables, une plus grande prise de conscience par rapport aux problèmes rencontrés dans la région, et une meilleure planification. Des denrées alimentaires ont été distribuées à 283 personnes vulnérables. Des visites régulières ont été rendues à 12 malades, principalement des victimes des mines, à l'hôpital de Luena et dans d'autres centres médicaux. Ils ont reçu un soutien psychologique durant l'hospitalisation et chez eux.

NEGAGE Plus de 1.000 familles vulnérables ont reçu, chacune, 1 kg de maïs et 25 grammes de graines de chou, de tomate et de colza et des bulbes d'oignon.

CAZOMBO Le projet a fourni des services communautaires à 384 personnes vulnérables dans le camp de transit. Ils ont reçu un important soutien psychosocial et 33 maisons et sanitaires ont été construits pour eux.

éducation à la paix/advocacy

assistance générale/développement communautaire



Directrice du JRS Namibie
Joanne Whitaker RSM

NAMIBIE

Les réfugiés en Namibie doivent généralement rester dans le camp d'Osire, à part dans certains cas où il est possible de vivre hors du camp, par exemple pour étudier, travailler ou recevoir des soins médicaux. Cette année, le nombre de réfugiés en Namibie est passé de 14.000 à moins de 10.000, constitués d'environ 80% d'Angolais. Les autres étaient essentiellement de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Burundi. Les nouveaux arrivés tournaient aux alentours de 250, principalement de la RDC. En tout, 4.807 Angolais sont retournés chez eux, dont 700 spontanément. Beaucoup de réfugiés avaient décidé d'attendre jusqu'en 2005 pour rentrer en Angola quand le HCR a annoncé fin septembre que son programme d'assistance pour le transport en Angola aurait cessé fin 2004. Toutefois, à cause d'un début de méningites à Cuando Cubango, ils ont été contraints à la mi-octobre d'annuler des convois pour cette région qui n'ont pas repris par la suite. Par conséquent, à la fin de l'année 2004, le HCR était en train de reconsidérer sa décision de mettre fin à l'assistance pour le transport.

Les projets du JRS en Namibie

éducation

Camps d'OSIRE et de KASAVA Le JRS a continué à travailler avec le HCR en tant que partenaire sur le terrain pour l'éducation primaire et secondaire en Namibie. En 2004, environ 4.000 enfants, y compris 20 Namibiens, ont été inscrits à l'école primaire dans le camp d'Osire, et 87% d'entre eux ont atteint le niveau requis pour passer dans la classe supérieure. 18 professeurs réfugiés ont été recrutés, y compris le directeur et le directeur adjoint, et des manuels et des fournitures scolaires ont été distribués à tous les élèves. Plus de 1.000 enfants, y compris 10 Namibiens, ont été inscrits à l'école secondaire d'Osire. 30 réfugiés ont été employés comme professeurs, y compris le directeur et le directeur adjoint. Plus de 500 réfugiés et d'autres membres de la communauté ont bénéficié des activités supplémentaires à l'école secondaire. 14 élèves, 7 avec des problèmes d'audition et 7 avec des problèmes de vue, ont reçu une formation spéciale avec 2 professeurs réfugiés. Environ 4.000 réfugiés, membres de la communauté et demandeurs d'asile ont aussi bénéficié de la bibliothèque. Plus de 80 élèves ont été inscrits à l'école primaire de Kasava avec 3 professeurs réfugiés, et 62 enfants ont été inscrits à l'école primaire locale Mpora. Le JRS a fourni les manuels et des fournitures scolaires aux enfants de l'école de Kasava et des fournitures et autre matériel scolaire à ceux de Mpora.

protection/advocacy

Le JRS a soulevé le problème du bien-être et de la protection de 200 réfugiés et demandeurs d'asile auprès de diverses autorités de l'État. Les demandes de permis pour étudier hors des camps ont progressé, ainsi que les pressions sur les candidatures pour la détermination du statut du réfugié, après des mois d'inactivité, quand le Comité d'État a repris les rencontres régulières. Le JRS a aussi aidé les réfugiés à obtenir des permis pour quitter Osire et vivre ailleurs dans le pays.

Namibie



Lolín Menéndez RSCJ/JRS

MALAWI – MOZAMBIQUE



Directrice du JRS Malawi
Anne Elizabeth de Vuyst SSMN
Directrice du JRS Mozambique
Carmen Rodrigues

Même si la pauvreté est très répandue, le **Malawi** est un pays pacifique, avec des institutions démocratiques mises en place par des élections. Une course serrée aux présidentielles a laissé de nouveau au pouvoir le parti sortant (UDF). La croisade anti-corruption a rendu le président impopulaire à l'intérieur de son parti mais populaire auprès des donateurs et du public. La plupart des 10.000 réfugiés ont passé presque 10 ans là-bas. Depuis la signature d'un accord tripartite en 2004 entre le Ruanda, le Malawi et le HCR, le rapatriement volontaire de Ruandais a commencé, mais jusqu'à maintenant 13 personnes seulement ont été volontaires.

Depuis la fin de la guerre civile en 1992, le **Mozambique** a connu des progrès socio-économiques et politiques constants, y compris des élections en général libres d'un nouveau président en décembre, encore que du même parti que le précédent. La paix, la tranquillité et la perspective d'une croissance économique ont commencé à attirer des réfugiés de toute l'Afrique, principalement des Grands Lacs.

Les projets du JRS au Malawi

Camps de DZALEKA et LUWANI En 2002, le JRS est devenu partenaire sur le terrain du HCR avec la responsabilité de l'éducation, en particulier l'éducation maternelle, primaire et secondaire pour les réfugiés. Le JRS est focalisé en particulier sur l'instruction des jeunes filles et des femmes, afin d'encourager l'indépendance et l'autonomie. Le JRS a aidé 3.450 élèves de maternelle et de primaire et 70 de secondaire. À Dzaleka, 65 élèves ont passé l'examen final de primaire et 7 autres ont passé l'examen MSCE en tant qu'externes. Le JRS a apporté son soutien à 4 classes de maternelle, et avec des professeurs plus qualifiés et plus formés le rapport numérique professeurs-élèves s'est considérablement amélioré. Dans le camp de Luwani, le JRS a commencé un programme préscolaire et a ouvert des bibliothèques pour adultes et enfants. Des professeurs ont été recrutés et l'école a été restructurée afin d'atteindre le niveau d'enseignement minimum.

DZALEKA En collaboration avec l'Université Internationale du Canada, 4 cours d'anglais ont été proposées aux adultes et des élèves ont été préparés pour passer des examens internationaux d'anglais. Le dialogue a aussi commencé d'être instauré avec World Relief Malawi pour renforcer la coopération quant aux problèmes des formations professionnelles. Une formation professionnelle a été supervisée par l'Autorité de l'Éducation et de la Formation Techniques, d'Entreprises et Professionnelles, dont ont bénéficié 15 jeunes adultes qui ont reçu une formation de menuiserie. Deux élèves se sont diplômés après une formation professionnelle de deux ans en informatique, et un cours d'alphabétisation pour femmes seulement a été mis en place en swahili et en somalien. 220 étudiants universitaires et 56 en formation professionnelle ont bénéficié de l'aide du JRS.

éducation

Les projets du JRS au Mozambique

MAPUTO, NAMPULA Au début de l'année 2004, le JRS a demandé à la Conférence Épiscopale Mozambicaine (CEMIRDE) d'aider l'Église mozambicaine à réfléchir à une réponse plus globale aux besoins des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants de retour. Le Centro de Estudos de População (CEP), Université Eduardo Mondlane, a été chargée d'entreprendre une évaluation des besoins des réfugiés sur la base de plus de 6.000 réfugiés à Nampula et Maputo, respectivement situées dans le Nord et dans le Sud du Mozambique. Le JRS et la CEMIRDE ont surveillé la recherche et le processus de relevé des données et ont fourni une formation aux chercheurs sur le terrain.

MAPUTO, NAMPULA Le projet a encouragé l'aide aux initiatives pastorales parmi les réfugiés, en particulier les initiatives basées sur les paroisses. 15 paroisses dans le diocèse de Maputo ont été visitées et des rencontres ont été tenues avec des représentants locaux. Le projet a aussi assuré la liaison avec le HCR et l'Institut Mozambicain pour les Réfugiés à Nampula, ce qui sera utile pour des activités d'advocacy à venir.

*information/
recherche*

pastorale/advocacy



Directrice du JRS Zimbabwe
Joan Mtukwa

ZIMBABWE

Des réfugiés d'autres pays dans la région ont continué d'affluer au Zimbabwe tout au long de l'année, malgré la crise politique et socio-économique en cours dans le pays. La sécurité alimentaire dans le pays est restée instable et les prix des produits de base ont continué de monter bien au-dessus des moyens de beaucoup. La récente loi sur les ONG a provoqué pas mal d'incertitudes pour beaucoup d'ONG travaillant au Zimbabwe. Quelques-unes ont commencé à se transférer dans des pays voisins, alors que d'autres sont restées pour voir si elle allait être appliquée et comment. Les tentatives du gouvernement d'inverser le mouvement campagne-ville des réfugiés du camp de Tongogara ont échoué, et plus de 90% des réfugiés sont restés dans les principaux centres urbains. Les réfugiés vivant dans les camps ont continué d'aller et venir entre les camps et la capitale, Harare, pour des raisons variées comme la disponibilité de services médicaux, et pour des raisons personnelles et de sécurité.

Les projets du JRS au Zimbabwe

assistance matérielle/aide alimentaire

INSIZA, centre de transit de HARARE Le JRS a distribué de la nourriture à plus de 1.500 réfugiés et des vêtements chaque semestre à environ 200 réfugiés et demandeurs d'asile. La participation du JRS, en collaboration avec l'ONG locale le Zimbabwe Project Trust, au programme alimentaire à Insiza dans le Sud du Zimbabwe comme action contre la sécheresse en 2002 a pris fin en 2004.

santé

Centre de transit de HARARE Environ 30 malades réfugiés ont reçu de l'aide pour l'achat de médicaments et 2 pour payer les visites médicales. Des femmes et des jeunes filles ont reçu chaque mois des serviettes hygiéniques et des vêtements pour bébé ont été achetés et distribués à 14 mères. Le JRS a aussi distribué des bons aux réfugiés pour acheter de la nourriture supplémentaire et a encouragé réfugiés et demandeurs d'asile résidant dans le centre de participer à son entretien.

services sociaux/développement communautaire

Camp de TONGOGARA Le JRS a aidé 8 réfugiés à prendre la responsabilité de la maintenance du camp et a acheté 4 ballons à utiliser durant les activités sportives programmées.

CHECHECHE Le JRS a distribué à 20 familles vulnérables 20 kg de graines de maïs chacune pour encourager la sécurité et l'autosuffisance alimentaires.

éducation

CHECHECHE Au total, le JRS a payé les frais de scolarité de 37 élèves du primaire et du secondaire et tous les élèves dans les écoles ont reçu des fournitures scolaires et des uniformes.

HARARE, MUTARE, TONGOGARA Au total, 90 réfugiés ont reçu des bourses pour des formations professionnelles à Mutare et à Harare, et des cours de couture et d'informatique à Tongogara.

activités rémunératrices

CHECHECHE, TONGOGARA À Checheche, le JRS a fourni 19 chèvres à des familles vulnérables, tandis qu'à Tongogara 6 familles ont reçu des prêts pour entreprendre diverses activités rémunératrices. Le taux de remboursement a été très élevé.

AFRIQUE DU SUD



Directrice du JRS Afrique du Sud
Wendy Sadie (jusqu'en juillet)
Mpho Tutubala

Le fossé entre les riches et les pauvres en Afrique du Sud est énorme, même si ce pays est considéré comme un pays riche. Les réfugiés ne sont pas les seules personnes attirées à Pretoria et à Johannesburg; beaucoup de Sud-africains sont aussi attirés là-bas en quête d'une vie meilleure. La pénurie de travail et de logements continue de pousser les Sud-africains au chômage et les réfugiés à entrer en compétition pour le travail et d'autres services, exacerbant les attitudes xénophobes. Le gouvernement sud-africain a aussi continué de refuser toute assistance aux réfugiés autre que délivrer des permis, un processus très long pour les nouveaux arrivés. Les migrants, en règle ou non, ont souvent été dépeints comme des voleurs et des porteurs du SIDA. L'arrivée de réfugiés, qui ont fui le camp de Tongogara au Zimbabwe, a aggravé la situation. Le manque de logements au niveau national a fait que beaucoup d'abris de secours des églises et du gouvernement se sont retrouvés pleins à craquer. Vivre dans la rue est devenu l'ultime recours pour beaucoup de Sud-africains, de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Les projets du JRS en Afrique du Sud

JOHANNESBURG, PRETORIA Le JRS a aidé des enfants de maternelle, primaire et secondaire à travers des bourses, le travail d'advocacy et une représentation légale. En 2004, 58 élèves de maternelle, 154 de primaire et 130 de secondaire ont reçu de l'aide pour pouvoir aller à l'école, y compris le transport. Quelques élèves ont aussi reçu des fournitures et des uniformes sur la base du mérite. 54 réfugiés mineurs non accompagnés ont été aidés à travers l'exemption des frais de scolarité dans les écoles soutenues par le JRS. Environ 220 élèves ont pu suivre des cours d'anglais et 105 autres ont suivi des formations professionnelles grâce à l'assistance reçue. Les diplômes de 20 réfugiés ont été traduits et évalués, leur permettant de chercher du travail et de continuer d'étudier en Afrique du Sud. Le programme d'advocacy a aussi cherché à assurer qu'un plus grand nombre d'écoles municipales acceptent les réfugiés.

JOHANNESBURG, PRETORIA Ce projet a été mis en place afin de fournir à court terme des logements ainsi qu'une aide alimentaire et non alimentaire aux réfugiés. En 2004, 2.431 réfugiés ont été aidés. Des places ont été trouvées pour des réfugiés mineurs non accompagnés, et des tuteurs ont été cherchés, sélectionnés et formés. Un programme d'advocacy spécifique pour les réfugiés mineurs non accompagnés a aussi été lancé.

JOHANNESBURG Un programme d'information auprès de la communauté sur les violences et les discriminations sexuelles ainsi qu'un groupe de jeunes pour aider à développer des stratégies de survie non criminelles ont débuté pour 10 réfugiés, 9 femmes et 1 homme célibataire.

JOHANNESBURG, PRETORIA Le JRS a fourni formation et services d'assistance à 88 réfugiés ayant une activité, et 9 femmes et 1 homme ont reçu des formations professionnelles. Les femmes réfugiées formées ont produit différentes sortes de vêtements comme des chemises, des jupes et des pantalons.

JOHANNESBURG, PRETORIA Plus de 1.030 réfugiés ont reçu une aide financière pour couvrir les frais médicaux. Une assistance psychologique a été offerte aux réfugiés qui avaient besoin de soutien. Le programme d'advocacy du JRS a aussi fourni des informations sur les droits des réfugiés au personnel de cliniques et hôpitaux.

éducation

assistance d'urgence

*services sociaux/
développement
communautaire*

*formation/activités
rémunératrices*

santé



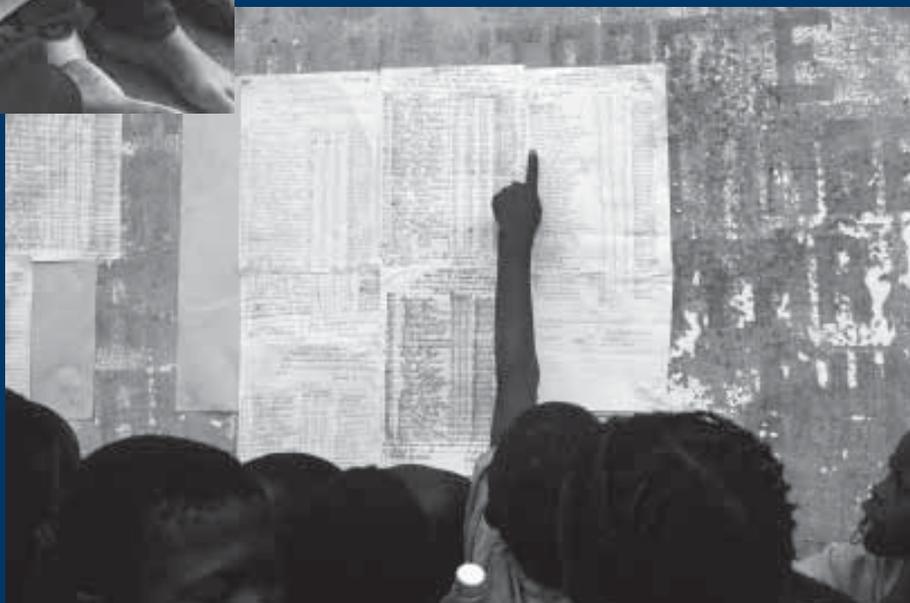
Afrique du Sud

Mark Raper SJ/JRS



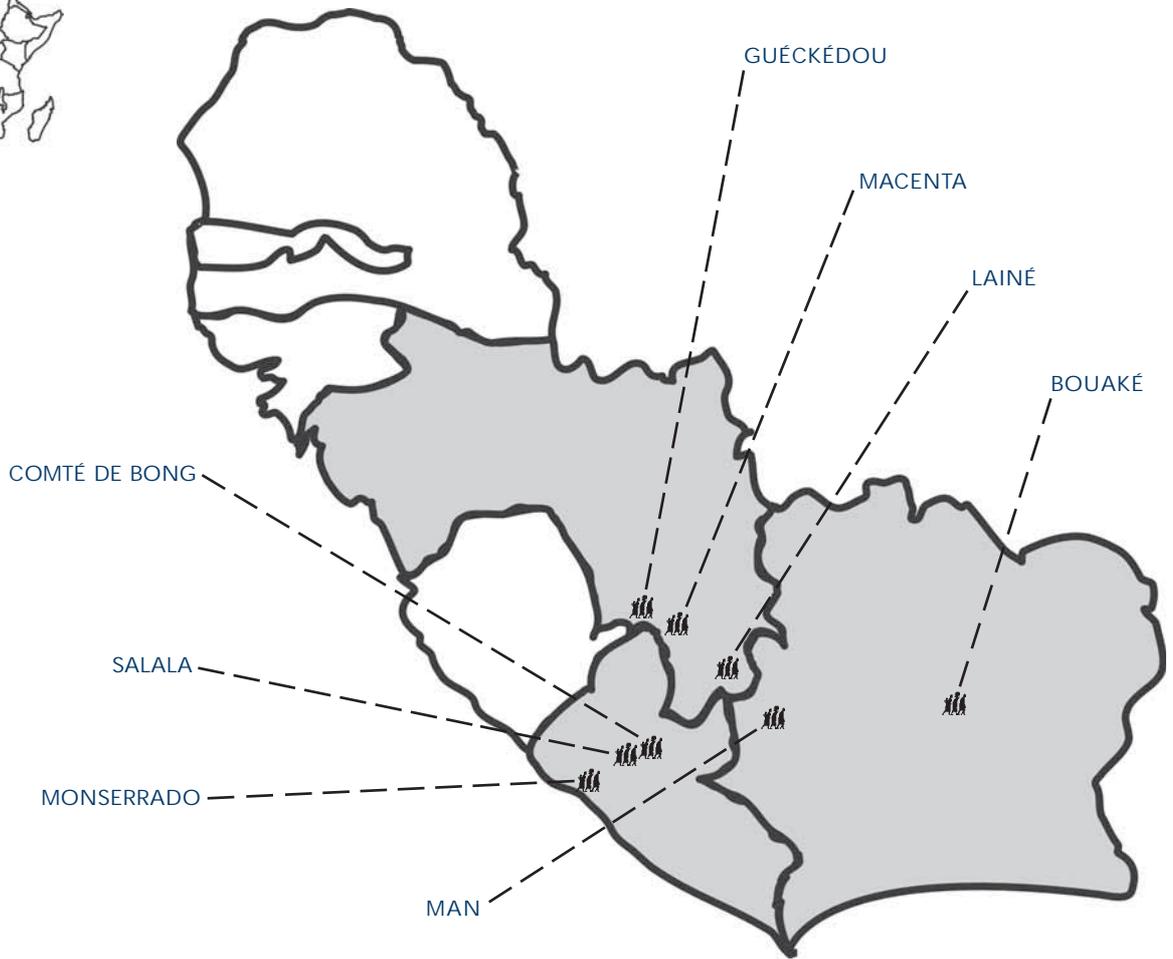
Le centre d'accueil pour femmes *Bienvenue*, Johannesburg, Afrique du Sud

Des enfants regardent les résultats de leurs examens, Negage, Angola



Xavier Garcia i Martí

AFRIQUE DE L'OUEST



Guinée



JRS Afrique Occidentale

Le nombre de réfugiés dans l'ouest de l'Afrique a diminué de façon significative pendant l'année 2004. La principale raison: la rapatriement d'un grand nombre de Libériens venant de Sierra Leone et de Guinée, ainsi que l'intégration de plusieurs milliers de réfugiés dans les sociétés de leur pays d'accueil. Les camps de réfugiés pour Libériens en Guinée ont été quittés par ces derniers qui sont rentrés dans leur pays. Au contraire, le flux de Libériens allant des camps pour personnes victimes de déplacement interne vers leur village d'origine a été beaucoup plus réduit. En 2005, le JRS prévoit que ces mouvements vont s'accélérer avec le retour de dizaines de milliers de personnes victimes de déplacement interne. Les négociations sur le désarmement des factions rebelles armées et la possibilité d'élections en octobre 2005 ont dominé l'année 2004. De plus, la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU en Libéria et en Côte d'Ivoire, ont permis aux populations de commencer à penser à la paix et à la reconstruction.

Cependant, les éruptions de violences au Libéria (en septembre) et en Côte d'Ivoire (pendant la première semaine de novembre) pendant lesquelles des populations ont été attaquées, ont été des signes clairs d'instabilité politique dans la région. Ce sont ces divisions politiques qui ont souligné la nature fébrile de la situation dans ces pays. En fait, les solutions offertes à ces personnes en crise n'étaient pas des politiques internes destinées à régir une situation locale ou régionale, mais plutôt des politiques importées et imposées par des organisations internationales. Ces solutions sont irréalistes et ont déçu la plupart des Africains de l'Ouest. Monrovia est restée dans une situation pacifique grâce à la présence des forces de maintien de la paix des Nations Unies (la Mission des Nations Unies au Liberia (MINUL). Que deviendrait le Libéria sans MINUL? Abidjan a survécu grâce à la présence de 4.000 soldats français. Que deviendrait la Côte d'Ivoire sans ses forces de maintien de la paix, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)?

Il est clair, à nouveau, que l'Afrique, avec la complicité de certains de ses dirigeants, est devenue un champ de bataille au-dessus duquel les intérêts géopolitiques et économiques de certains pays sont disputés, au détriment de ses peuples qui en deviennent les victimes.

Mateo Aguirre SJ, directeur du JRS Africa de l'Ouest

LIBÉRIA



En 2004, malgré certaines difficultés dans plusieurs zones, la procédure de rapatriement et de réintégration de quelque 500.000 personnes a commencé dans le pays alors que celui-ci était dans un semblant de situation de paix et de sécurité. Cela était largement dû à la présence de 15.000 militaires et civils envoyés par l'ONU, qui ont été également grandement impliqués dans l'organisation d'élections prévues en octobre 2005. Cependant, dès décembre 2004, le comté de Lofa, à la frontière du Sierra Leone et de la Guinée, n'a pas été déclaré sécurisé par les troupes de l'ONU et ses infrastructures ont été complètement détruites. Il est difficile d'imaginer comment le retour des réfugiés et des personnes déplacées pourra continuer après mai 2005, quand la saison des pluies rendra les communications encore plus difficiles dans cette région de forêts. Dans ce contexte, le travail du JRS Libéria consistera à continuer de surveiller la situation, de fournir du support psychosocial aux déplacés et de mettre en place de nouveaux projets pour faciliter leur réintégration.

Directeur du JRS Libéria
C Amalraj SJ

Les projets du JRS au Libéria

MONSERRADO Les taux élevés d'analphabétisme rendent ces programmes absolument nécessaires. En 2004, le JRS a mis en place des centres dans 4 camps de personnes victimes de déplacement interne, 32 enseignants ont donné des cours à 1.040 élèves auxquels le JRS a aussi fourni du matériel scolaire. Des problèmes tels que les droits de l'homme, la lutte contre le SIDA, ainsi que des problèmes sanitaires ont aussi été affrontés.

COMTÉ DE BONG En partenariat avec le ministère de l'Éducation, le JRS a aidé 50 enseignants à donner des cours d'alphabétisation à 932 personnes, dans 7 centres d'alphabétisation pour adultes. De plus, ces enseignants ont reçu une formation spécialisée et du matériel d'enseignement.

COMTÉ DE BONG Le JRS, en partenariat avec les comités de personnes victimes de déplacement interne, a remis en état et équipé 7 écoles dans 7 camps, où 14.000 enfants ont été inscrits. Les enseignants ont été aidés financièrement et des fournitures de bureau leur ont été distribuées, ainsi qu'aux enfants. De plus, les activités scolaires, culturelles et sportives étaient axées sur des activités de pacification.

MONSERRADO Le projet a permis de remettre en état les écoles de 4 camps pour personnes victimes de déplacement interne. Quelque 3.873 enfants ont été inscrits, auxquels des fournitures scolaires ont été fournies. Vingt-sept ateliers de formation ont été mis en place pour 40 enseignants à qui de l'aide financière a été apportée, ainsi que de l'aide matérielle destinée à améliorer la qualité des projets éducatifs.

MONSERRADO Un très grand nombre de jeunes et d'adultes n'ont pas eu d'accès à l'éducation pendant le conflit. En 2004, 37 instructeurs ont dispensé des formations professionnelles (comme la couture, la charpenterie, la teinture) à 1.415 personnes dans cinq centres de formation professionnelle, 1 par camp. Le JRS a aussi mis en place des groupes culturels et a fourni du matériel aux personnes ayant terminé leur formation professionnelle pour les aider à commencer à pratiquer une activité génératrice de revenus.

COMTÉ DE BONG 1.417 personnes victimes de déplacement interne dans 7 camps ont reçu, de par le JRS, une formation professionnelle dans 4 centres. Une fois la formation terminée, toutes ces personnes ont reçu un Certificat du JRS concernant chacun de leur commerce ainsi que le nécessaire de base: des outils et du matériel de base. Avec l'aide continue du JRS, ces personnes ont commencé une activité génératrice de revenus.

SALALA En partenariat avec l'UNICEF, le JRS a fourni des formations aux enseignants, non seulement à 330 enseignants du JRS, mais aussi au comité de Bong dans lequel les enseignants du Réseau Catholique, ainsi que le système public, ont participé. Au total, 2.700 enseignants ont reçu une formation composée de 8 séminaires de mai à août.

*alphabétisation
des adultes*

éducation

*formation
professionnelle
et d'enseignants*



Directeur du JRS Guinée
Gonzalo Sánchez-Terán

GUINÉE

La situation politique et sociale en Guinée en 2004 a été dominée par les élections présidentielles en décembre 2003 à l'issue desquelles, et d'une façon non démocratique, le Général Lansana Conte, qui avait pris le pouvoir lors d'un coup d'état 20 ans auparavant, est sorti gagnant. Par conséquent, la Guinée s'est retrouvée encore plus isolée des institutions financières internationales, et le pays a été plongé dans une crise économique qui a atteint son point le plus bas en septembre. Dans le sud du pays résident des milliers d'Ivoiriens et de Libériens réfugiés et de Guinéens rapatriés; ainsi les tensions ethniques et la pauvreté croissante ont exacerbé le risque déjà très élevé de violences. En octobre la bonne nouvelle concernant le retour chez eux de réfugiés libériens a été assombrie par le conflit de plus en plus inquiétant en Côte d'Ivoire. Même si le rapatriement de réfugiés devrait continuer en 2005, les conflits dans les pays voisins, ainsi que la détérioration de la situation politique, sociale et économique en Guinée font de ce pays un des endroits les plus sensibles d'Afrique.

Les projets du JRS en Guinée

reconstruction

GUÉCKÉDOU Après 18 mois de travaux, ce projet a pris fin en février 2004. Pendant cette période, 400 maisons dévastées par la guerre ont été reconstruites en coopération avec les bénéficiaires qui ont été sélectionnés parmi des populations comprenant toutes les communautés religieuses et politiques. Les 35 familles les plus vulnérables ont reçu des portes et des fenêtres pour terminer leur maison. À la fin de l'année 2004, la ville de Guéckédoou était pleine de vie.

MACENTA En juin 2004, après deux ans de travail, le projet est terminé. Pendant cette période, et en coopération avec la population locale dans 22 des villages les plus isolés, 325 maisons ont été reconstruites. Dans ces villages, la création de communautés inter-ethniques et religieuses a grandement contribué à la consolidation du processus de réconciliation et au retour réussi des personnes victimes de déplacement interne.

services sociaux/ santé

MACENTA Le projet a permis l'accès à l'éducation à 180 enfants, l'accès à des soins à 138 personnes, ainsi que de l'assistance matérielle à 692 personnes, et ce dans une des parties les plus pauvres de l'ouest de l'Afrique. Le JRS a construit et équipé, en coopération avec les communautés locales, deux écoles, une clinique rurale, et quatre chapelles. L'équipe du JRS a aussi commencé la construction de deux autres écoles pour les enfants habitant loin des écoles existantes.

éducation/formation

Camp de LAINÉ Dans la première moitié de l'année, la population du camp a augmenté jusqu'à atteindre 30.000 réfugiés libériens. Quelque 737 étudiants ont terminé avec succès leurs études dans 16 départements de l'école de formation du JRS. À la fin de l'année 2004, on comptait 1.049 nouvelles recrues. Le JRS a fourni du support à 219 diplômés de cette école pour qu'ils commencent une activité rémunérée. Des enseignements informels ont aussi été dispensés au profit de 220 personnes handicapées. La maternelle soutenue par le JRS a fourni de la nourriture et de l'enseignement à 421 enfants âgés de 2 à 4 ans. Des événements culturels ont aussi été organisés pour plus de 16.700 réfugiés, et de l'assistance matérielle a été fournie à 2.883 réfugiés vulnérables.

développement

MACENTA En 2004, pour stimuler le développement dans cette région dévastée, le JRS a opéré telle une "banque de grains", en achetant des grains de riz sur le marché international et les fournissant aux fermiers réfugiés. Quelque 337 familles venant de 4 villages ont produit 1.804 kg de riz. Leur succès a persuadé 8 autres villages à participer à ce projet. Le JRS a aussi fourni des formations professionnelles de couture et des cours d'alphabétisation pour adultes à 20 mères adolescentes.

GUÉCKÉDOU Le JRS a fourni de l'aide agricole à 114 Guinéens rapatriés près de la frontière libérienne: des grains, des outils et du soutien technique leur ont été apportés pour qu'ils puissent cultiver leurs champs de riz. Le JRS a aussi mis en place, au profit des veuves de guerre, des formations professionnelles, comme la fabrication du savon ou la teinture au nœud, et des cours d'alphabétisation adulte.

CÔTE D'IVOIRE



En 2004 la Côte d'Ivoire était toujours divisée entre les forces rebelles au nord et les forces gouvernementales au sud. Ce qui est préoccupant est l'absence de solutions futures. Il semble en effet qu'aucune des parties de ce conflit ne soit intéressée à régler le problème.

Cette situation a appauvri le pays et a affecté de façon négative les relations futures entre les communautés. Le mois de novembre a été tout particulièrement difficile pour les équipes du JRS à Man et à Bouaké. La reprise des hostilités et le bombardement de villes dans le nord, notamment à Bouaké, a déstabilisé la vie de tous en Côte d'Ivoire et les équipes du JRS n'ont pas été épargnées. Il y a eu des moments très tendus: des voitures du JRS ont été volées par les groupes paramilitaires opérant dans le nord du pays, et les activités ont dû être temporairement interrompues. À la fin de l'année 2004, la clinique mobile de Bouaké a connu des difficultés pour recommencer ses activités, mais le JRS Côte d'Ivoire pense que ces problèmes seront résolus en 2005.

Directrice du JRS Côte d'Ivoire
Sr Josée N'tia

Les projets du JRS en Côte d'Ivoire

MAN Après la distribution de 1.630 troussees d'écolier dans les collèges d'Abidjan, le projet a été étendu à Man. La guerre a conduit à une rupture totale du système éducatif dans la zone rebelle, surtout à l'ouest où les groupes rebelles sont moins organisés. À Man, les écoles ont enfin ouvert leurs portes le 16 février mais les enfants n'ont reçu aucun matériel. Le projet a distribué 446 troussees d'écolier à des enfants de différents âges dans deux écoles.

éducation

BOUAKÉ Depuis le début de la guerre, le JRS est la seule ONG à fournir des soins dans les zones rurales autour de Bouaké, une région très dangereuse avec de nombreux rebelles et barrages de contrôles. À partir de ses 4 centres, les équipes du JRS ont effectué 13.357 consultations médicales.

santé

MAN À partir de ses 8 centres, les équipes du projet du JRS ont fourni des soins médicaux et de l'assistance nutritionnelle à des personnes se trouvant à Man, et dans les zones rurales environnantes. Jusqu'au début des violences en novembre qui a causé la suspension du projet, 4.385 personnes avaient reçu de l'assistance nutritionnelle, 15.234 consultations médicales avaient été données, et 101 patients avaient été emmenés dans d'autres villes pour recevoir des traitements médicaux.

BOUAKÉ Le nombre de personnes infectées par le virus du SIDA a augmenté pendant la guerre, surtout dans la zone rebelle. En conséquence, l'équipe, en proche collaboration avec la communauté musulmane, a organisé 23 événements pour favoriser la prise de conscience de la maladie. Ces derniers événements ont concerné 1.696 personnes dans des écoles, des paroisses et des mosquées. L'équipe a aussi dispensé des soins médicaux. Près de 853 personnes ont reçu de tels soins dans les centres du JRS et 148 visites médicales à domicile ont été effectuées.



Des réfugiés attendant la visite, dispensaire de Bouaké, Côte d'Ivoire



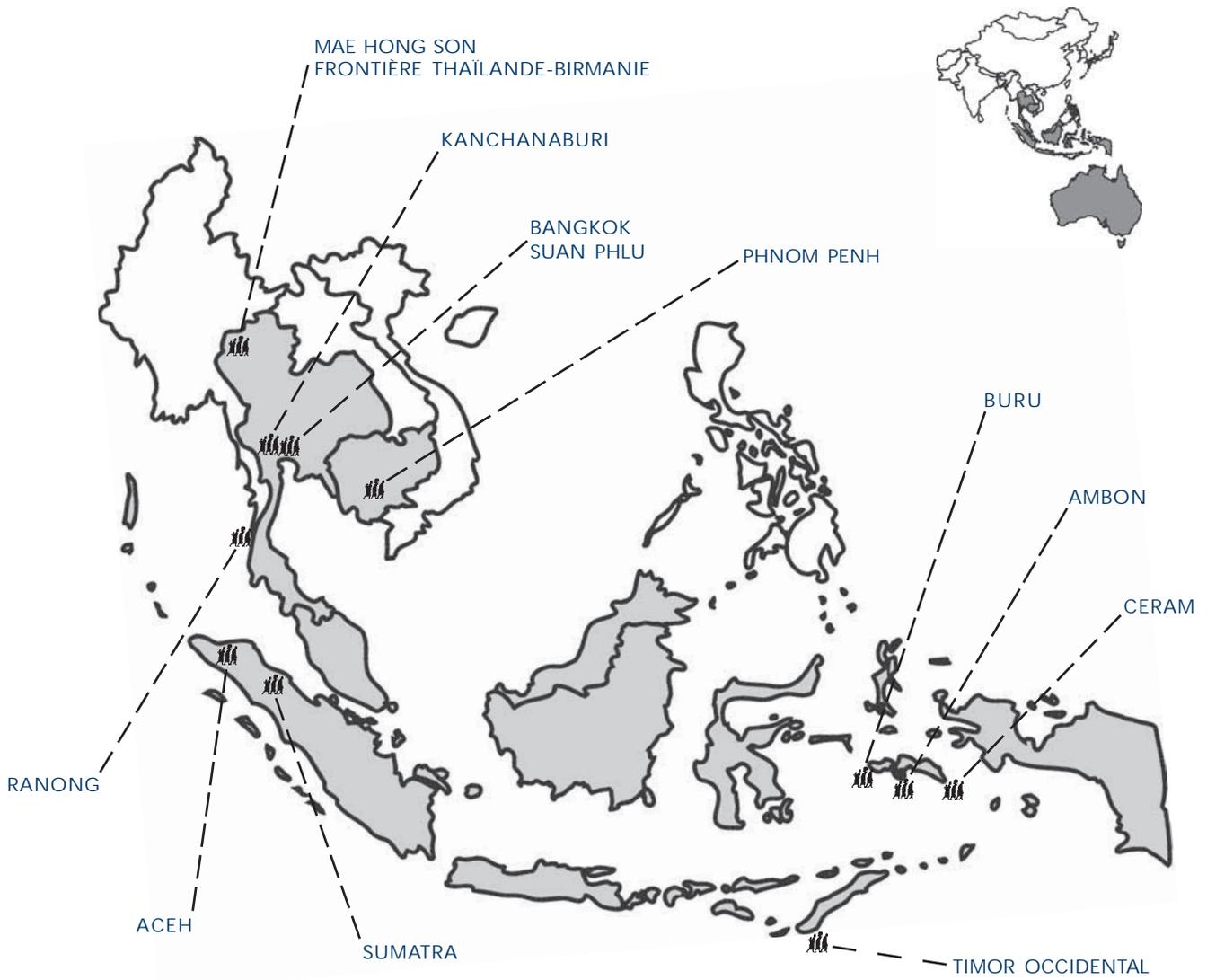
Guinée

Libéria

Michael Heinz/JRS



ASIE PACIFIQUE



Le secours humanitaire au lendemain du tsunami, Pulau-Aceh, Indonésie



Ingvild Solvang/JRS

Les élections parlementaires et présidentielles de 2004 en Indonésie ont été couronnées de succès. Cependant, le changement de gouvernement n'a pas changé la donne en 2004, alors que beaucoup espéraient que le nouveau gouvernement s'attaquerait aux problèmes principaux, comme la corruption et les conflits.

Beaucoup de personnes ont été déplacées de force à cause de tensions liées à la sécurité. Suspectant de nombreux villageois d'être des complices ou fidèles de groupes rebelles, les militaires les ont contraints à résider dans des camps appelés "camps de protection". L'insécurité a aussi déclenché des vagues d'émigration clandestine vers la Malaisie. Beaucoup de ceux qui ont fui ont été arrêtés par les autorités malaises et expulsés vers l'Indonésie où ils auraient subi de mauvais traitements. Les Acehnais expulsés depuis la Malaisie ont généralement été traités comme des rebelles suspects.

Cette année, de nombreux conflits comme celui à Poso (Ambon) ont déplacé de nombreuses personnes et la durée du conflit a rendu leur retour de plus en plus difficile. Les différences de religion ont été exacerbées dans le but de faire monter les tensions et de créer des conflits. L'Indonésie, un pays comptant 220 millions d'habitants et comprenant une grande variété d'ethnies et de cultures, de religions et de croyances, est donc restée fragile et vulnérable.

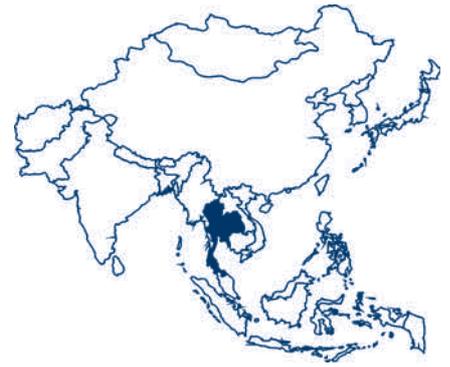
Le tsunami du 26 décembre a choqué et attristé le monde entier. Au moins 4 pays de cette région ont été affectés par le tsunami: l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Birmanie. L'Indonésie a de loin été le pays le plus touché par cette catastrophe. En Indonésie et en Thaïlande, le tsunami a touché des bénéficiaires du JRS, comme par exemple des personnes victimes de déplacement interne à Aceh et des émigrés birmans sans-papiers dans le sud de la Thaïlande. La réponse immédiate à Aceh a été de déployer du personnel (ancien et actuel) du JRS à Banda Aceh. En Thaïlande, les projets du JRS à Ranong n'ont pas été trop affectés par le tsunami. Le raz-de-marée a principalement touché les zones du sud. À la fin de l'année 2004, il n'y avait aucun rapport fiable concernant la Birmanie.

Alors que l'année 2004 se termine, l'espoir de négociations de paix en Birmanie entre la junte militaire du Premier Ministre le Général Khin Nyunt et les insurgents de l'ethnie minoritaire n'a pas porté de fruits. En octobre 2004, Général Khin Nyunt a été remplacé par le Lieutenant Général Soe Win, considéré comme responsable des attaques contre des militants et des dirigeants de l'opposition du NLD (la Ligue Nationale pour la Démocratie). Tous les préparatifs concernant les négociations de paix ont donc été réduites à néant puisque les attaques sur les minorités ethniques ont continué sous le nouveau gouvernement.

Andre Sugijopranto SJ, directeur du JRS Asie Pacifique

THAÏLANDE

Le Haut-Commissariat des Nations Unis aux réfugiés (HCR) a été contraint d'arrêter le filtrage des nouveaux demandeurs d'asile venant de Birmanie, de transférer les réfugiés birmans vivant dans des zones urbaines vers des camps le long de la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande, ainsi que de cesser de renouveler les certificats de protection aux réfugiés qui ne se conformaient pas aux nouvelles réglementations. On recense que 130.000 réfugiés reconnus ont été admis dans neuf de ces camps frontaliers. En ce qui concerne les réfugiés birmans vulnérables et vivant dans des zones urbaines, le gouvernement a accepté que le HCR les qualifie de "personnes en danger". Le reste des personnes concernées devaient quitter Bangkok et rester dans les camps de réfugiés. Beaucoup de réfugiés provenant de minorités ethniques (comme les Burman et les Mon) et vivant dans des zones urbaines n'ont pas pu accéder aux camps mis en place spécifiquement pour les ethnies Karen et Karenni. Après le tsunami, beaucoup d'émigrés ayant perdu leurs papiers d'identité ont été arrêtés, ou ont dû partir se cacher.



Directrice du JRS Thaïlande
Siriphen Limsirikul

Les projets du JRS en Thaïlande

Centres de détention de SUAN PHLU et KANCHANABURI Les conditions dans ces centres surpeuplés ne se sont pas améliorées. Le JRS a aidé une infirmière travaillant à plein temps dans le centre, ainsi qu'à un médecin, à fournir des soins médicaux aux détenus. Pour être mis en liberté, les détenus doivent payer le coût de leur retour dans leur pays d'origine. Puisque de nombreux détenus n'ont ni ressources, ni informations, le JRS a continué de contacter diverses ambassades et de payer le prix des billets d'avion des personnes détenues depuis plus de 6 mois.

Bénéficiaires: 534 détenus libérés et soins médicaux administrés à 6.370 patients

BANGKOK Le programme a aidé des demandeurs d'asile en regard de la procédure potentiellement prolongée de la Détermination du Statut de Réfugié (RSD) avec les bureaux du HCR à Bangkok. La représentation devant le HCR a été effectuée en regard des règles nuisant aux demandeurs d'asile. Les demandeurs d'asile, au cas par cas, ont été assistés d'un point de vue financier pour leur permettre de se nourrir et se loger. En 2004, 626 nouvelles personnes, ainsi que les bénéficiaires de 500 dossiers pré-existants ont reçu des aides financières.

MAE HONG SON Le JRS a travaillé dans des camps Karenni à Mae Hong Son pour fournir des services éducatifs et pastoraux. Le JRS a continué d'offrir à de jeunes Karenni un programme de formation d'enseignant et de moniteur étalé sur deux ans. Le JRS a assisté le Département de l'Éducation Karenni (KnED) à développer de nouveaux manuels scolaires adéquats. En 2004, des programmes de formation professionnelle et de garde d'enfants ont été offerts aux enseignants. En tout, 7.046 enfants et 378 enseignants Karenni, ainsi que plus de 3.000 familles ont été aidés.

FRONTIÈRE THAÏLANDE-BIRMANIE Le JRS a fourni de l'aide d'urgence à des réfugiés birmans Shan, en fournissant un service de transfert vers un hôpital et en soutenant l'éducation d'enfants Shan provenant de 3 orphelinats dans cette zone. En 2004, un programme générateur de revenu destiné à fournir des graines aux familles a été mis en place. En 2004, 75 orphelins, 650 enfants scolarisés et 1.500 familles ont reçu de telles aides.

RANONG Le JRS a fourni de l'aide aux familles birmanes qui dirigent des écoles de communauté et qui encouragent les autorités thaïlandaises à autoriser l'accès aux enfants dans les écoles publiques. Le JRS a aussi fourni des aides d'urgence ainsi que des transferts vers des hôpitaux. L'année dernière, 950 enfants scolarisés et 17 enseignants ont reçu de telles aides.

Le projet du JRS en Thaïlande pour interdire les mines anti-personnel a servi de coordinateur pour la Campagne d'Interdiction des Mines en Thaïlande, et a aussi contribué au Rapport sur le contrôle des Mines 2004. Le JRS a aussi participé à des conférences épaulées par l'ONU sur les mines, à Genève et à Nairobi.

*détention/
aspects médicaux*

*programme
urbain/advocacy*

éducation/pastorale

*santé/éducation/
assistance matérielle*

travail de proximité

ACEH ET SUMATRA



Directeur du JRS Indonésie
Edi Mulyono SJ

Avec la présence de près de 40.000 militaires indonésiens (TNI), Aceh a été soumise à la loi martiale pendant un an, jusqu'au 19 mai 2004. Pendant cette année, des milliers de personnes ont été déplacées, plus de 2.000 tuées et près de 3.000 rebelles présumés ont été capturés ou se sont rendus. Sous le prétexte de la recherche des rebelles du GAM (le mouvement indépendantiste d'Aceh), les militaires ont forcé de nombreuses personnes à s'installer dans des camps. Cependant, aucun des responsables du GAM n'a été arrêté, et la paix n'a pas été restaurée. Le 19 mai, l'état d'urgence civile a été déclaré; peu de temps après a changé et les opérations militaires ont continué. Dans le nord de Sumatra, près de 5.000 personnes demeuraient déplacées, pour la plupart des membres de l'ethnie javanaise, venant d'Aceh, qui ont reçu peu d'aide des autorités. Le 26 décembre, le tsunami frappa la province d'Aceh, tuant plus de 200.000 personnes et en déplaçant 400.000 autres. Cette catastrophe imposa de considérables changements avec l'arrivée de militaires étrangers et d'ONG.

Les projets du JRS à Aceh et à Sumatra

surveillance/ advocacy

ACEH Comme pour la plupart des ONG, l'accès du JRS aux personnes en détresse a été limité par les autorités indonésiennes. Ainsi, le JRS a été mis dans l'impossibilité de poursuivre la plupart des activités prévues à Aceh. Les comptes-rendus selon lesquels les abus humanitaires continuaient, affluaient; ils rendirent évident que le rôle du JRS dans le monitoring et la recherche d'informations était vital pour localiser les personnes les plus vulnérables et pour venir à leur aide. L'équipe a fourni une assistance financière aux familles visitant leur père/époux, en détention pour avoir effectué du travail humanitaire. Le JRS a recruté une personne chargée de distribuer activement à nos partenaires internationaux des instructions concernant la situation à Aceh. En collaboration avec une ONG locale, le JRS a produit deux vidéos concernant la situation humanitaire à Aceh et les soldats enfants ainsi que l'utilisation des enfants dans le conflit. Les informations regroupées dans l'ouest d'Aceh ont grandement profité au Programme pour les Réfugiés du JRS à Bangkok concernant les demandeurs d'asile d'Aceh.

SUMATRA Les informations regroupées par le personnel travaillant avec les personnes déplacées dans les camps de Sei Lapan, dans le nord de Sumatra, ont été utilisées pour identifier les individus qui n'avaient pas reçu leur subvention de résiliation. Ces informations ont également été utilisées dans le but de faciliter l'accès de ces personnes aux aides gouvernementales. De plus, le JRS a travaillé en proche collaboration avec plusieurs agences et ONG pour les 500 familles vivant dans le Parc National du Mont Leuser. Ils ont continué à encourager les autorités à négocier et à ne pas s'engager dans des actions de répression.

assistance générale

ACEH L'accès aux nécessités de base a été très problématique cette année. Cependant, le JRS a continué à assister les personnes déplacées les plus vulnérables, en fournissant de la nourriture pour les enfants et les femmes enceintes, ainsi qu'en les aidant à concrétiser un accès à l'éducation.

Activités:

- fourniture d'alimentation de base pour 1.000 femmes enceintes et nouveaux-nés;
- contribution dans la mise en place d'un groupe de femmes dont le but est la paix et la réconciliation.

SUMATRA Le JRS a travaillé pour assurer que les plus vulnérables des personnes victimes de déplacement interne reçoivent une assistance de remplacement adéquate et qu'elles aient un accès effectif à l'éducation, aux services sanitaires, ainsi qu'à des perspectives d'emploi.

Activités/Bénéficiaires:

- fourniture de suppléments alimentaires à 460 déplacés ainsi qu'à 140 nouveaux-nés;
- fourniture de livres, de manuels scolaires et de bourses d'études à 300 enfants scolarisés;
- assistance fournie à 26 familles déplacées qui s'installaient sur des terrains achetés;
- obtention de prêts à 43 familles, en particulier à des femmes dirigeant leur foyer, dans le but de promouvoir le lancement de petites entreprises agricoles ou de pêche

MOLUQUES – TIMOR OCCIDENTAL

Le 25 avril 2004, une nouvelle émeute éclata à Ambon. Au moins 38 personnes trouvèrent la mort et 10.000 autres furent déplacées. Ce fut la plus grave flambée de violence interreligieuse dans les **Moluques** depuis l'accord de paix signé en 2002 qui mit fin à 3 années de conflit.

La situation à Ambon est restée tendue et la séparation entre les communautés musulmanes et chrétiennes est devenue plus apparente. Plusieurs milliers de personnes sont encore déplacées. Les problèmes de propriété sont restés un obstacle majeur au retour des déplacés.

Après 5 ans, le JRS a mis fin à ses opérations dans le **Timor Occidental** le 30 novembre 2004. Suite à l'indépendance du Timor Oriental en 2003, des milliers de personnes ont fui vers le Timor Occidental et d'autres parties de l'Indonésie. En 2004, il ne restait plus que quelques milliers de personnes originaires du Timor Oriental.

À la fin de l'année 2004, il restait encore des enfants séparés de leurs parents.



Directeur du JRS Indonésie
Edi Mulyono SJ

Les projets du JRS aux Îles Moluques

AMBON, BURU, CERAM Le JRS a continué son support de plus de 100 familles déplacées, dans le cadre d'activités agricoles génératrices de profits, en leur fournissant des graines, des outils, et du bétail, ainsi que des prêts avec lesquels ils ont pu acheter des équipements supplémentaires. Les activités des participants ont été contrôlées, et des conseils de planning ont été également fournis. Le JRS a aidé 500 enfants à se fournir du matériel d'enseignement et des livres.

éducation/activités rémunératrices

AMBON, BURU, CERAM Le JRS a accompagné les victimes de traumatismes et autres maladies liées au stress, en particulier des groupes vulnérables, en leur fournissant des traitements appropriés.

Bénéficiaires:

- traitement contre les traumatismes: 1.931 enfants et femmes enceintes
- soins et médicaments: 100 enfants et leur famille

santé/pastorale

AMBON, BURU, CERAM Le JRS a cherché à soulever les problèmes rencontrés par les personnes déplacées vulnérables et les personnes rapatriées dans les médias à l'échelle nationale. L'équipe a aussi cherché, à travers la médiation, à promouvoir la réconciliation entre les personnes déplacées et les populations locales.

information/advocacy

AMBON Suite aux émeutes du 25 avril, un projet spécial destiné à fournir des secours d'urgence a été mis en place. Son objectif est de venir en aide à 4.250 rapatriés et personnes déplacées. Ce projet a fourni du matériel d'aide aux groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les familles, et les enfants. Le projet a aussi fourni de l'aide destinée à améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants.

aide d'urgence

Les projets du JRS au Timor Occidental

Le JRS a continué à travailler avec des communautés du Timor Occidental qui souhaitent s'implanter dans d'autres parties de l'Indonésie. En 2004, le JRS a contrôlé et soutenu l'implantation de 20 familles victimes de déplacement interne, qui avaient participé au programme de migration vers les îles Sumba.

réinstallation

Le JRS a cherché des solutions durables pour 200 familles et enfants. Le JRS a continué à enregistrer, suivre et vérifier les relations familiales entre les enfants et leur famille. Le JRS a participé à l'organisation de rencontres et de médiation pour assurer que toutes les décisions soient toujours prises en fonction du meilleur intérêt des enfants.

réunification des familles

AUSTRALIE



Directeur du JRS Australie
Nguyen Van Cao SJ (jusqu'en septembre)
David Holdcroft SJ

En Australie, pendant l'année 2004, suite à la chute du nombre de demandes d'asile, le gouvernement a augmenté les quotas de réfugiés offshore de 4.000 à 6.000 personnes. Cette réduction a déclenché la fermeture du centre de détention du Port d'Hedland. Au sein du rapport de la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances (HREOC), la détention d'enfants était critiquée. La HREOC demanda au gouvernement que tous les enfants détenus dans ces centres soient relâchés avant le 10 juin. Cependant en août, la Haute Court a jugé légale la détention indéfinie d'enfants d'après la loi sur l'immigration ("Migration Act"). À la fin de 2004, plus de 60 enfants étaient encore en détention. Les personnes détentrices de visas temporaires et de protection temporaire se sont vues attribuer de nouveaux visas temporaires, ce qui a mis de nombreuses personnes dans une situation instable et stressante. En Australie, avec les 896 personnes en détention, la détention obligatoire est restée un problème, même si ces personnes ne demandaient pas l'asile.

Les projets du JRS en Australie

campagnes/ advocacy

Les organisations comme le JRS ont continué de représenter et de défendre les réfugiés et les demandeurs d'asile en Australie. En particulier, les organisations se sont concentrées sur les problèmes suivants: le nombre d'enfants détenus dans les centres de détention d'immigrés, la nature incertaine des visas de protection temporaire et l'existence de visas de rattachement (bridging visas). Le JRS en Australie a été tout particulièrement impliqué dans des groupes de support qui ont fait campagne contre les situations de détention inappropriées.

sensibilisation du public

Les questions concernant la détention d'enfants ont pris de l'importance depuis le rapport de la HREOC et la décision de la Haute Court. Cependant, la situation des réfugiés n'a pas fait la une des journaux australiens en 2004. Le JRS a continué à utiliser tous les moyens possibles pour défendre la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile.

assistance

En 2004, les demandeurs d'asile qui avaient obtenu des visas de rattachement ont pu rester en Australie mais sans pouvoir ni travailler, ni recevoir d'aide financière pour les soins et les médicaments du programme Medicare. Ces personnes n'ont reçu aucune aide en provenance du gouvernement, notamment en ce qui concerne le logement. Ce sont principalement les organisations religieuses qui leur sont venues en aide. Le JRS en Australie a accordé de l'aide aux demandeurs d'asile libérés des centres de détention, ainsi qu'à des personnes détenues au centre de détention de Villawood.

recrutement de volontaires

L'année dernière, le JRS en Australie a continué à recruter et à placer des volontaires australiens dans des projets du JRS dans la région. De l'aide leur était fournie pendant leur travail sur le terrain, et à leur retour, ces volontaires ont résumé les progrès effectués sur place.

CAMBODGE



Directrice du JRS Cambodge
Denise Coghlan RSM

Un an après les élections, le parti populaire du Cambodge a formé un nouveau gouvernement en juillet 2004. Sous la pression de donateurs étrangers, le gouvernement a autorisé le HCR en juillet 2004 de reprendre ses opérations sur le terrain dans le nord-est du pays. Ces opérations concernaient les 770 demandeurs d'asile Montagnards, qui avaient fui le Vietnam. Cependant, en contravention avec le droit international, le gouvernement a autorisé les expulsions forcées. Malgré le fait que le Cambodge soit signataire depuis 1992 de la Convention d'ONU sur les réfugiés, des déterminations avaient déjà été faites dans le passé par le HCR. En 2004, le Cambodge a tenté de mettre en œuvre sa propre procédure de détermination. Etant donné l'impunité qui règne, des groupes de défense des droits de l'homme ont averti le HCR de potentielles violations du droit des réfugiés. La législation visant à établir le Tribunal destiné à juger des responsables des Khmers Rouges accusés de crimes contre l'humanité a été acceptée par l'Assemblée Nationale, mais aucune date n'a été fixée.

Les projets du JRS au Cambodge

PHNOM PENH Le JRS a fourni de l'aide juridique aux demandeurs d'asile en les représentant lors des procédures prolongées de première instance et d'appel avec le HCR. Lors de rejets définitifs des demandes, le JRS a abordé les alternatives possibles avec les demandeurs d'asile. Quand les demandeurs d'asile étaient reconnus comme étant des réfugiés, le JRS les assistait dans la recherche d'implantation dans des pays tiers, puisque le Cambodge n'était pas dans une position permettant d'offrir des solutions durables aux réfugiés.

assistance juridique

En 2004, le JRS a aidé 32 réfugiés venant de 8 pays africains et asiatiques à s'implanter, plus particulièrement au Canada. En 2004, de l'aide juridique a été fournie à 63 demandeurs d'asile et réfugiés venant de 15 pays, en particulier le Vietnam et l'Afghanistan. Ces personnes, ainsi que celles cherchant à s'implanter dans des pays tiers, ont reçu de l'aide pendant toute la procédure de détermination. En octobre, le JRS a rencontré le HCR pour le décourager à accélérer la procédure de détermination du statut de réfugié. En conséquence, le HCR a annoncé que les personnes en quête de ce statut ne seraient plus automatiquement référées au JRS en ce qui concerne l'aide juridique.

PHNOM PENH Le programme a apporté non seulement de l'aide sociale en fournissant de la nourriture et du logement aux plus vulnérables, mais il a également créé un endroit dans lequel les demandeurs d'asile et les réfugiés sont bienvenus et sont acceptés. Ce programme avait pour but la reconstruction de la confiance et d'amitiés, pour les aider à rétablir un réseau social et un sentiment de vie en communauté. Le JRS a aidé les demandeurs d'asile et les réfugiés à trouver des logements adéquats et du travail. Le JRS a fourni des accessoires nécessaires à la construction d'un foyer, et a exercé un suivi régulier des personnes vulnérables. En 2004, 70 réfugiés urbains, pour la plupart des Afghans et des Vietnamiens, ainsi que 15 demandeurs d'asile, ont reçu une aide financière.

assistance générale

Le JRS a aussi dirigé des programmes de fourniture de nourriture, d'éducation, de soins et d'hygiène pour 704 réfugiés Montagnards dans 4 camps dirigés par le HCR. Dans 3 de ces camps, le JRS a assisté les réfugiés dans l'achat et la distribution de nourriture, ainsi que dans l'entretien de leurs camps. L'année dernière, des cours de langue, de maths, de danse, d'art, de couture, de jardinage, d'informatique, et de charpenterie ont été organisés pour 614 adultes et enfants. Le programme a aussi aidé 145 enfants réfugiés dans leur éducation primaire et secondaire, et fourni des terrains et du matériel pour des activités religieuses, sportives et musicales.

Le JRS a permis l'accès aux soins à des réfugiés et des demandeurs d'asile, notamment en fournissant des moyens de transport et des traducteurs. Le JRS a aussi organisé des rencontres avec des médecins, a acheté des médicaments, et a transporté des personnes à l'hôpital dans les cas d'urgence. Certains réfugiés avaient survécu à la torture et à de nombreux traumatismes. Plusieurs d'entre eux nécessitaient des traitements psychiatriques, mais les installations adéquates n'étaient pas disponibles au Cambodge, tout comme les installations nécessaires aux hospitalisations. Le JRS a aussi apporté du soutien en organisant des visites de travailleurs sociaux pour 14 femmes réfugiées enceintes.



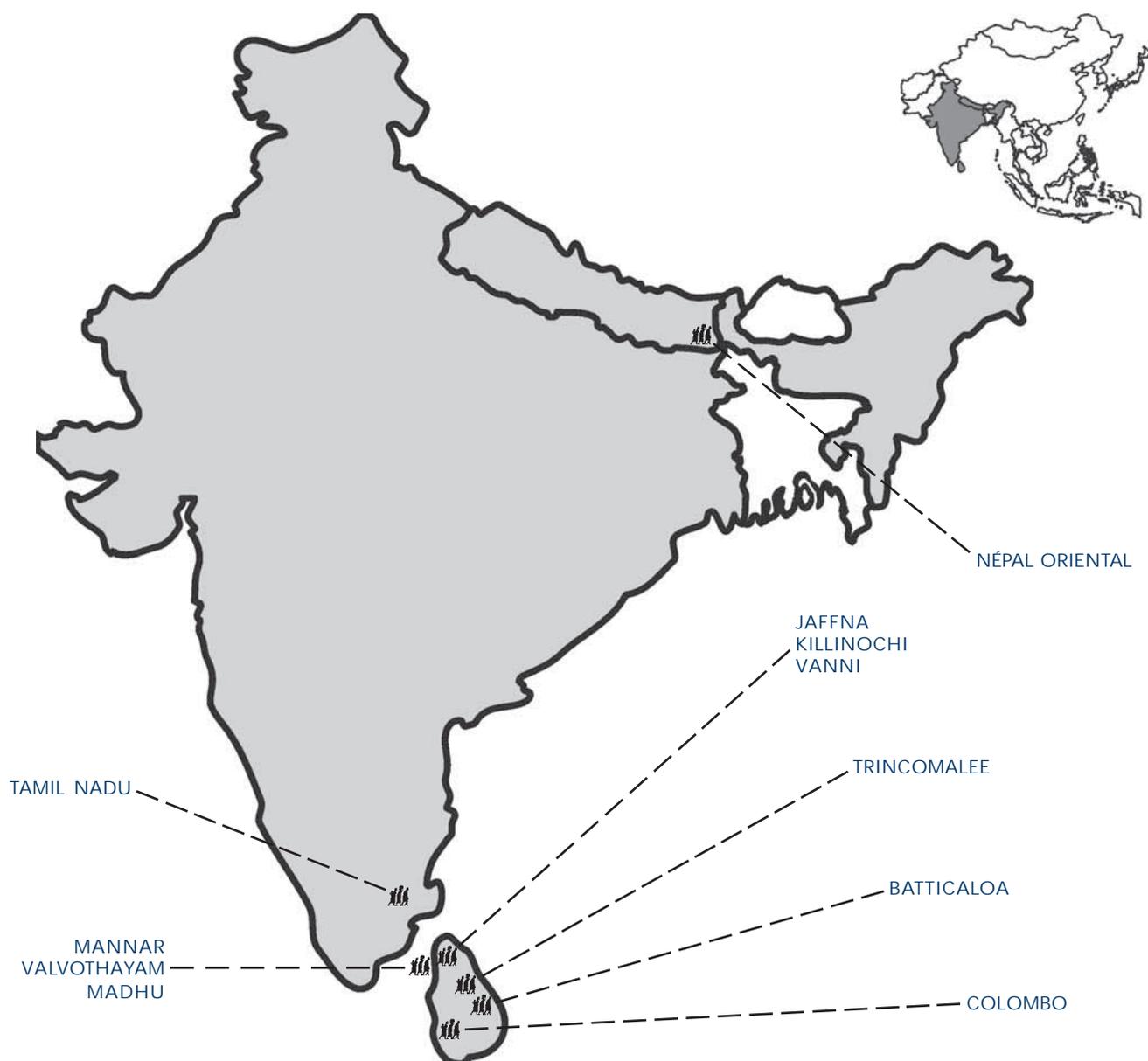
Une femme déplacée à Ambon, Îles Moluques, Indonésie

Des victimes des mines, Banteay Prieb, Cambodge



Thaïlande

ASIE DU SUD



Distribution de nourriture au lendemain du tsunami, Sri Lanka



JRS Sri Lanka

L'année a commencé sur une note d'optimisme, avec l'élection de nouveaux gouvernements assurant qu'ils regarderaient la situation d'un angle nouveau, et qu'ils trouveraient des solutions pour les crises prolongées qui touchent les réfugiés et les personnes victimes de déplacement interne dans la région du Sud de l'Asie. Le gouvernement d'Ahmed Karzai en Afghanistan a été élu, renforçant les espoirs de paix, de reconstruction, et du retour des réfugiés afghans. En Inde, l'élection de l'Alliance du Peuple Uni menée par le parti du Congrès a ravivé l'espoir de changements dans la politique extérieure de l'Inde. Cette alliance a initié des pourparlers de paix avec les groupes indépendantistes modérés au Cachemire et à Nagas.

L'amélioration des relations indo-pakistantaises a permis un nouveau début. Le cessez-le-feu en résultant entre les deux pays et la coopération renouvelée a entraîné une baisse substantielle des infiltrations de Pakistanais soutenus par les militants cachemiris à travers la frontière indienne. Une nouvelle pipeline venant d'Iran et traversant le Pakistan doit être commandée, montrant le renouveau de partenariats économiques se développant dans la région. Avec la SAFTA (zone de libre-échange d'Asie du Sud) qui va bientôt se mettre en place concrètement, l'espoir que la stabilité économique entraînera la stabilité politique est bien présent.

Cependant, au Sri Lanka, avec l'aide du parti de gauche JVP, l'Alliance du Peuple est arrivée au pouvoir; les deux partis sont opposés au processus de paix initié par le gouvernement UNP et les Tigres Tamul (LTTE) ont aussi envoyé des signaux selon lesquels il semble être difficile de maintenir le cessez-le-feu de trois ans sans un réel intérêt politique.

Au Népal, le gouvernement instauré par le monarque pour conduire de nouvelles élections et recommencer les pourparlers avec les militants rebelles Maoïstes n'a pas réussi à satisfaire les vœux du peuple et du monarque. Hélas, aucune stratégie n'a été mise en place pour résoudre la crise des réfugiés boutanais et leur exil vers le Népal continue. Le roi du Boutan a permis à l'armée indienne d'entrer au Boutan pour y expulser les militants séparatistes Bodo combattant pour leur patrie dans l'État indien de l'Assam. Ainsi le gouvernement indien n'était pas dans une position de mettre le gouvernement boutanais sous pression pour résoudre le problème. En conséquence, le Gouvernement Royal du Boutan a continué à bloquer le retour des réfugiés.

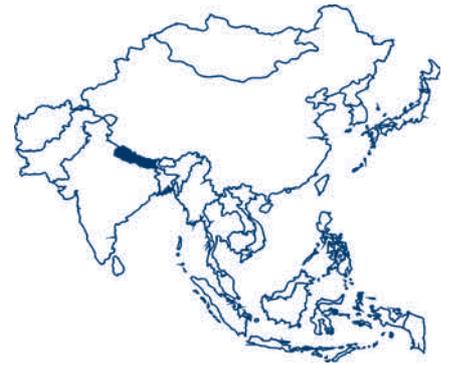
L'année s'est terminée sur une note de tristesse lors du tsunami qui a touché les côtes de l'Inde et du Sri Lanka. Près de 40.000 personnes au Sri Lanka et 10.000 au Tamil Nadu (Inde) ont trouvé la mort, et plus de 503.000 et 691.000 personnes ont été déplacées respectivement au Sri Lanka et au Tamil Nadu. Plusieurs milliers de personnes ont aussi perdu leur propriété et leur proches. En symbole de solidarité, l'Inde a immédiatement fourni une aide de plus de 100 millions de dollars à son modeste voisin. L'Inde a refusé toute aide extérieure puisqu'elle avait assez de ressources pour reconstruire ses côtes du sud-est, signe du statut croissant de superpuissance régionale de ce pays.

PS Amalraj SJ, directeur du JRS Asie du Sud

NÉPAL

En 2004, la guerre civile brutale qui dure depuis 8 ans entre les rebelles communistes maoïstes et les forces de sécurité du gouvernement, a continué. Peu de progrès ont été faits dans la recherche d'une solution durable concernant le problème des réfugiés boutanais.

Le manque d'unité entre les partis politiques, ainsi qu'au sein du parti au pouvoir, a affaibli le processus démocratique et renforcé la cause des insurgés Maoïstes. La montée de la violence et la baisse de la stabilité économique à travers le pays ont causé une crise politique qui a détourné l'attention qui aurait dû être portée aux problèmes urgents concernant les réfugiés. Près de 40% des 23 millions d'habitants du Népal vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les capacités déjà limitées du gouvernement à fournir les besoins de base ont été sévèrement restreints par le manque d'accès aux zones contrôlées par les Maoïstes. Le refus du gouvernement boutanais de reprendre les pourparlers bilatéraux arrêtés a fait de l'année 2004 une année sombre pour plus de 100.000 réfugiés qui vivent au Népal depuis 15 ans.



Directeur du JRS Népal
Varkey Perekatt SJ

Les projets du JRS au Népal

Le JRS continue à assister Caritas Népal, le partenaire du HCR, dans la direction et l'administration de 53 écoles dont bénéficient 37.641 élèves de niveau primaire et secondaire dans 7 camps de l'Est du Népal. Le programme, connu sous le nom du Programme pour l'Education des Réfugiés Boutanais (BREP), fonctionne grâce 1.019 enseignants réfugiés et 138 personnels de support. Le BREP fournit des formations et du support aux enseignants, ainsi que de l'enseignement de qualité aux élèves réfugiés. 87% des 2.907 élèves de la dernière classe élémentaire ont réussi l'examen du conseil de district et 83% des élèves en dernière année du lycée ont réussi le Diplôme de Fin d'Etudes.

Autres réalisations/Bénéficiaires:

- 678 enfants avec des besoins spéciaux (par exemple des enfants mal-entendants) ont été intégrés dans les écoles, grâce au support de 11 enseignants spécialisés
- 3.317 élèves des 11e et 12e années ont bénéficié de bourses
- 440 élèves ont bénéficié de services de counseling
- 718 personnels d'écoles, dont les enseignants, les administrateurs, etc., ont bénéficié de programmes de formation, comme la gestion et l'administration de services d'éducation, de santé holistique, et des compétences de counseling
- les enseignants ont reçu des conseils concernant leur carrière, ainsi qu'une formation d'éducation sexuelle
- 21 instructeurs ont formé 331 élèves dans leur choix de 9 différents métiers (charpenterie, mécanique, plomberie, etc.). Les formations duraient de 6 à 9 mois.

Le but principal de ce programme est d'intégrer les 3.364 personnes souffrant de handicaps dans la vie en communauté du camp. 31 membres du personnel offrent une variété de programme d'intégration. Cette année, certains programmes comprenaient des cours de langage des sourds pour 314 personnes malentendantes, des corrections chirurgicales pour 65 enfants nés avec des malformations et des formations professionnelles pour 35 personnes handicapées.

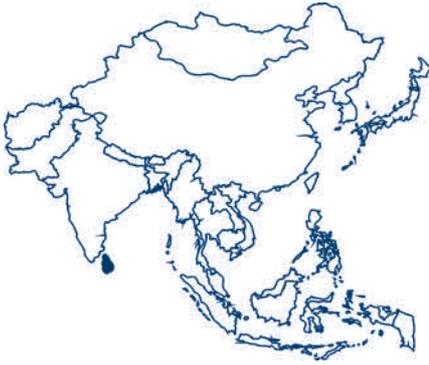
L'équipe du JRS Népal a continué sa collaboration avec la coalition internationale d'ONG, facilitant le flot d'information et renforçant le travail de la coalition à des niveaux national et international. Outre un support lors de la rédaction de documents d'information pour la Commission Européenne et les donateurs, ainsi que la rédaction de lettres d'appel au Roi de Boutan, le JRS a aussi soutenu les groupes de réfugiés locaux dans leurs efforts d'advocacy. Le JRS a aussi financé des ONG locales pour l'envoi de 9 personnes pour participer au Forum Social Mondial en 2004 à Mumbai.

éducation

*programme pour
personnes
handicapées*

advocacy

SRI LANKA



Directeur du JRS Sri Lanka
Vinny Joseph SJ

En avril 2004, des combats courts mais violents ont éclaté entre des factions rivales des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Ce furent les premières hostilités dans le pays depuis un cessez-le-feu entre le LTTE et les forces gouvernementales. Après 20 ans de guerre civile et 3 ans de pourparlers de paix bloqués entre le gouvernement du Sri Lanka et les rebelles LTTE, plus de 350.000 Sri Lankais demeurent déplacés. Alors que les personnes rapatriées sont demeurées vulnérables, 60.000 autres personnes victimes de déplacement interne voulant retourner chez elles ont retrouvé leurs terres occupées par les forces armées du gouvernement. Le tsunami dévastateur en décembre a détruit une grande partie de la côte est du Sri Lanka, tuant plus de 30.000 personnes et en déplaçant plus de 500.000. Les tensions politiques remontent depuis le tsunami, mais on peut espérer que l'attention internationale renouvelée depuis le tsunami permettra de régler le problème des déplacés politiques à long terme.

Les projets du JRS au Sri Lanka

éducation

En 2004, le JRS a continué de combler les besoins éducatifs, ainsi que d'autres besoins comme les besoins nutritifs quotidiens, des enfants victimes de déplacement interne au Sri Lanka.

Réalisations/Bénéficiaires:

- soutien de 98 enseignants dans 60 maternelles dont bénéficient 1.798 enfants; nomination de 67 enseignants dans 37 écoles où sont inscrits 3.929 écoliers
- mise en place de 174 centres de cours du soir avec 360 enseignants pour 14.603 étudiants
- 177 élèves de primaire, secondaire et lycée ont aussi reçu des bourses et 450 élèves quittant leur école ont bénéficié de 8 formations d'enseignement
- le JRS a soutenu 6 professionnels fournissant des conseils à 833 élèves dans 2 centres
- soutien et distribution de 4.000 copies du magazine mensuel d'étudiants: *Manavar Vidiyal*

formation professionnelle

Les personnes quittant l'école prématurément, et en particulier les filles, se voient offrir l'opportunité d'apprendre un métier. Cinq centres d'apprentissage de compétences ont été mis en place, formant 140 filles sous la supervision de 5 personnes. Neuf centres de couture et de broderie ont été ouverts pour 210 apprentis. De même, en collaboration avec le ministère de l'enseignement technique, 40 étudiants ont bénéficié de formations de charpenterie et de mécanique d'une durée de 10 mois.

services sociaux

Le JRS a fourni un support financier et matériel pour combler les besoins de base des personnes déplacées vulnérables et des personnes voulant retourner chez elles. Quelque 257 familles de réfugiés rapatriés ont reçu du matériel pour construire des abris temporaires et 1.522 familles revenant de camps indiens ont été soutenues et ont reçu des aides financières pour combler leurs besoins initiaux.

activités rémunératrices

En 2004, plusieurs plans modestes destinés à générer des revenus, comme les unités de développement, ont été établis pour assister certains secteurs de la communauté. Chaque unité de développement offre un plan d'épargne et de crédit pour la communauté.

Réalisations/Bénéficiaires:

- 1.283 familles ont bénéficié, au sein de leur village, d'unités de développement pour qu'elles s'engagent dans des activités d'agriculture
- 7 unités pour le développement des pêches ont offert de l'assistance à 250 familles pour acheter des filets et des bateaux
- 175 familles ont pu bénéficier de petits emprunts, grâce à 8 unités de développement pour les veuves, pour commencer des activités génératrices de revenus comme les activités avicoles et laitières
- 4 unités de développement ont permis à 152 familles comprenant des handicapés de bénéficier d'emprunts pour commencer ou continuer des activités génératrices de revenus.

INDE

Le nouveau parti du Congrès a remplacé le parti nationaliste Hindou (le BJP) à la tête du gouvernement après des élections en mai 2004: des étapes importantes ont été franchies pour le respect des droits de l'homme, notamment par rapport au "Terrorism Act", à la base de nombreux abus. Cependant, pour les réfugiés du Sri Lanka se trouvant dans le Tamil Nadu en Inde, l'espoir de retourner chez eux n'est resté qu'un rêve lointain. Des pourparlers de paix précaires, des politiques de rapatriement en permanence renouvelées, et les lois de citoyenneté en Inde et au Sri Lanka, ont fait que plus de 57.000 personnes dans 103 camps, et 20.000 autres vivant en dehors de camps, sont toujours incertaines quant à leur futur. L'amenuisement du soutien pour leur combat a renforcé leur hâte de retourner chez eux, mais des nouvelles venant de personnes ayant fait le voyage vers le Sri Lanka parlent de difficultés et de pauvreté, des risques causés par les mines, ainsi qu'une tension ethnique toujours présente. Après presque 23 ans, il est difficile pour ces réfugiés de savoir s'il est préférable de rester ou de partir.



Directeur du JRS Inde
S. Singarayar SJ

Les projets du JRS en Inde

Tous les élèves des 103 camps ont un droit d'accès aux écoles gouvernementales. En 2004, le JRS a continué de soutenir les besoins éducatifs continus des réfugiés Sri Lankais dans les écoles indiennes.

Réalisations/Bénéficiaires:

- mise en place de programmes de tutorat dans 98 centres pour plus de 8.330 élèves avec 238 enseignants
- financement de 11 enseignants de 5 écoles gouvernementales pour combler un manque de personnel dans les écoles dans lesquelles les réfugiés sont scolarisés
- financement de 5 ateliers de 5 jours et 4 ateliers d'une journée, ainsi que d'un camp d'études d'été pour 1.015 élèves du secondaire et 345 étudiants d'université respectivement
- des bourses ont été attribuées à 568 étudiants du primaire, secondaire et d'université couvrant les frais de scolarité ainsi que les loyers
- financement de frais de scolarité pour des formations spéciales concernant 654 élèves
- 9 ateliers de formation d'enseignants ont été effectués pour 212 enseignants, prêts à travailler dans les 98 centres d'enseignement
- dans 98 camps, 3.675 élèves ont participé à 22 cours spéciaux consacrés à l'écriture et au langage parlé
- soutien du magazine mensuel étudiant d'écriture créative, *Manavar Vidiyal*, distribué à plus de 2.000 lecteurs

Au Sri Lanka, les personnes quittant l'école prématurément, et surtout les filles, se voient offrir la possibilité d'apprendre un métier leur donnant indépendance, confiance en soi et leur permettant de jouer un rôle dans la société. Deux centres d'apprentissage de compétences du JRS offrent à 119 filles des formations de travaux manuels, ainsi qu'un nombre d'ateliers de santé ou des droits de la femme, ou encore de formation au leadership. Trois centres de couture et de broderie ont aussi formé 85 femmes. De même, en collaboration avec quatre collèges techniques, le JRS a permis à 11 étudiants de recevoir des formations d'infirmières, de charpenterie, de mécanique et d'informatique.

En 2004, le JRS a continué de renforcer et mettre en place les capacités des structures sociales des camps à travers le soutien des groupes de femmes, des associations d'étudiants, ainsi que des comités de développement du camp et du district.

éducation

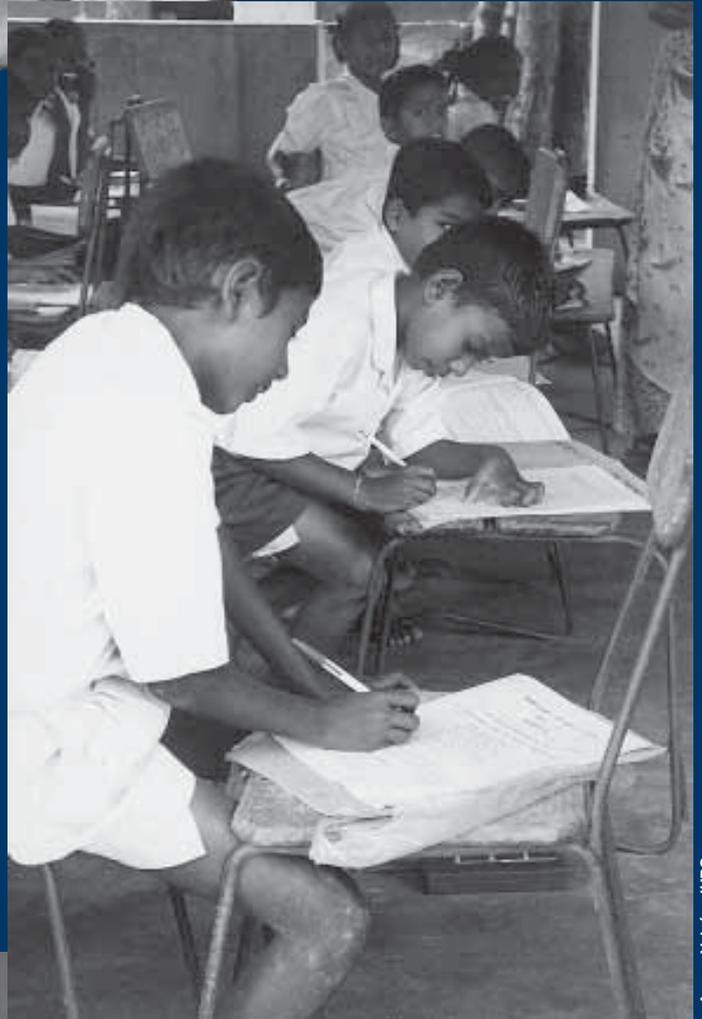
formation
professionnelle

développement
communautaire



JRS Népal

Une école soutenue par le JRS, Népal oriental



Des enfants passant des examens dans un camp de déplacés, Mannar, Sri Lanka

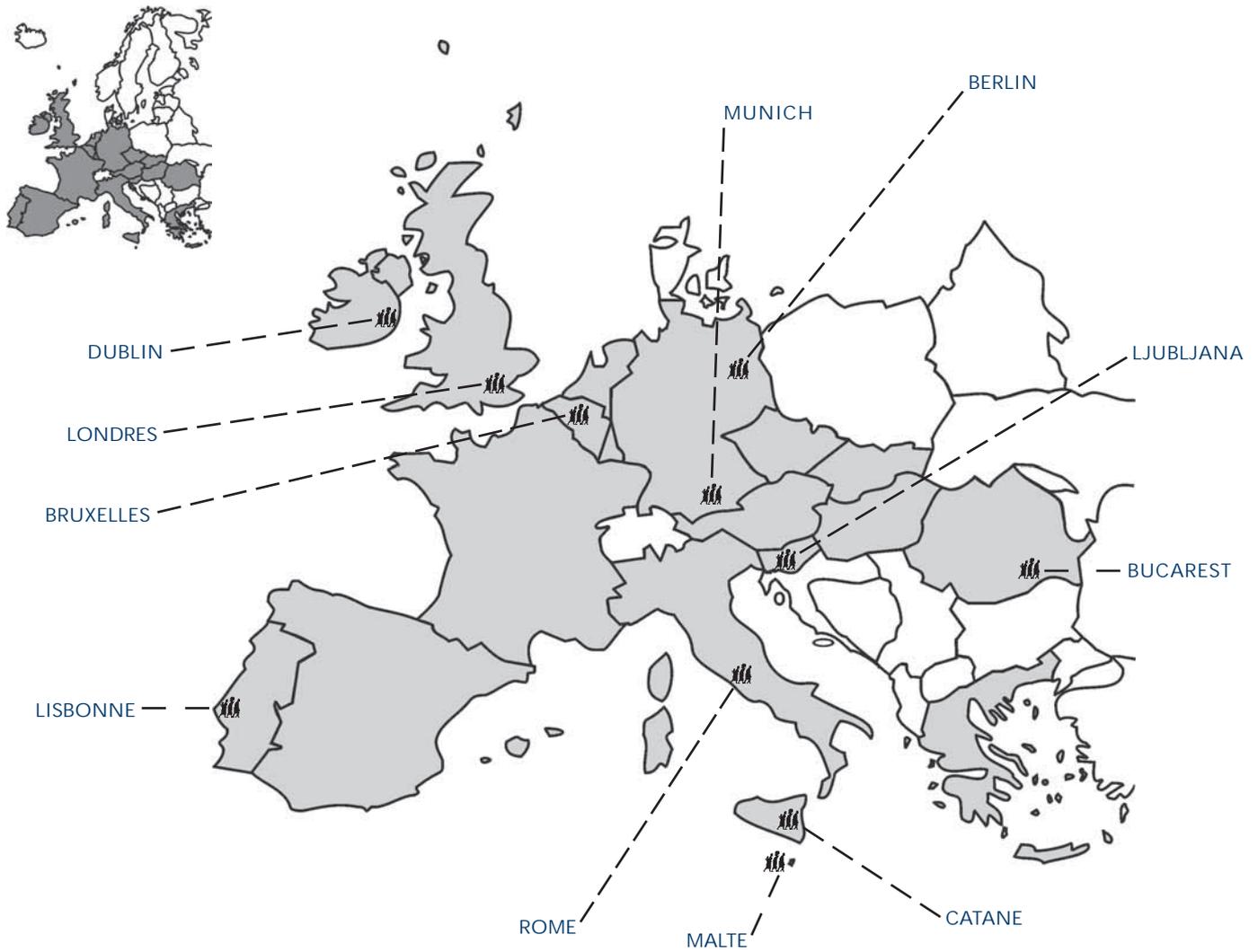
Amaya Valcárcel/JRS

Inde



Mark Raper S/JRS

EUROPE



Événements culturels destinés à favoriser la promotion des réfugiés à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, Bruxelles, Belgique



Marc Pellizzer/JRS

En Europe, l'année 2004 a été marquée par de nombreux actes de xénophobie et de racisme à l'encontre des migrants et des demandeurs d'asile. Dans le même temps, les agences liées aux églises ont mené la bataille en faveur de l'intégration, de la compréhension et de l'harmonie. L'impact politique des questions liées de près ou de loin à l'immigration et à la demande d'asile n'a fait que croître. En mai 2004, l'Union Européenne est passée de 15 à 25 membres, ce qui a considérablement alourdi le travail des institutions européennes sises à Bruxelles. En conséquence, la Commission Européenne a explicitement demandé aux ONG de l'aider à veiller à la mise en œuvre des lois et des règlements relatifs à l'immigration et à l'asile.

Cette demande a placé le JRS en bonne position stratégique car c'est l'une des rares agences humanitaires à avoir des bureaux et des contacts dans les nouveaux états de l'Union. De plus, le JRS a également des bureaux dans deux pays candidats: La Croatie et la Roumanie, et le JRS Ukraine ouvrira un bureau en 2005. Sans oublier les personnes contact dans 14 autres pays – Autriche, République Tchèque, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie, Espagne, Suède – qui contribuent au rayonnement du JRS Europe.

La différence s'atténue entre les différents groupes de "personnes en mouvement" – migrants clandestins et réfugiés. Le JRS a continué à mettre l'accent sur le travail en faveur des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais nous avons reçu un grand nombre de demandes émanant de personnes appartenant à d'autres catégories. C'est pourquoi, au cours des années qui viennent de s'écouler, le JRS Europe s'est tourné vers d'autres personnes sans papiers, mais aussi vers les migrants qui, bien que n'ayant commis aucun crime, ont été placés en détention.

Le nombre de personnes à fuir en Europe pour échapper aux conflits, aux persécutions ou à l'extrême pauvreté a diminué. Sans que cela ne provoque des attitudes d'ouverture à l'égard des migrants qui cherchent à régulariser leur permis de résidence ou à améliorer les conditions dans les centres communautaires où ils sont hébergés. Contrairement à ce qui se passe dans le nord du continent, au cours de l'été, des bateaux remplis d'immigrants sont arrivés dans les pays d'Europe du Sud en provenance d'Afrique: mais aucune solution durable n'a été trouvée pour gérer la situation.

"La gestion des migrations" est l'une des questions les plus brûlantes pour le monde d'aujourd'hui. Malheureusement, les réfugiés sont souvent les victimes de la guerre que se livrent les forces de globalisation qui poussent des personnes à quitter leurs pays d'origine et les politiques de sécurité destinées à protéger les états nations de l'après 11 septembre contre ce que d'aucuns considèrent comme une migration non contrôlée. Le JRS Europe voudrait encore une fois donner la parole aux réfugiés oubliés en protégeant leurs droits et leurs besoins.

Jan Stuyt SJ, directeur du JRS Europe

BELGIQUE – ALLEMAGNE

En **Belgique**, l'année 2003 a été marquée par des grèves de la faim menées par des demandeurs d'asile qui entendaient protester contre le caractère secret de l'instruction de leur situation, en même temps que contre la longueur inadmissible de la procédure. Un grand nombre d'entre eux se sont trouvés dans une situation de vide juridique sans pouvoir être expulsés de force. En mai 2004, la législation sur la tutelle du nombre croissant d'enfants non accompagnés demandant l'asile a été mise en pratique.

En **Allemagne**, une nouvelle loi sur l'immigration a été votée; elle entrera en vigueur en janvier 2005. La Loi met l'accent sur les questions de sécurité destinées à lutter contre le terrorisme. Mais elle classe la discrimination sur la base du sexe, y compris par des acteurs non gouvernementaux, parmi les catégories pouvant donner lieu au statut de réfugié. Elle prévoit également la mise en place par les gouvernements régionaux de Comités de décision pour les cas les plus durs.



Directeur du JRS Belgique
Christophe Renders SJ
Directeur du JRS Allemagne
Dieter Müller SJ

Les projets du JRS en Belgique

L'accompagnement des demandeurs d'asile et des migrants détenus dans des centres fermés, ainsi que la défense de leurs droits demeurent la première priorité du JRS. Ce qui signifie: écouter, soutenir moralement, apporter une aide et des conseils juridiques, prendre des contacts avec "l'extérieur" (avocats, familles, etc.). Le JRS Belgique s'est joint à d'autres ONG pour critiquer la dégradation des pratiques dans les centres de détention: certaines personnes ont été détenues pendant douze mois sans logement ni nourriture adéquats. La violence physique et psychologique a souvent été employée dans le cas d'expulsions. Le JRS a demandé plusieurs enquêtes sur des cas de violences perpétrées par la police.

Le JRS Belgique fait partie de la plateforme des ONG "Mineurs en Exil" qui travaille sur les pratiques et sur les politiques menées à l'encontre des enfants non accompagnés et sert de tuteur à trois de ces enfants. Le Forum plaide en faveur de la régularisation des demandeurs d'asile qui sont restés trop longtemps sans réponse à leur demande. Au cours de la Journée Mondiale des Réfugiés de 2004, le JRS a rejoint d'autres ONG pour l'organisation d'un festival destiné à mettre en lumière la richesse culturelle et le courage des réfugiés.

réseaux/advocacy

Les projets du JRS en Allemagne

En juin 2004 a été fondé le Forum Catholique "Vivre dans l'illégalité". Son but: "Développer des concepts efficaces pour lutter contre l'illégalité". Le JRS a fourni une aide directe à un certain nombre de détenus et coopéré de très près dans une quarantaine d'autres cas. Le Forum a fait du lobbying contre l'expulsion d'enfants détenus et a eu une première rencontre avec le Ministère de l'Intérieur afin d'organiser un service juridique gratuit pour les détenus à Eisenhüttenstadt. En septembre, une conférence nationale sur la détention s'est tenue à la Faculté de Philosophie Jésuite à Munich.

Le JRS a mis sur pied un réseau d'organisations liées aux migrants qui ne bénéficient d'aucune aide sociale ou qui vivent tout simplement dans la rue. En 2004, le JRS a pris contact avec les médias pour sensibiliser l'opinion et faire du lobbying sur les questions concernant les migrants clandestins.

*advocacy/
assistance juridique*



Directeur du JRS Irlande
Frank Sammon SJ
Directeur du JRS Malte
Pierre Grech SJ

IRLANDE – MALTE

En **Irlande**, suite à une décision de la Cour Suprême qui, au début de 2003, avait retiré le droit automatique de résidence aux parents étrangers d'enfants irlandais, un référendum organisé par le gouvernement en 2004 avait retiré le droit automatique à la citoyenneté irlandaise pour toute personne née en Irlande. À la suite de quoi, le nombre de demandes d'asile avait chuté de 1.000 par mois en 2003 à 355 par mois en 2004. Quelque 17.000 immigrants en possession de demandes de résidence antérieures au jugement de 2003, continuaient à vivre dans le flou juridique.

Entre avril et octobre, quelque 1.400 migrants clandestins en provenance de Libye sont arrivés à **Malte**. Le gouvernement a continué à mettre en détention tous les demandeurs d'asile qui arrivaient dans les centres surpeuplés où les services de base n'étaient pas assurés. Rien n'a été fait pour faciliter l'intégration des personnes relâchées.

Les projets du JRS en Irlande

*sensibilisation/
réseaux*

Le personnel du JRS qui travaille pour le Projet des Liens Communautaires, commencé en 2002 pour la promotion de l'intégration des réfugiés, ont participé à plusieurs rencontres organisées par l'Agence pour la Réception et l'Intégration – une émanation du Ministère de la Justice, de l'Égalité et de la Réforme de la Loi. Ces rencontres ont permis de mener une réflexion sur la meilleure manière de promouvoir l'égalité dans le contexte propre à l'Irlande. Le JRS a renforcé ses liens avec un certain nombre d'ONG travaillant au service des réfugiés: le Conseil Irlandais des Réfugiés, "Intégrer l'Irlande", le Réseau Asile des Églises. Les articles publiés dans la Lettre mensuelle de la Province Jésuite d'Irlande, "Update", et une série d'articles publiés dans le "Messenger" (100.000 exemplaires) a également permis de sensibiliser l'opinion publique aux questions auxquelles sont confrontés les réfugiés et les demandeurs d'asile à leur arrivée en Irlande.

Les projets du JRS à Malte

*assistance
juridique et sociale*

Le JRS Malte a poursuivi son action en faveur des demandeurs d'asile mis en détention, leur offrant assistance juridique et un soutien moral et en mettant sur pied un service social à leur intention.

advocacy

Le JRS a également continué à faire du lobbying en faveur d'un changement de politique gouvernementale en matière de détention systématique et de détention à long terme des demandeurs d'asile, et a préparé plusieurs rapports destinés à diverses autorités nationales et à des institutions internationales. Le JRS a également commencé à remettre en cause la légalité de la détention individuelle, en menant plusieurs affaires devant les tribunaux locaux.

*formation/
sensibilisation*

De plus, le JRS a organisé un certain nombre de formations formelles et informelles à destination des étudiants en droit, des membres des professions juridiques, et d'autres bénévoles du JRS. En novembre 2004, le JRS a démarré des activités de sensibilisation de l'opinion publique destinées à combattre la discrimination basée sur la race et le handicap. Dans le cadre de ce programme, le JRS organise des activités dans des écoles secondaires, un séminaire sur la mise en œuvre des directives européennes sur la race et un parlement des "immigrants".

PORTUGAL – ROUMANIE

Au **Portugal**, l'augmentation du nombre d'immigrants a retenu l'attention des médias en 2004. En mars, a été voté un décret qui régule la Loi sur l'Immigration de 2003 qui restreignait fortement l'immigration. À ce jour, seules trois personnes ont reçu un visa de travail. Ce décret a également fourni l'occasion d'un formidable processus d'enregistrement des clandestins vivant au Portugal; cet enregistrement a eu lieu entre mai et juin 2004. Sur les quelque 53.000 migrants enregistrés, seuls 8.000 ont passé tous les tests.

En **Roumanie**, il y a eu de nombreux changements législatifs – l'allocation alimentaire pour les demandeurs d'asile est passée de 16 à 24 € par mois, la capacité et la qualité des conditions de vie dans les centres de réception se sont améliorées, et en mai 2004, une nouvelle loi a été votée qui, officiellement, garantit aux personnes ayant un statut de Protection Humanitaire, les mêmes droits que les citoyens roumains, dans divers domaines: sociaux, économiques, éducation et santé.



Directrice du JRS Portugal
Rosário Farmhouse
Directeur du JRS Roumanie
Luc Duquenne SJ

Les projets du JRS au Portugal

Le JRS Portugal a géré plusieurs programmes en faveur de l'intégration des migrants et des réfugiés vivant au Portugal. Plus de 160 immigrants ont participé aux cours de langue portugaise pour les étrangers. Le bureau d'aide sociale a aidé des migrants sans logement, soutenu des rapatriements volontaires, assuré la traduction lors de procès, visité les migrants emprisonnés ou hospitalisés, aidé à trouver les migrants portés manquant, identifié et renvoyé aux autorités compétentes les enfants non accompagnés en danger. Au total, le JRS a soutenu 178 personnes. Le programme d'aide alimentaire, en lien avec l'association "Banco Alimentar contra a Fome" a continué à soutenir les migrants en situation de vulnérabilité à trouver un logement, tout en leur offrant un soutien médical et psychologique. Dans le département de recherche d'emploi, des bénévoles se sont faits les intermédiaires entre les employeurs et les migrants en recherche d'emploi. Ils ont mené quelque 3.300 interviews. Deux avocats ont fourni une aide juridique à quelque 500 migrants. Le JRS a continué à soutenir les migrants titulaires de diplômes de médecine pour qu'ils obtiennent la reconnaissance de leurs qualifications universitaires et professionnelles. À la fin de l'année 2004, 73 d'entre eux pratiquaient officiellement la médecine. Un programme similaire a été lancé en septembre 2004 pour les infirmières.

assistance générale

Les projets du JRS en Roumanie

Le JRS a démarré en 2003. Depuis cette date, le JRS continue à offrir un soutien psychologique aux migrants détenus. Le Projet de Logement Social, qui a démarré en 2002, a ouvert un dortoir pour des hommes célibataires et deux appartements pour des femmes et des familles. C'est la seule possibilité de logement proposée aux demandeurs d'asile déboutés, ceux que l'on considère comme "des personnes tolérées", et pour les rapatriés roumains. Les autres finissent dans la rue. Les cours de langue et d'informatique continuent.

Dans le cadre d'un programme pour les femmes réfugiées, le JRS propose des cours de formation professionnelle et des opportunités de développement et d'emploi. Dans le cadre du Programme d'Éducation, le JRS propose des activités culturelles au Centre Pedro Arrupe et dans les autres centres d'accueil, ainsi que des visites dans les musées et des excursions dans des sites historiques situés à l'extérieur de Bucarest. De plus, le JRS a soutenu un certain nombre de demandes de bourses universitaires.

*intégration/
formation*



Directeur du JRS Slovénie
Marijan Šef SJ
Directrice du JRS Royaume-Uni
Louise Zanré

SLOVÉNIE – ROYAUME-UNI

En **Slovénie**, la peur engendrée par les guerres yougoslaves a continué à générer l'intolérance. Dans le passé, la Slovénie a été un pays de transit pour les réfugiés et les demandeurs d'asile; mais les choses sont en train de changer. En 2004, la Slovénie a intégré l'Union Européenne et de ce fait elle doit appliquer l'ensemble des lois relatives à l'asile qui ne cesse d'augmenter.

Au **Royaume-Uni** la vie des demandeurs d'asile est encore plus difficile. La loi de 2004 sur l'Asile et l'Immigration a créé de nouveaux types d'infraction liés au fait de ne pas avoir de papiers et au refus de coopérer durant le processus d'expulsion. Elle donne pouvoir au Secrétaire d'État de déclarer illicites des demandes d'asile présentées par certain types de personnes. Des changements ont aussi eu lieu en matière de politique: la fin des soins médicaux gratuits pour les demandeurs d'asile déboutés, et des restrictions en matière de fonds publics destinés à financer l'aide juridique pour certaines demandes d'asile.

Les projets du JRS en Slovénie

intégration/ formation

En 2004, 13 bénévoles ont terminé un programme de formation et 16 autres ont démarré. Quatre séminaires ont été organisés à l'intention des bénévoles, juste avant qu'ils ne commencent leur travail auprès des demandeurs d'asile dans le centre d'accueil de Ljubljana et dans le Centre pour Etrangers de Postojna. Les résidents du centre d'accueil bénéficient d'un certain nombre d'activités: cours d'informatique, vacances pour les familles, ateliers pour les femmes, aide à l'éducation, échanges de cadeaux, groupes de partage, un concert et une pièce de théâtre pour Noël.

Les bénévoles du JRS Slovénie ont visité le Centre pour les Etrangers deux fois par semaine et organisé un "Concert de la vie" qui a consisté en un court programme culturel et un pique nique pour 25 détenus et pour le personnel, ainsi qu'un concert de Noël et un échange de cadeaux. Dix réfugiés bosniaques ont participé au camp d'été de 11 jours et au pèlerinage.

sensibilisation

Les activités de sensibilisation ont inclus un Concours National d'Affiches sur le thème de l'intégration des réfugiés bosniaques en Slovénie, et une émission de radio régulière autour des questions relatives aux réfugiés et aux migrants. De plus, trois séminaires ont été organisés pour le personnel du Centre pour les Etrangers à Postojna (Police, Travailleurs médicaux et sociaux).

Les projets du JRS au Royaume-Uni

détention

En 2004, le JRS a poursuivi ses programmes destinés aux demandeurs d'asile mis en détention. À la fin de l'année, il y avait un travailleur laïc, un assistant aumônier bénévole et une petite équipe de visiteurs de prison bénévoles qui visitaient régulièrement les détenus dans les centres de Colnbrook et de Harmondsworth.

accompagnement

Un certain nombre de demandeurs d'asile déboutés de façon définitive, se sont rendus dans le bureau de Londres. Le JRS continue à leur offrir soutien et amitié, un endroit sûr et chaleureux pour se retrouver, et des cartes de bus afin qu'ils puissent se rendre dans les centres de jour et dans les centres d'immigration.

sensibilisation/ advocacy

Le JRS Royaume-Uni a donné des conférences et animé des ateliers pour des groupes d'église et des groupes laïques afin de sensibiliser l'opinion sur la manière dont sont traités les réfugiés et les demandeurs d'asile au Royaume-Uni. Le JRS Royaume-Uni a également introduit des demandes de changements dans la législation auprès du gouvernement.

ITALIE



Comparé à d'autres États de l'Europe, l'Italie a continué à ne reconnaître qu'un petit nombre de réfugiés. En décembre 2004, ils étaient 23.000, originaires de 40 pays, principalement la Corne de l'Afrique, les Balkans et le Proche Orient. Quelque 13.000 d'entre eux ont été reconnus comme réfugiés selon la définition de la Convention de Genève, et plus de 10.000 ont reçu "une protection humanitaire" temporaire. En l'absence de politique nationale en la matière, l'assistance portée aux réfugiés varie grandement en fonction des régions et des municipalités. La loi "Bossi-Fini" sur l'immigration a pris effet en décembre 2004 et devrait affecter les procédures de reconnaissance des réfugiés dans la mesure où elle ne protège pas les droits des demandeurs d'asile. Les tentatives institutionnelles de décourager les migrants d'entrer en Italie ont abouti à des procédures discrétionnaires incertaines. Les débats publics se sont le plus souvent focalisés sur le nombre d'expulsions, de rapatriement, ainsi que la lutte contre l'immigration "clandestine".

Directeur du JRS Italie
Francesco De Luccia SJ (jusqu'en août)
Giovanni La Manna SJ

Les projets du JRS en Italie

ROME Quelque 300 personnes ont reçu des repas et la possibilité de prendre une douche, six jours par semaine. Quelque 180 demandeurs d'asile et réfugiés ont été hébergés dans trois centres d'accueil (un pour les hommes, un pour les femmes et les enfants non accompagnés, et un pour les familles).

*assistance
d'urgence*

ROME Une centaine de réfugiés et d'immigrants ayant le droit de travailler en Italie ont participé à une rencontre d'orientation professionnelle. Elle leur a permis de se documenter sur l'administration (régionale, provinciale et municipale), et sur le marché du travail en Italie. Elle leur a également permis de récolter des informations sur les formations professionnelles disponibles dans la région du Lazio (Rome). À la fin de l'année 2004, plus de 130 étudiants ont participé à des cours de langue italienne proposés par le JRS Italie.

intégration

CATANÈ, ROME Un centre de soutien et d'orientation légale a assuré des conseils juridiques et sociaux à quelque 2.000 personnes.

*assistance
juridique et sociale*

Le projet *Finestre – Storie di Refugiati* (Fenêtres – Histoires des Réfugiés) destiné à sensibiliser les élèves des écoles au droit d'asile et aux défis auxquels sont confrontés les demandeurs d'asile et les réfugiés en Italie, a été étendu à une vingtaine de villes. Au cours de l'année 2004, un projet de dialogue inter religieux a vu le jour et a été utilisé comme guide sur les principales religions.

*information/
sensibilisation*

En partenariat avec le Ministère de la Culture, le JRS a démarré le projet *La Lettura non va in esilio* (La Lecture ne va pas en exil) qui a permis aux réfugiés et aux autres immigrants de partager leurs expériences personnelles et de discuter des défis auxquels sont confrontées les personnes exilées avec les élèves d'une cinquantaine d'écoles de Milan, Padoue, Naples, Rome, Brindisi et Palerme. Grâce à cette initiative, les étudiants ont pu approfondir leur compréhension des droits humains et des questions relatives à l'asile et aux migrations. Les étudiants ont rencontré d'autres étudiants, des réfugiés ainsi que des écrivains, et ils publieront un rapport destiné au public à la fin du projet.

En collaboration avec un certain nombre d'ONG et les municipalités de Berlin, Rome et Londres, le JRS a produit un rapport intitulé: Europe, terre d'asile. Il traite de l'accueil et de l'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les trois villes nommées ci-dessus. C'est la première fois que de telles informations sont publiées sur Rome. Autre point: la création d'un Observatoire sur l'accueil et l'intégration des demandeurs d'asile.

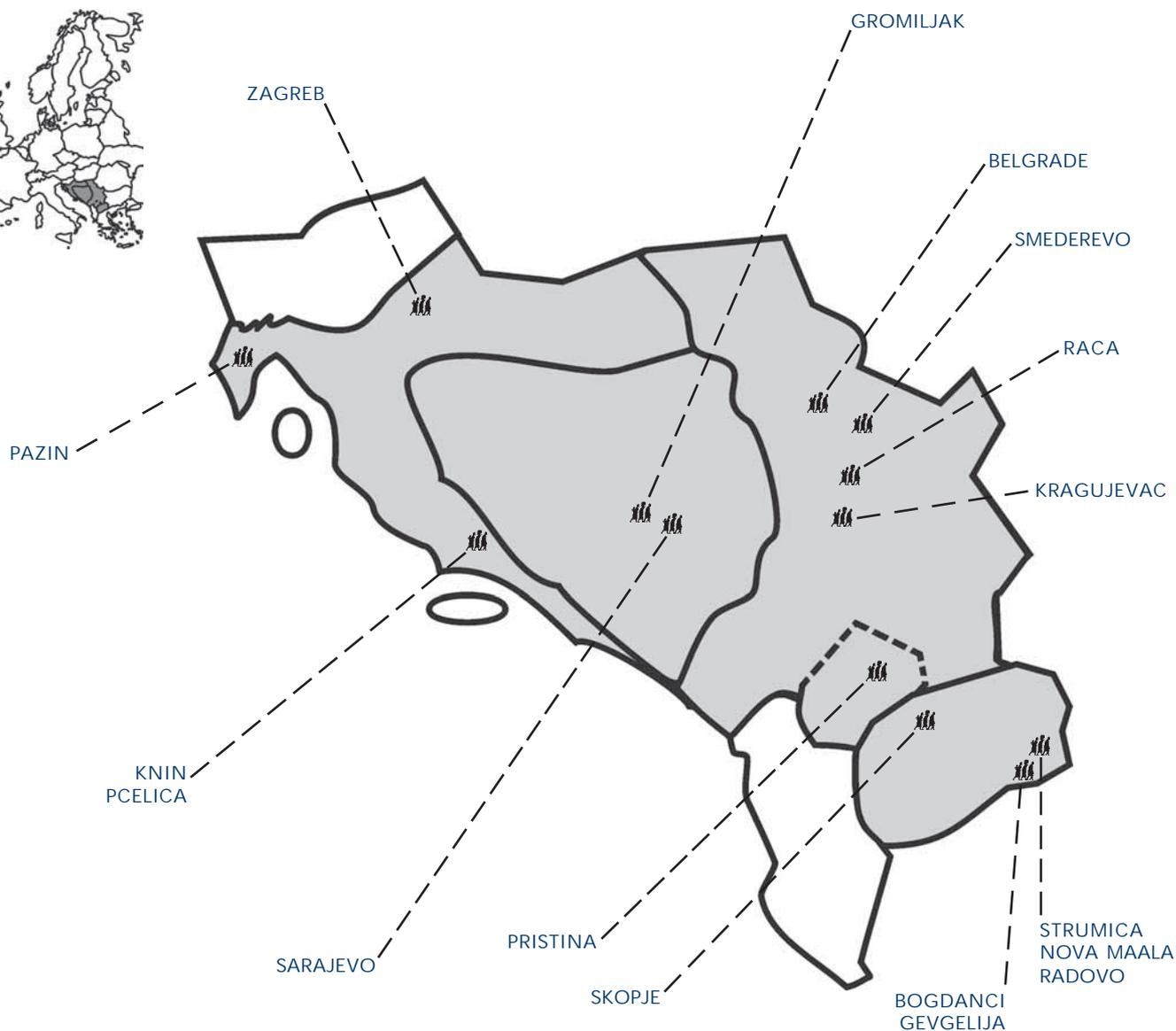


Italie

Formation aux droits humains pour le personnel
d'un centre de détention, Postojna, Slovénie



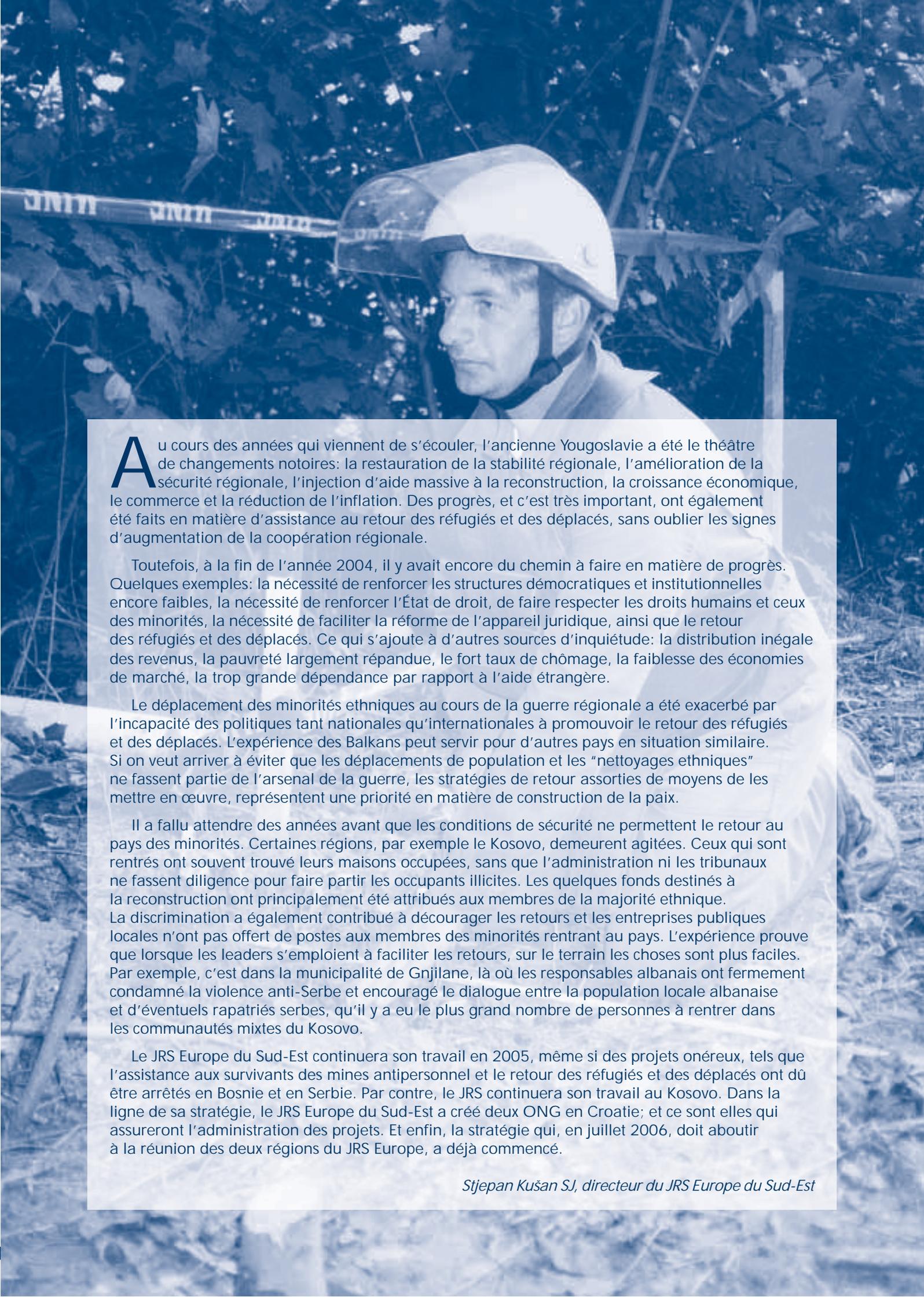
EUROPE DU SUD-EST



Bosnie



Don Doll SJ/JRS



Au cours des années qui viennent de s'écouler, l'ancienne Yougoslavie a été le théâtre de changements notoires: la restauration de la stabilité régionale, l'amélioration de la sécurité régionale, l'injection d'aide massive à la reconstruction, la croissance économique, le commerce et la réduction de l'inflation. Des progrès, et c'est très important, ont également été faits en matière d'assistance au retour des réfugiés et des déplacés, sans oublier les signes d'augmentation de la coopération régionale.

Toutefois, à la fin de l'année 2004, il y avait encore du chemin à faire en matière de progrès. Quelques exemples: la nécessité de renforcer les structures démocratiques et institutionnelles encore faibles, la nécessité de renforcer l'État de droit, de faire respecter les droits humains et ceux des minorités, la nécessité de faciliter la réforme de l'appareil juridique, ainsi que le retour des réfugiés et des déplacés. Ce qui s'ajoute à d'autres sources d'inquiétude: la distribution inégale des revenus, la pauvreté largement répandue, le fort taux de chômage, la faiblesse des économies de marché, la trop grande dépendance par rapport à l'aide étrangère.

Le déplacement des minorités ethniques au cours de la guerre régionale a été exacerbé par l'incapacité des politiques tant nationales qu'internationales à promouvoir le retour des réfugiés et des déplacés. L'expérience des Balkans peut servir pour d'autres pays en situation similaire. Si on veut arriver à éviter que les déplacements de population et les "nettoyages ethniques" ne fassent partie de l'arsenal de la guerre, les stratégies de retour assorties de moyens de les mettre en œuvre, représentent une priorité en matière de construction de la paix.

Il a fallu attendre des années avant que les conditions de sécurité ne permettent le retour au pays des minorités. Certaines régions, par exemple le Kosovo, demeurent agitées. Ceux qui sont rentrés ont souvent trouvé leurs maisons occupées, sans que l'administration ni les tribunaux ne fassent diligence pour faire partir les occupants illicites. Les quelques fonds destinés à la reconstruction ont principalement été attribués aux membres de la majorité ethnique. La discrimination a également contribué à décourager les retours et les entreprises publiques locales n'ont pas offert de postes aux membres des minorités rentrant au pays. L'expérience prouve que lorsque les leaders s'emploient à faciliter les retours, sur le terrain les choses sont plus faciles. Par exemple, c'est dans la municipalité de Gnjilane, là où les responsables albanais ont fermement condamné la violence anti-Serbe et encouragé le dialogue entre la population locale albanaise et d'éventuels rapatriés serbes, qu'il y a eu le plus grand nombre de personnes à rentrer dans les communautés mixtes du Kosovo.

Le JRS Europe du Sud-Est continuera son travail en 2005, même si des projets onéreux, tels que l'assistance aux survivants des mines antipersonnel et le retour des réfugiés et des déplacés ont dû être arrêtés en Bosnie et en Serbie. Par contre, le JRS continuera son travail au Kosovo. Dans la ligne de sa stratégie, le JRS Europe du Sud-Est a créé deux ONG en Croatie; et ce sont elles qui assureront l'administration des projets. Et enfin, la stratégie qui, en juillet 2006, doit aboutir à la réunion des deux régions du JRS Europe, a déjà commencé.

Stjepan Kušan SJ, directeur du JRS Europe du Sud-Est

BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Plus de deux millions d'habitants ont dû fuir leurs maisons durant la guerre. Plus de 500.000 réfugiés bosniaques et personnes déplacées, en particulier des Musulmans, sont rentrés dans des régions où ils sont minoritaires. Les difficultés liées à l'incapacité à reconstruire les maisons et les infrastructures détruites pendant la guerre, la faiblesse des structures en matière d'éducation et de santé, et l'absence d'emplois, n'ont guère changé en 2004. Qui plus est, à la fin de l'année 2004, il y avait encore 327.000 personnes considérées comme déplacées. Parmi elles, il y avait 2.000 personnes déplacées à l'intérieur des frontières qui vivent encore dans des conditions sordides dans des centres communautaires. Dans certaines régions, l'insécurité persiste en dépit de la présence des troupes de l'OTAN et des Nations Unies, de la Mission de la Police européenne et des forces de la nouvelle police bosniaque. Dans de nombreuses régions, les relations inter-ethniques demeurent tendues et certains observateurs ont déclaré que le pays était un "baril de poudre".



Directeur du JRS Bosnie et Herzégovine
Zdesla Sucur SJ

Les projets du JRS en Bosnie et Herzégovine

SARAJEVO En 2004, ce programme, qui a débuté en 1996, a fourni une aide médicale, matérielle, éducative, sociale, et familiale, aux enfants ayant survécu aux mines antipersonnel, et ce dans tout le pays. Les fonds manquant, faute de donateurs, dans certains centres d'équipements en prothèses, la qualité des contrôles a baissé. Par voie de conséquence, le JRS a fait du choix de prothèses de qualité l'une de ses priorités. Dix familles ont reçu des colis d'alimentation mensuels pendant les mois d'hiver, et 16 enfants ont reçu une aide en matière d'éducation. Les équipes du JRS ont visité 360 familles, et les scouts slovènes ont aidé le JRS à organiser un camp d'été sur la côte de la mer Adriatique pour 25 enfants.

SARAJEVO Les personnes déplacées et les rapatriés appartenant à une minorité vivent généralement dans des conditions précaires. Un grand nombre d'entre eux sont confrontés à de sérieux problèmes en matière de reconstruction des biens endommagés par la guerre. Le JRS a soutenu 28 familles rapatriées pour l'achat de matériel et a payé la reconstruction de leurs biens.

SARAJEVO Dès 1996, au lendemain de la signature des accords de paix de Dayton, en l'absence de sécurité sociale, le JRS a commencé à fournir aux personnes âgées vivant à domicile un soutien médical, psychologique, matériel et financier. En dépit du démarrage d'un modeste système de pension, de nombreuses personnes âgées sont dans l'incapacité de quitter leurs maisons parce qu'elles sont malades ou incapables de se déplacer. En 2004, 78 personnes ont été assistées.

SARAJEVO, GROMILJAK Le cours d'informatique qui a démarré en 2002 sous l'impulsion du JRS compte aujourd'hui 46 étudiants.

SARAJEVO Depuis la fin de la guerre en 1996, 1.507 personnes ont été blessées au cours d'accidents dus à des mines antipersonnel, et un tiers a succombé. Le handicap physique cause de graves problèmes aux survivants. En 2004, le JRS a fourni divers services – médicaux, juridiques, psychologiques – à quelque 150 survivants. Le personnel du JRS s'est concentré sur la qualité des prothèses et la réduction du prix du suivi. Ils ont également donné des informations aux survivants concernant leurs droits, et ils les ont aidés à accéder aux programmes d'assistance financés par le gouvernement.

*enfants victimes
des mines*

rapatriés

*soins aux
personnes âgées*

éducation

*personnes âgées
victimes des mines*



Directeur du JRS Serbie
Viktor Glavina

SERBIE ET MONTÉNÉGRO

Dans la Serbie de l'après-guerre, bien que le nombre des réfugiés soit passé de 700.000 en 1995 à 276.000 réfugiés et 107.000 déplacés en 2004, le gouvernement n'a pas réussi à protéger les membres des minorités ethniques, en particulier dans la région de Vojvodina au nord de la Serbie. En mars, suite aux rapports arrivant du Kosovo qui faisaient état de révoltes et d'attaques contre les Serbes, des foules ont brûlé des mosquées à Belgrade et à Nis. Le Ministère de l'Intérieur serbe a déclaré que la Police n'interviendrait pas contre les Serbes, donnant ainsi le feu vert pour d'autres attaques. Rien n'a été fait pour améliorer l'éducation donnée aux enfants Roms. La plupart d'entre eux quittent l'école de bonne heure ou sont orientés vers des écoles pour enfants handicapés mentaux. Des milliers de familles Roms – dont un grand nombre déplacées au Kosovo – vivent dans des campements de fortune, sans avoir accès aux services de base en matière d'hygiène, de santé et d'éducation. Le niveau de vie continue à chuter et le taux de chômage avoisine les 40%.

Les projets du JRS en Serbie et Monténégro

éducation

BELGRADE, camp de SMEDEREVO Après avoir démarré en 2002, suite à une évaluation des besoins de la population réfugiée de Belgrade, les cours d'informatique ont été ensuite étendus au camp de Smederevo. Il a pour but d'équiper les jeunes réfugiés avec les connaissances nécessaires qui leur permettront soit de continuer leurs études soit de trouver un emploi. En 2004, 110 étudiants à Belgrade et 240 étudiants dans le camp de Smederevo ont pu suivre des cours d'informatique à divers niveaux.

BELGRADE Parmi les déplacés, les Roms et ceux qui vivent dans les centres communautaires sont parmi les plus mal lotis. Souffrant de discrimination et souvent d'un manque d'éducation et de documentation, de nombreux Roms vivent dans des campements de fortune sans hygiène et sans les services de base. Les déplacés vivant dans des centres communautaires – ce qui représente 10.000 personnes – vivent également dans des conditions sordides. Le JRS fournit aux plus vulnérables le matériel de base en matière d'hygiène et de chauffage. De plus, le JRS et ses partenaires soutiennent également cinq Jardins d'enfants fréquentés par 369 enfants déplacés. Le JRS a financé le matériel éducatif, les bâtiments, les loyers, le chauffage, le salaire de 4 personnes, les produits d'hygiène et la nourriture.

assistance matérielle

KRAGUJEVAC, RACA Depuis 2002, le JRS a fourni aux réfugiés vivant dans 65 centres communautaires, l'aide matérielle de base – alimentation et produits d'hygiène. Il a également assuré les réparations des bâtiments du centre, un soutien psychologique et des séances de counselling. En 2004, 485 personnes à Raca et 600 à Kragujevac ont reçu des produits d'hygiène de base.

Femme et
enfant
Roms de
Serbie
déplacés



Paolo Cereda/JRS

KOSOVO – MACÉDOINE

Suite à la guerre OTAN-Yougoslavie, le **Kosovo** est devenu une province administrée par les Nations Unies à l'intérieur de la Serbie et du Monténégro. Les pourparlers en vue de la détermination du statut devaient être terminés à la fin du premier trimestre de l'année 2005.

Certaines parties de la communauté albanaise ont commencé à s'impatienter, ouvrant la porte à ceux qui réclamaient l'indépendance de la province. En mars 2004, 19 personnes ont succombé au cours des affrontements entre les 2 communautés.

En août 2004, le Parlement **Macédonien** a approuvé une législation controversée qui retraçait les frontières et donnait aux Albanais une plus grande autonomie locale. Cette décision a suscité des protestations de la part de milliers de Macédoniens nationalistes qui ont obligé l'État à faire un référendum. Mais la faible participation a invalidé les résultats.

Plus de 95% des personnes déplacées ont pu rentrer chez elles. Cette victoire cache cependant les déchirures entre ethnies.



Directeur du JRS Kosovo – Macédoine
Mato Jakovic

Les projets du JRS au Kosovo

PRISTINA En 2004, il y a eu moins d'accidents de mines que les années précédentes. Mais un grand nombre de mines demeurent enterrées dans des champs non identifiés. Par le biais de l'aide médicale, matérielle, psychologique et juridique, le JRS continue à aider les survivants à reprendre confiance en eux-mêmes et ainsi à pouvoir réintégrer la société. Le JRS a fourni des colis alimentaires aux familles des enfants ayant survécu à un accident de mines antipersonnel et organisé un camp d'été de 10 jours pour 21 enfants. La possibilité de partager leur expérience a aidé les enfants à surmonter les traumatismes causés par les accidents de mines. 78 personnes ont directement bénéficiés du programme et 70 familles ont bénéficié de façon indirecte.

victimes des mines

Les projets du JRS en Macédoine

SKOPJE, STRUMICA, BOGDANCI, NOVA MAALA, RADOVO, GEVGELIJA Après avoir d'abord travaillé avec les réfugiés kosovars, le JRS a commencé à travailler avec les Macédoniens déplacés. En collaboration avec les paroisses et institutions catholiques et orthodoxes, et avec la Fondation Michiko Inukai, le JRS a pu proposer des classes d'informatique à 216 personnes et des cours de langue à 200 personnes, dans 6 villes de Macédoine.

éducation



Alberto Saccavini/JRS

Camp
d'été
du JRS,
Kosovo



Directeur du JRS Croatie
Boja Gajica

CROATIE

En juin 2004, la Croatie a posé sa candidature d'entrée dans l'Union Européenne. Toutefois, à la fin de l'année 2004, le nombre de Croates déplacés à l'intérieur des frontières était supérieur au nombre de Serbes, dans la mesure où seulement un tiers des réfugiés serbo-croates était rentrés au mois d'août. Le retour et l'intégration continuaient à être freinés par un certain nombre de choses, dont la question des biens et du logement, les obstacles juridiques, administratifs et psychologiques. Des progrès ont cependant été faits en 2004. Au terme d'années d'obstruction gouvernementale, les autorités ont restitué 1.800 maisons à leurs propriétaires au cours des sept premiers mois de l'année 2004; il ne restait que 1.700 maisons devant être restituées. Parmi les autres obstacles au retour, on notera la présence des mines et des munitions non explosées dans des terres qui, autrement, auraient été de bonnes terres agricoles. En 2004, plus de 6.000 kilomètres carrés du sol national étaient toujours considérés comme infestés de mines et de munitions non explosées.

Les projets du JRS en Croatie

activités sociales/ pastorale

PAZIN, ZAGREB En 2004, deux séminaires ont eu lieu: un à Zagreb pour 31 personnes, et un à Pazin, pour 16 personnes pour former des laïcs qui travaillent, ou sont impliqués, dans le travail social, communautaire ou d'église, en particulier pour former des leaders locaux dans la Croatie de transition.. Un autre séminaire a rassemblé une douzaine de personnes appartenant à l'Association des Victimes des Mines en Croatie et à la Conférence des Ecoles Catholiques et des Jeunes de la paroisse Jordanovac de Zagreb. Ces séminaires avaient pour but de donner aux participants les moyens d'entreprendre des actions sociales et de réfléchir: techniques d'écoute, analyse sociale, planification de projets.

soins aux personnes âgées

ZAGREB En collaboration avec Recobot, le JRS a soutenu les personnes âgées vivant seules qui étaient restées dans leurs maisons pendant la guerre ou y étaient retournées après la guerre. Le JRS leur a fourni des équipements électroniques qui leur ont permis de rester en contact avec leurs soignants. L'hôpital de Zagreb et son personnel soignant ont apporté une aide substantielle au projet. Depuis qu'il a commencé, le projet a assisté 380 personnes 24h/24. Une vingtaine de personnes: deux employés, 18 étudiants, des fonctionnaires, des bénévoles, ont été formés et ont participé au projet. Les opérateurs ont reçu 3.960 demandes d'aide – y compris psychologique – de bénéficiaires. Quelque 130 appels relevaient de l'assistance médicale.

réconciliation

PCELIKA, Knin Il ne suffit pas de renverser les obstacles juridiques, économiques et politiques pour aider ceux qui veulent reconstruire leur vie en Croatie. Pour guérir les blessures reçues pendant la guerre et pendant l'exil, il faut impérativement faire en sorte que les gens se rencontrent, planifient l'avenir et travaillent ensemble au bien commun. Pour que grandissent la tolérance et le respect mutuel, il faut travailler au niveau des jeunes générations. Les enfants bosniaques, croates et serbes qui participent aux classes de maternelle multiethniques et pluri religieuses apprennent à vivre, à jouer, à travailler et à être créatifs ensemble. Tous les efforts sont faits pour intégrer les parents dans le processus éducatif. En 2004, 55 enfants ont été inscrits à l'école.

Une victime des mines soutenue par le JRS, Bosnie



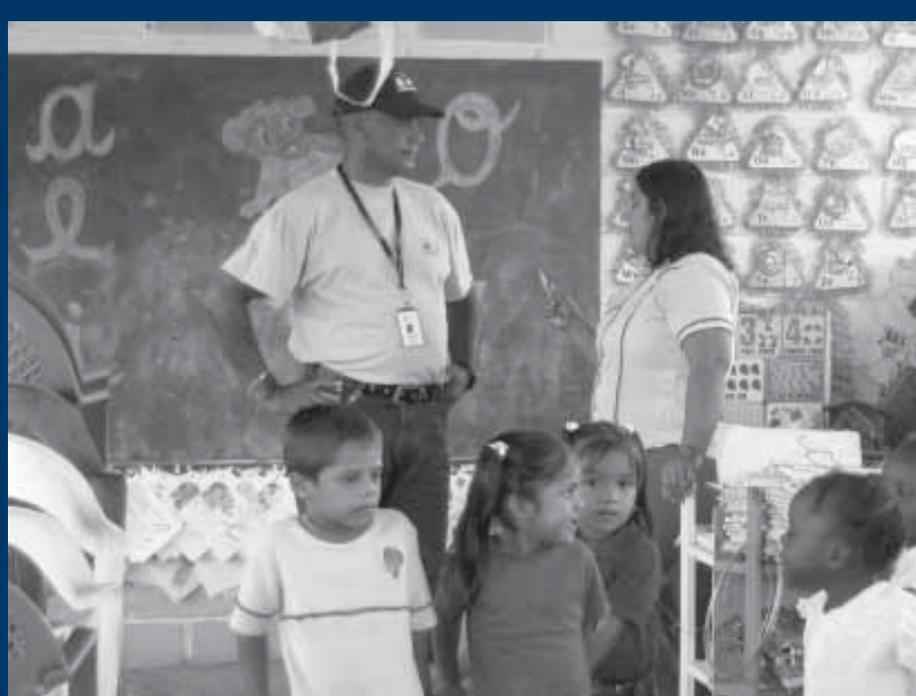
Don Doll SJ/JRS



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Soutien psychologique pour des réfugiés colombiens, El Nula, Venezuela



Judith Rodriguez/JRS

En 2004, différents pays de la région ont connu des bouleversements politiques. La République Dominicaine et le Panama ont connu des élections démocratiques, tandis qu'en Haïti, un gouvernement de transition a été mis en place après qu'un coup d'état ait mis fin au mandat du Président Aristide.

De plus en plus de Haïtiens et de Colombiens ont été déplacés à l'intérieur des frontières de leurs pays, et un très grand nombre ont été contraints de fuir dans les pays voisins. Tandis que la plupart d'entre eux ont cherché refuge dans les régions frontalières des états voisins, un nombre croissant de réfugiés s'est dirigé vers les grands centres urbains tels que Caracas au Venezuela, et Quito, en Équateur. Ce mouvement vers les capitales des états et l'inévitable pression sur les ressources urbaines et sur les possibilités d'emploi ont aggravé la xénophobie des populations locales. De même, pour la majorité des Colombiens qui ont fui en Europe, en particulier en Espagne et en Italie: bien qu'ayant choisi l'exil pour échapper aux persécutions et à d'autres formes de violations des droits humains, ils n'ont pas reçu le statut de réfugiés et ils doivent tenter de survivre dans la clandestinité.

L'absence de statut juridique pour les réfugiés et les personnes déplacées, principalement due à une absence de volonté politique de la part des pays qui les accueillent, les laisse dans un vide juridique. En Colombie, le plan national pour les personnes déplacées, bien que finalisé, doit encore être approuvé, tandis qu'en République Dominicaine, la Commission Nationale des Réfugiés a continué à recevoir des demandes d'asile sans toutefois les traiter. L'absence de statut de réfugié ou de déplacé les empêche d'avoir accès à leurs droits. À la suite de quoi ils se retrouvent en butte à l'exploitation, au racisme, à la marginalisation et à la discrimination.

D'après le HCR, au Venezuela, il y a plus de 200.000 personnes qui répondent aux critères minima d'obtention du statut de réfugié. Mais la Commission Nationale pour les Réfugiés n'a donné le statut de réfugié qu'à 170 personnes depuis ses débuts en août 2003.

En Amérique Latine, la politique américaine en matière de politique d'immigration continue à avoir un impact négatif sur les politiques des différents pays visant les réfugiés et les déplacés. En 2004, la Colombie et la République Dominicaine ont durci les lois de l'immigration. Même si, en République Dominicaine, la nouvelle législation modernise la législation de 1939 qu'elle a remplacée, elle n'apporte rien de positif aux personnes forcées d'immigrer.

En 2004, le JRS Amérique Latine et Caraïbes a décidé une approche plus stratégique en matière d'advocacy. La recherche, la sensibilisation, le contrôle permanent des diverses formes de violation des droits humains ont été amplifiés afin de mettre en lumière la gravité de la situation des migrants et de s'assurer que les gouvernements respectent leurs engagements internationaux.

José Núñez SJ, directeur du JRS Amérique Latine et Caraïbes

RÉP. DOMINICAINE – HAÏTI



En 2004, la République Dominicaine et Haïti ont changé de gouvernement: le premier suite à des élections et le second suite à un coup d'état armé. La crise politique qui a secoué Haïti a amené le pays au devant de la scène internationale, ce qui a permis le déploiement d'une force de maintien de la paix. En dépit de la présence de ces troupes, la majorité du pays est restée sous le contrôle des groupes armés rebelles. En République Dominicaine, l'arrivée des Haïtiens fuyant leur pays a eu un impact négatif sur les réfugiés et les demandeurs d'asile. L'absence de volonté politique des autorités dominicaines de traiter les demandes d'asile, les inégalités économiques et l'inflation galopante, aggravent encore la situation des réfugiés haïtiens, sans parler des continuelles violations des droits humains, au nombre desquelles les rapatriements forcés. Dans les deux pays plus de 3.000 personnes ont été sévèrement affectées par les inondations et un grand nombre d'entre elles ont dû être hébergées dans des hôtels.

Directeur du JRS Rép. Dominicaine – Haïti
José Núñez SJ

Les projets du JRS en République Dominicaine – Haïti

WANAMENT, Haïti; DAJABÓN, RD Le JRS a continué à fournir soutien et assistance aux personnes et aux communautés des deux côtés de la frontière dominicano-haïtienne. Parmi ces aides, il y a: le soutien psychologique, une formation aux droits humains, la formation professionnelle et aussi la possibilité d'accéder à leurs droits. Le JRS a également travaillé à la sensibilisation aux questions relatives aux réfugiés, demandeurs d'asile et enfants immigrés. Les droits humains, le développement communautaire et l'assistance directe aux réfugiés sont des éléments essentiels du projet.

*solidarité
à la frontière*

SAINT-DOMINGUE, DAJABÓN, WANAMENT Le JRS a fourni une aide financière à 25 personnes pour qu'elles puissent suivre des formations diverses: formation techniques, lois sur les réfugiés, trafic d'immigrants, multiculturalisme, cours de langue, résolution des conflits. Quatre ateliers ont permis à des enfants d'élaborer une proposition d'éducation anti-raciste. L'équipe du JRS a également animé des ateliers pour d'autres associations de réfugiés: aide pour l'écriture de leurs statuts, information sur leurs droits et leurs devoirs. Le JRS a donné une formation aux médias pour la préparation des conférences de presse et la préparation de communiqués de presse.

réseaux/formation

SAINT-DOMINGUE Le JRS a fourni une assistance et des conseils juridiques aux demandeurs d'asile, en particulier à ceux qui sont victimes de tentatives de rapatriement forcé. L'équipe a aidé les parents haïtiens d'enfants nés sur le sol dominicain à obtenir des certificats de naissance, et a soulevé la question des mauvais traitements des migrants et des réfugiés et de la violation de leurs droits par les autorités dominicaines. En coopération avec d'autres ONG et d'autres réseaux, le JRS a mené un certain nombre d'activités de sensibilisation, telles que l'organisation de conférences de presse, de tables rondes sur les phénomènes migratoires et sur l'anti-racisme, ainsi que d'autres événements culturels. Tous ces événements avaient pour but de promouvoir le respect des réfugiés et des migrants.

*assistance juridique/
advocacy*

SAINT-DOMINGUE Le JRS a fourni des médicaments et une aide financière pour les traitements médicaux aux réfugiés et aux migrants vulnérables, en particulier aux enfants, aux familles monoparentales, et aux personnes âgées. À leur arrivée, les réfugiés et les personnes vulnérables ont reçu une aide financière d'urgence et un soutien psychologique. En 2004, plus de 1.500 familles ont été assistées, dont 1.100 familles réfugiées. En 2004, le JRS a fourni une aide financière à 86 familles pour leur permettre de démarrer une activité rémunératrice.

assistance générale

FONDS VERETTE, Haïti; JIMANÍ, RD En mai, les inondations ont détruit plus de 3.300 maisons et déplacé plus de 3.000 personnes. En collaboration avec les autorités haïtiennes et dominicaines et des ONG, le JRS a offert un soutien aux personnes vivant dans les régions les plus affectées par les inondations, en République Dominicaine et en Haïti. Quinze communautés ont reçu des matériaux pour reconstruire leurs maisons, de la nourriture, et une aide sur le plan de la santé et de l'agriculture.

aide d'urgence



Directeur du JRS Colombie
Ledis Bohórquez (jusqu'en septembre)
Hugo Alexis Moreno Rojas SJ

COLOMBIE

En 2004, rien n'a véritablement changé pour les Colombiens: la crise humanitaire a continué, encore aggravée par la politique de "Sécurité Démocratique" du gouvernement, et par l'intensité de la lutte de l'armée contre le terrorisme. Le déplacement a cessé d'être un phénomène temporaire pour devenir une réalité permanente. Et pourtant, le gouvernement continue à négliger ses devoirs envers les personnes déplacées. En dépit de la législation nationale qui régit l'assistance aux personnes déplacées et empêche leur déplacement, les dites personnes n'ont pu avoir accès à ce droit, déjà limité en temps normal, l'État ayant réduit financement et activités. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, il y a eu deux sujets principaux d'inquiétude: la réélection du Président Alvaro Uribe et son projet de démobilisation des organisations paramilitaires. Pendant ce temps, en dépit de la détérioration de la situation économique, sociale, financière et politique, le gouvernement a continué à ignorer les recommandations des Nations Unies en matière de droits humains.

Les projets du JRS en Colombie

Tout au long de l'année 2004, le JRS Colombie a mené des actions de lobbying en faveur de la protection des personnes déplacées. Le JRS a également continué à collaborer avec d'autres ONG et avec des institutions gouvernementales en vue de l'amélioration de la vie des personnes déplacées.

éducation/ prévention

BARRANCABERMEJA, TIERRALTA Le projet de Barrancabermeja avait pour but d'empêcher le recrutement des enfants déplacés par les groupes armés. En 2004, le JRS a travaillé avec des leaders de communautés de femmes du Colombien Welfare Institute, et avec des enseignants locaux originaires de communautés à risques. En coopération avec une ONG locale, la Corporation pour le Développement Social (CORSOC). Le JRS a commencé un projet similaire à Tierralta. Pour favoriser le processus de sensibilisation, le JRS a publié des documents sur les droits de l'enfant et des déplacés.

formation

CENTRO DEL VALLE, TIERRALTA Dans la région de Centro del Valle, le JRS a donné une formation sur les droits de l'homme, l'organisation et la résolution des conflits à 344 leaders de communauté représentant 7 communes. Quelque 5.540 familles ont indirectement bénéficié de cette formation. Les organisations en relation avec les institutions d'état ont reçu un soutien, et des ateliers ont traité un certain nombre de sujets: la promotion du travail en réseau, le partage des informations, l'analyse des politiques publiques. Le JRS a soutenu quatre associations de Tierralta qui proposent un soutien psychologique et spirituel à 225 familles.

assistance générale

CENTRO DEL VALLE, BARRANCABERMEJA, SUR DE BOLÍVAR En 2004, le JRS a continué à offrir conseils et assistance dans un certain nombre de domaines: juridique, psychologique, spirituel. Parmi les sujets les plus importants, il y a eu les conseils juridiques et l'aide à l'accès aux droits juridiques. Le JRS a également apporté un soutien financier et matériel aux personnes dans le besoin et en particulier les personnes récemment déplacées et les familles rapatriées. Ces aides ont été apportées suite à des visites aux personnes déplacées et à l'évaluation des besoins. À Centro del Valle, 57 familles rapatriées et 40 familles réinstallées ont reçu une aide matérielle et financière; 36 familles ont reçu une aide financière, et 34 familles ont reçu une aide psychologique et spirituelle. Dans le Sur de Bolívar, 250 familles, sous la menace constante des groupes paramilitaires, ont reçu une aide psychologique et spirituelle; 115 familles de Barrancabermeja et 147 familles du Sur de Bolívar ont reçu une aide d'urgence financière et matérielle. Afin d'augmenter la capacité des familles à l'autosuffisance financière, le JRS a fourni une aide financière et technique à 22 familles de Centro del Valle, et à 10 familles de Barrancabermeja afin de les aider à élaborer, développer, gérer des projets générateurs de revenus tant en ville qu'à la campagne.

VENEZUELA



Depuis sa création en 2003, la Commission Nationale sur les Réfugiés (CNR) n'a reconnu que 170 réfugiés sur les 200.000 qui en ont fait la demande. Ces résultats s'expliquent par l'extraordinaire pouvoir accordé à ceux qui sont chargés d'interpréter la loi sur les Réfugiés et sur l'Asile (LORA), une procédure purement bureaucratique, la disproportion entre les questions relatives à la sécurité nationale et la protection et les droits des réfugiés, ainsi que les carences gouvernementales en matière d'aide humanitaire aux réfugiés.

En février 2004, le Venezuela a mis en place un nouveau processus pour les demandes d'asile, et en juin de la même année, il a commencé à fournir des documents officiels aux réfugiés reconnus comme tels afin qu'ils puissent faire respecter leurs droits.

Malheureusement, la mise en pratique n'a pas été totale, ce qui a exposé les demandeurs d'asile à la détention arbitraire et à l'expulsion.

Cette année, un certain nombre de demandeurs d'asile ont fait partie des 2 millions d'immigrants qui ont été régularisés par le gouvernement.

Directeur du JRS Venezuela
Alfredo Infante SJ (jusqu'en septembre)
Jesús Machado SJ

Les projets du JRS au Venezuela

Au cours de l'année 2004, le JRS a travaillé avec cinq écoles de la région – ce qui représente quelque 3.300 enfants. On estime à 600, le nombre de familles qui ont bénéficié de ces programmes.

ALTO APURE Grâce aux accords passés entre la paroisse de Saint Camille de Lélis et l'Unicef, suite à la création d'un Ombudsman pour les Enfants, y compris pour les enfants réfugiés, le JRS a démarré un programme de soutien psychologique. Pour certains cas particuliers, le JRS a envoyé des enfants à l'Ombudsman et ce dernier leur a proposé une aide adaptée à leurs besoins. En coopération avec la Pastorale des Jeunes de la Compagnie de Jésus et la Radio locale *Fe y Alegría*, le JRS a démarré un programme de formation socio-pastorale à destination des jeunes réfugiés et de la population locale dans le but d'encourager l'intégration locale des réfugiés.

ALTO APURE En partenariat avec le HCR, le JRS a fourni aux demandeurs d'asile un kit contenant le matériel nécessaire à leur installation ainsi qu'une aide financière pour couvrir leurs dépenses de nourriture au cours des trois premiers mois de leur installation. Les familles en situation de grande vulnérabilité ont également reçu une aide pour une durée plus longue. L'équipe du JRS a également fourni une assistance santé aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, y compris le paiement des médicaments et des consultations médicales, une aide financière pour la construction, l'installation et la gestion de dispensaires de santé dans les zones rurales. Le JRS a donné des matériaux de construction aux communautés autochtones vivant dans des régions où il y a un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile. Une aide a également été accordée pour la fourniture de matériaux de construction et la construction d'écoles rurales, ainsi que des uniformes pour les enfants réfugiés.

ALTO APURE Afin de promouvoir l'auto-suffisance des populations de demandeurs d'asile, le JRS a fourni une aide financière aux réfugiés désireux de démarrer des activités rémunératrices, tandis qu'il en assistait d'autres dans la recherche d'un emploi.

ALTO APURE Des activités de sensibilisation au conflit et à la vie des réfugiés colombiens au Venezuela ont été organisées pour la population locale. Ces activités, parmi lesquelles des ateliers et des discussions, ont été centrées sur les droits humains, en particulier les droits des réfugiés, et sur la manière dont le Venezuela respecte ses obligations internationales. Le JRS a également fourni une aide juridique et une assistance aux demandeurs d'asile par le biais de la procédure de détermination du statut de réfugié.

*pastorale/assistance
psychologique*

*assistance
humanitaire*

*activités
rémunératrices*

*advocacy/
sensibilisation*



Directeur du JRS Équateur
Luis Túpac-Yupanqui SJ
Directeur du JRS Brésil
Tranquilo Fiametti SJ

ÉQUATEUR – BRÉSIL

En date du 20 novembre 2004, le Ministre des Affaires Étrangères **Équatorien** a fait état de 7.610 demandes de statut de réfugiés: 3.393 ont été refusées, 1.713 ont été octroyées, les demandes restantes étant en attente. Au cours de l'année 2004, 99% des personnes demandant le statut de réfugiés étaient des Colombiens, selon le HCR, la majorité des Colombiens déplacés étaient de pauvres paysans fuyant les conflits. En mai, le gouvernement a commencé à demander aux réfugiés colombiens de produire les documents judiciaires et policiers attestant de leur entrée dans le territoire équatorien. Cette mesure a empêché un certain nombre de réfugiés fuyant la persécution de faire une demande d'asile.

En 2004, le JRS a commencé à travailler avec les réfugiés réinstallés au **Brésil** par le HCR en 2004. Le projet est géré en partenariat avec l'Association Antonio Vieira, le HCR et le gouvernement fédéral. Le projet est actuellement né dans cinq villes situées dans le Sud du Brésil; le JRS travaille dans trois d'entre elles.

Les projets du JRS en Équateur

services sociaux et juridiques

IBARRA, QUITO En 2004, le JRS a proposé un soutien psychologique à 130 réfugiés vulnérables. Il a soutenu 28 jeunes qui voulaient fonder un groupe de jeunes et soutenu 60 réfugiés colombiens qui voulaient organiser des événements qui bénéficieraient aux populations locales et aux réfugiés. Le JRS a également fourni une aide juridique à 210 Équatoriens qui tentaient de régulariser leur permis de résidence. À Quito, l'équipe du JRS a visité 68 maisons où vivent des réfugiés en grande vulnérabilité. Le JRS leur a offert un certain nombre de services: soutien psychologique, conseils, et aide en matière juridique, de santé, d'emploi et de logement.

activités rémunératrices

IBARRA En 2004, en collaboration avec un réseau d'organisations locales, le JRS a fourni une aide financière et technique à 42 réfugiés colombiens et femmes équatoriennes, qui n'avaient pas de terre et ne pouvaient ni planter ni cultiver de la nourriture. Le JRS a soutenu l'Institut de Crédit et d'Épargne Communautaire qui a aidé 75 réfugiés et des femmes équatoriennes, et animé 16 ateliers sur des sujets divers. Ces ateliers ont rassemblés 220 participants.

sensibilisation

IBARRA En 2004, pour sensibiliser l'opinion à la question des réfugiés, le JRS a organisé 4 rencontres pour 800 personnes, polycopié des documents à des milliers d'exemplaires, et produit une vidéo qui a été diffusée au plan national.

QUITO En 2004, le JRS a organisé 8 événements culturels dans cinq quartiers de Quito à l'intention de 197 personnes dans le but de promouvoir l'intégration des réfugiés. Le JRS a également animé 21 ateliers – sur les droits juridiques des réfugiés et les obligations auxquelles ils sont soumis; le processus d'asile; les questions de culture. Ces ateliers étaient destinés à des personnes travaillant pour les autorités locales et pour des ONG engagées auprès des réfugiés. Le JRS a également fourni des informations et des conseils sur l'accès aux services juridiques et sociaux, sans oublier un soutien psychologique. Au total, 556 personnes ont bénéficié de ces ateliers et d'une aide directe.

Les projets du JRS au Brésil

intégration

Au cours de l'année 2004, le JRS a aidé 16 personnes à intégrer la société brésilienne. Ils ont bénéficié d'un certain nombre de services: éducation de base, formation professionnelle, cours de langue, logement, suivi de santé, aide pour l'emploi, prêts de petites sommes d'argent pour démarrer une activité rémunératrice. Le JRS a reçu le soutien des autorités des villes dans lesquelles les projets étaient mis en œuvre, ainsi que d'un certain nombre d'ONG, d'Universités et de bénévoles. En décembre 19 personnes sont arrivées et ont été intégrées dans le projet.

PANAMA – MEXIQUE

En dépit des espoirs qu'avait fait naître l'arrivée d'un nouveau gouvernement, rien n'a changé au **Panama**. Le nombre de Colombiens sous visa de protection temporaire n'a guère varié au cours de l'année 2004, pas plus d'ailleurs que leur situation qui continue d'être marquée par la précarité. En dépit des rapports officiels, le CODHES, une organisation de défense des droits humains, a fait état d'une augmentation de la population réfugiée.

L'arrêt des programmes de la Croix Rouge a laissé les communautés de déplacés du Chiapas **mexicain** en grande détresse. La guerre a continué sous une forme larvée et rien n'a été fait pour mettre en œuvre les Accords de Saint André. Les niveaux de vie sont particulièrement bas. Dans le Alto Chiapas, on a enregistré 5.545 déplacés. Plus de 90% des déplacés vivent dans la région de San Pedro Polho. Cette situation renforce la nécessité d'une approche anticipative qui seule permettra un développement juste et durable.



Directrice du JRS Panama
Marianella Martinelli
Directeur du JRS Mexique
Pedro Arriaga SJ

Les projets du JRS au Panama

En 2004, 6 ONG, dont le JRS, ont uni leurs forces pour créer ce que l'on a appelé une Plateforme Nationale sur les Migrants et les Réfugiés. Le but de cette organisme: coordonner les activités et encourager le partage des informations. Tout au long de l'année, le JRS a participé à un certain nombre d'événements de sensibilisation et de conférence destinées à promouvoir les droits des réfugiés.

advocacy

Le JRS a également mené des recherches sur la situation socio-économique de la population réfugiée à Jacqué, ainsi qu'une analyse comparative des projets de lois sur les réfugiés et de la législation actuelle. Les recommandations du rapport sur cette dernière ont donné lieu à des propositions d'amendements des projets de loi. En août, le gouvernement a introduit une nouvelle législation sur les migrations et sur les réfugiés qui garantit l'octroi de conseils juridiques et d'aide à ceux qui en feront la demande.

Les projets du JRS au Mexique

CHIAPAS Quelque 4.313 personnes déplacées – autochtones et métis – à Polho, au Chiapas, ont indirectement bénéficié des programmes du JRS. Le JRS a formé 40 catéchistes dans 20 camps; ils auront pour tâche l'accompagnement spirituel des communautés. Des ateliers mensuels ont permis de réfléchir à la foi et à la manière dont elle est liée à la vie de tous les jours. En collaboration avec un groupe communautaire représentatif, le JRS a fourni une formation de base et encouragé la fondation de coopératives alternatives dans le domaine de la santé et de la production communautaire.

*formation/
assistance générale*

CHIAPAS En 2004, le JRS a promu des méthodes de santé alternative parmi les populations de déplacés et animé deux ateliers pour les membres des communautés impliqués pour renforcer leurs compétences dans la promotion des pratiques de santé alternatives. Deux autres ateliers se sont tenus sur la production de médicaments alternatifs homéopathiques et la communauté a assuré 60% de ses besoins pharmaceutiques. La moitié de la communauté, qui partage des terres arables, a participé à deux ateliers sur l'agriculture organique et sur l'utilisation du terreau organique. Le JRS leur a également proposé 12 cours de langue espagnole. En 2004, le JRS a également soutenu la coopérative du Sacré Cœur de Jésus qui achète et vend du blé. En 2005, le JRS soutiendra les autres agences qui offrent une aide juridique aux déplacés.



Activité rémunératrice soutenue par le JRS, Ibarra, Équateur

Réfugiés recevant aide matérielle et conseil, République Dominicaine



ÉTATS - UNIS – CANADA



Armando Borja/JRS

Un centre de détention aux États-Unis

Les discours antiterroristes et antiréfugiés ont dominé la scène politique pendant l'année 2004. Le gouvernement des États-Unis semblait préparé à appliquer des mesures d'exclusion quelles que soient les circonstances. Des Haïtiens ont été interceptés en Haute-Mer; des Colombiens résidents aux États-Unis, mais aussi des Colombiens que le HCR avait recommandés, se sont vus refuser la protection dans le pays. Le programme d'implantation d'Irakiens a été suspendu, nuisant également aux personnes dont les dossiers avaient été approuvés avant le 11 septembre 2001.

L'Entente sur les pays-tiers sûrs entre les États-Unis et le Canada a été signée, et faisait partie d'un nombre d'initiatives destinées à exercer un contrôle accru de la frontière terrestre entre les deux pays. Les demandeurs d'asile qui traversent les États-Unis pour atteindre le Canada, ou vice versa, doivent demander asile dans le premier pays dans lequel ils arrivent. Malgré quelques exceptions, quelque 11.000 personnes, chaque année, ne pourront en conséquent plus demander asile au Canada. Les lois de 2005 concernant l'immigration devraient réduire les chances pour les réfugiés de se voir reconnaître en tant que tels aux États-Unis. Les décisions de la Cour Suprême des États-Unis cette année, concernant la détention et l'expulsion des étrangers a eu des implications positives et négatives. La Cour, qui a proclamé l'interdiction de détenir des étrangers indéfiniment, a autorisé l'expulsion d'étrangers vers des pays qui n'ont pas de gouvernements en état de marche.

Sur une note plus positive, près de 53.000 réfugiés se sont implantés en 2004. Cependant, le programme fait face à un manque de financement qui pourrait empêcher toute expansion de ce programme.

Ken Gavin SJ, directeur du JRS États-Uni



Directeur du JRS États-Unis
Ken Gavin SJ
Contacts du JRS Canada
Jack Costello SJ, Louis-Joseph Goulet SJ

ÉTATS-UNIS – CANADA

En 2004, les réactions politiques des **États-Unis** aux menaces terroristes ont souvent eu une connotation négative à l'égard des réfugiés et de l'immigration. Les conséquences de cette situation pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ont été nombreuses et ont eu une grande portée. Le Département américain de la Sécurité Intérieure (le DHS) a initié une surveillance plus rigoureuse de la frontière entre les États-Unis et le Mexique dans le but de réduire le flot de migrants clandestins du sud vers le nord. Parallèlement, la nouvelle législation antiterroriste a permis l'expansion des centres de détention dirigés par le DHS.

Le **Canada** a continué à intercepter au hasard des sans-papiers, dont de nombreux réfugiés tentant d'entrer dans ce pays. Cette année, 7.500 personnes se sont vues empêcher d'embarquer dans des avions allant au Canada, en dépit des engagements internationaux du Canada l'empêchant de procéder à de telles méthodes, qui ont grandement réduit le nombre de réfugiés atteignant le Canada.

Les projets du JRS aux États-Unis

détenus, pastorale

Le premier objectif des projets d'aumônerie est d'améliorer la qualité des programmes religieux dans chacun des huit sites de détention, et ceci en fournissant aux réfugiés un accès aux cérémonies religieuses conduites par des ministres de leur propre foi, ainsi qu'en assurant la présence d'aumôniers sur place, pour aider à combler les besoins spirituels des détenus. Chaque équipe de programme est constituée de deux aumôniers, d'un assistant administratif, ainsi que d'un groupe de volontaires.

Le programme d'aumônerie a touché directement la vie de plus de 40.000 détenus et a eu un impact indirect sur les règles et les procédures concernant leur emprisonnement. L'équipe d'aumônerie sur chaque site a aussi coordonné les visites de volontaires formés professionnellement à la délivrance de soins spirituels, dont les hommes et les femmes détenus ont grandement besoin.

advocacy

- En ce qui concerne la défense et la représentation, le JRS a travaillé dans le but de forger de nouveaux liens avec le personnel d'advocacy d'autres régions. Ainsi, des problèmes communs ont pu être identifiés et conjointement suivis, comme les besoins des Birmans Chin en Malaisie.
- Le JRS États-Unis a également continué son travail d'Advocacy en coopération avec des ONG basées aux États-Unis dans le but de rendre plus justes les mesures concernant les réfugiés et l'asile.

recherche

Le JRS États-Unis a continué son partenariat avec l'Université de Fairfield dans le sponsoring d'un symposium, "Etude des migrations et l'identité jésuite: Une voie pour aller de l'avant" qui aura lieu en juin 2005.

recherche de fonds

- En réponse à la tragédie du tsunami en Asie du sud-est, le JRS États-Unis a initié un appel pour de l'aide financière d'urgence et pour le soutien qui a suivi les premiers secours d'urgence.
- Le JRS a réuni des fonds pour des projets d'éducation au Libéria et au Tchad.
- Le "Keeping Hope Alive Refugee Scholarship Fund", a continué à réunir des fonds pour fournir des cours à des réfugiés très motivés par la poursuite d'études universitaires dans leur propre pays.

Les projets du JRS au Canada

advocacy

Le JRS a continué à travailler avec d'autres groupes de réfugiés. En tant que membre de la Coalition du Sanctuaire, le JRS a aussi travaillé pour qui on avait refusé une décision rapide, juste et effective, ou qui ont été injustement menacés de détention et d'expulsion par des fonctionnaires du gouvernement.

assistance

Le JRS a aussi continué à financer les implantations de réfugiés au Canada et à fournir des fonds d'urgence aux réfugiés dans des situations de besoin.



Armando Borja/JRS

Activité pastorale, États-Unis

Activité pastorale, États-Unis



Armando Borja/JRS

Les publications du JRS

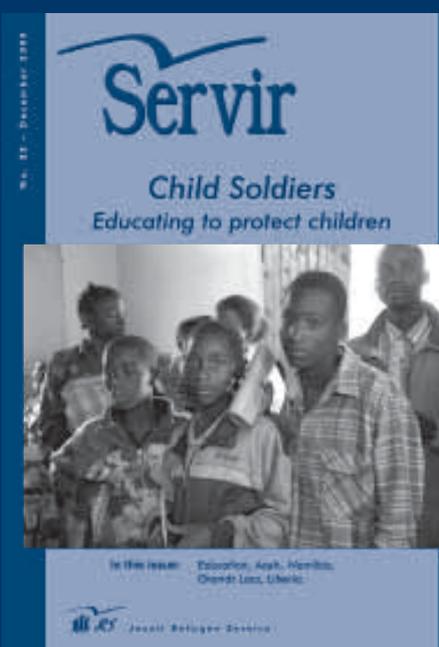
<http://www.jrs.net>
Le site web du JRS

Visitez <http://www.jrs.net> – le site du JRS – pour toutes les nouvelles et les informations sur les réfugiés en temps réel. Le site contient des "Alertes" régulières provenant de pays spécifiques où le JRS est présent, des articles de fond et des reportages des membres du JRS sur le terrain, ainsi que des documents et des publications du JRS.



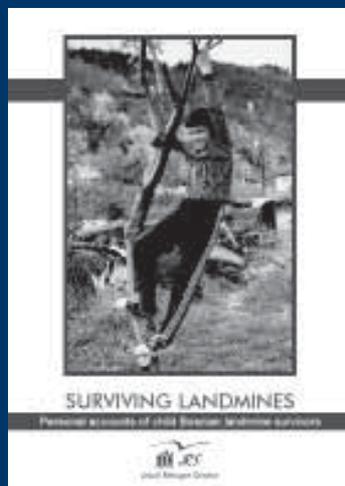
Servir

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail du JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis en place pour les aider. Servir est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.



Survivre aux mines

Des milliers d'enfants ont été blessés ou tués par des explosions de mines au cours de la guerre qui a déchiré la Bosnie, entre 1992 et 1995. Cet ensemble d'histoires contient les témoignages des victimes des mines avec lesquelles le JRS travaille. Ces histoires ouvrent au lecteur des perspectives sur la manière dont les mines affectent la vie de milliers de personnes de par le monde, et sur les raisons pour lesquelles ce type d'arme devrait être interdit.



Dispatches

Dispatches, un bulletin électronique bi-mensuel d'informations, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et les activités du JRS. Il comprend aussi des réflexions et des histoires de réfugiés. Il est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Pour recevoir gratuitement Servir et Dispatches, abonnez-vous à travers le site Internet du JRS
<http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Les finances du JRS en 2004

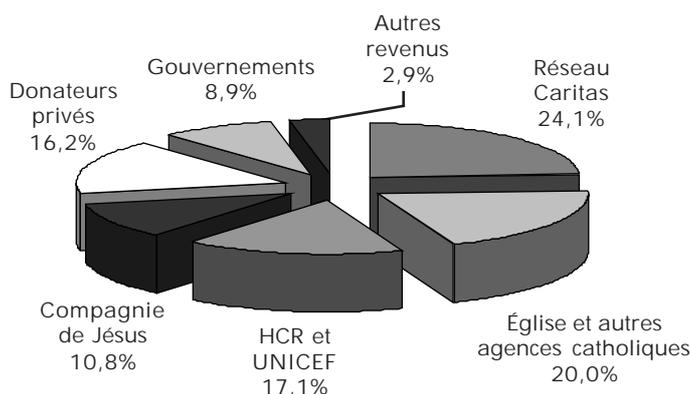
Quelques notes brèves d'explication

1. Informations tirées de rapports financiers (recettes et dépenses) reçus des bureaux nationaux et/ou régionaux.
2. Le soutien en nature, en particulier de la part de la Compagnie de Jésus et d'autres congrégations religieuses, n'est pas inclus dans ces chiffres. Même s'il joue un rôle important pour l'activité du JRS, il est difficile à quantifier.
3. Sources de financement:
 - *Église et autres agences catholiques* réfère aux dons de conférences épiscopales, de diocèses, de congrégations religieuses et d'agences catholiques différentes de Caritas;
 - *Donateurs privés* inclut les dons de particuliers et de fondations privées;
 - *Autres revenus* réfèrent aux gains dus aux investissements, aux intérêts bancaires et aux revenus de projets rémunérateurs;
 - *Compagnie de Jésus* réfère aux dons de jésuites, de provinces jésuites et de procures jésuites pour les missions.

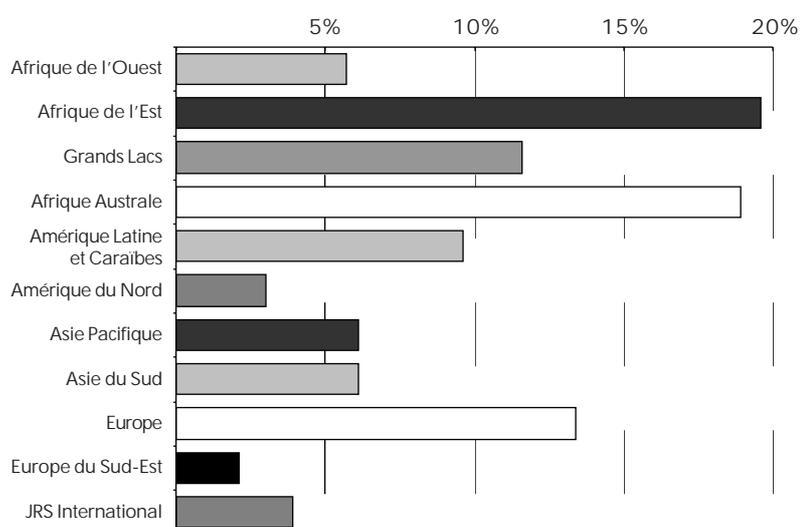
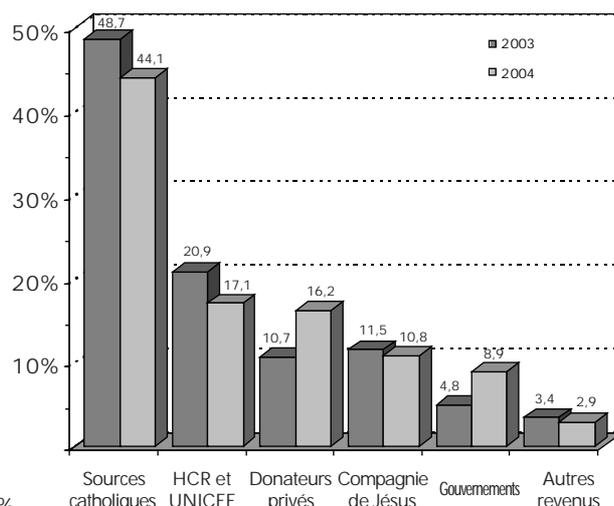
SOURCES DE FINANCEMENT JRS SUR L'ENSEMBLE DE LA PLANÈTE (en dollars des États-Unis)

| Sources de financement | Montant |
|--------------------------------------|-------------------|
| Réseau Caritas | 5.679.673 |
| Église et autres agences catholiques | 4.712.640 |
| HCR et UNICEF | 4.035.281 |
| Compagnie de Jésus | 2.539.786 |
| Donateurs privés | 3.813.481 |
| Gouvernements | 2.088.800 |
| Autres revenus | 696.902 |
| Total | 23.566.563 |

SOURCES DE FINANCEMENT EN POURCENTAGE

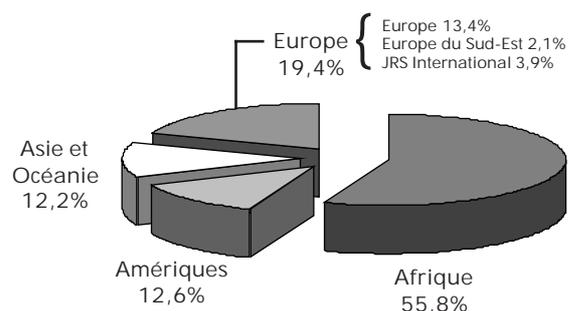


SOURCES DE FINANCEMENT: COMPARATION 2003-2004



RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN POURCENTAGE

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CONTINENT EN POURCENTAGE



CONTACTER LE JRS

Bureau International
C.P. 6139,
00195 Roma Prati, Italie
Tél: +39 - 06 68 97 73 86
Fax: +39 - 06 68 80 64 18
Email: international@jrs.net

Afrique de l'Est
PO Box 76490,
Nairobi, Kenya
Tél: +254 - 20 574 152
Fax: +254 - 20 571 905
Email: eastern.africa@jrs.net

Grands Lacs
B.P. 2382,
Bujumbura, Burundi
Tél: +257 210 494
Fax: +257 243 492
Email: grands.lacs@jrs.net

Afrique Australe
PO Box CY 284, Causeway,
Harare, Zimbabwe
Tél: +263 - 4 708 998
Fax: +263 - 4 721 119
Email: southern.africa@jrs.net

Afrique de l'Ouest
B.P. 2088,
Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Tél: +225 - 22 446 833
Email: west.africa@jrs.net

Asie Pacifique
PO Box 49, Sanampao Post Office
Bangkok 10406, Thaïlande
Tél: +66 - 2 640 9590
Fax: +66 - 2 271 3632
Email: asia.pacific@jrs.net

Asie du Sud
ISI, 24 Benson Road,
Bangalore, 560 046, Inde
Tél: +91 - 80 235 37 742
Fax: +91 - 80 235 37 700
Email: south.asia@jrs.net

Europe
Rue du Progrès, 333 - boîte 2,
B-1030 Bruxelles, Belgique
Tél: +32 - 2 250 3220
Fax: +32 - 2 250 3229
Email: europe@jrs.net

Europe du Sud-Est
Jordanovac 110,
10000 Zagreb pp 169, Croatie
Tél: +385 - 1 235 4303
Tel/Fax: +385 - 1 234 6129
Email: southeast.europe@jrs.net

Amérique Latine et Caraïbes
Centro Bonó, Apartado 76,
Santo Domingo,
République Dominicaine
Tél: +1809 - 688 1646
Fax: +1809 - 685 0120
Email: latin.america@jrs.net

États-Unis
1616 P Street, NW, Suite 300,
Washington, DC 20036-1405,
États-Unis
Tél: +1 - 202 462 0400
Fax: +1 - 202 328 9212
Email: usa@jrs.net

France
42, Rue de Grenelle
F-75343 Paris Cedex 07,
France
Tél: +33 - 1 44 39 46 00
Fax: +33 - 1 44 39 46 28
Email: france@jrs.net

Belgique
Rue Maurice Liétart, 31/9
B-1150 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 - 2 738 0818
Fax: +32 - 2 738 0809
Email: belgium@jrs.net

SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-contre et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom:

Prénom:

Adresse:

Ville:

Code postal:

Pays:

Téléphone:

Fax:

Email:

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS

Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 - CAB: 03212 - SWIFT: POSOIT22

Intitulé du compte: JRS

Numéro du compte: • pour les Euros: 3410/05

IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05

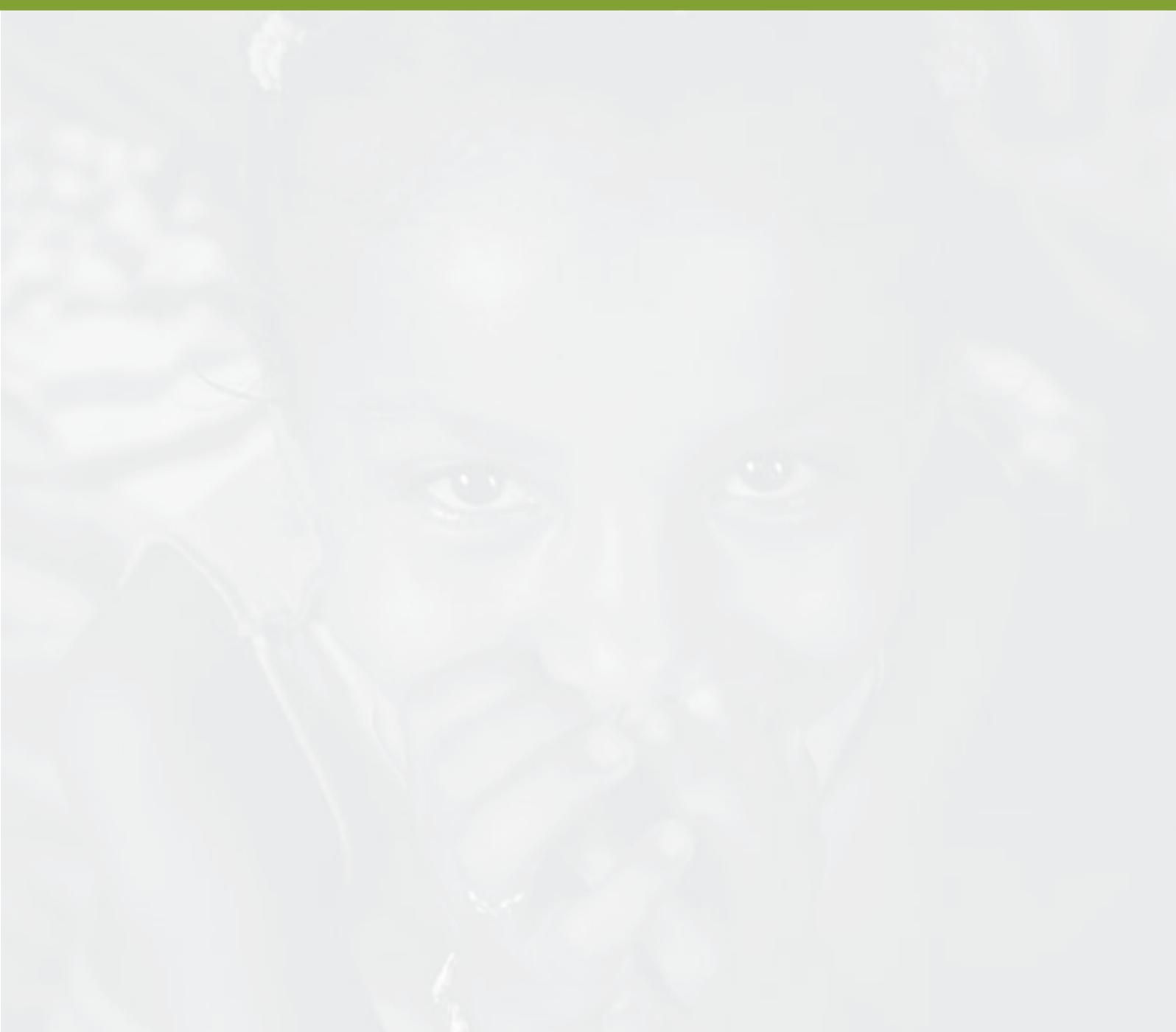
• pour les dollars des États-Unis: VAR 3410/05

IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410

Après le passage du tsunami, Aceh, Indonésie



Ingvild Solvang/JRS



<http://www.jrs.net>

